CONSO 1

COMPTES CONSOLIDÉS ET AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE ~~OU DU CONSORTIUM~~[1] [2] : Baxter International

Forme juridique[3]: Inc

Adresse: One Baxter Parkway N°: Boîte:

Code postal: IL 60015 Commune: Deerfield (USA)

Pays: Etats-Unis

Registre des personnes morales (RPM) – Tribunal de l'entreprise de

Adresse Internet[4]: http://www.baxter.com

Adresse e-mail[4] :

Numéro d'entreprise: Delaware 36-0781620

COMPTES CONSOLIDÉS en: MILLIONS DE DOLLARS [5]

communiqués à l'assemblée générale du: 07/05/2024

et relatifs à l'exercice couvrant la période du: 01/01/2023 au 31/12/2023

Exercice précédent du: 01/01/2022 au 31/12/2022

Les montants relatifs à l'exercice précédent **sont / ~~ne sont pas~~**[1] identiques à ceux publiés antérieurement.

Documents joints aux présents comptes consolidés:
- le rapport de gestion consolidé
- le rapport de contrôle des comptes consolidés

À COMPLÉTER SI LES COMPTES CONSOLIDÉS SONT DÉPOSÉS PAR UNE FILIALE BELGE

Dénomination de la filiale belge déposante *(article 3:26, §2, 4°, a) du Code des sociétés et des associations)*

Baxter SA

Numéro d'entreprise de la filiale belge déposante: BE 0403.093.693

Nombre total de pages déposées: 115 Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet:

Signature (nom et qualité)

Signature (nom et qualité)

1 Biffer la mention inutile.

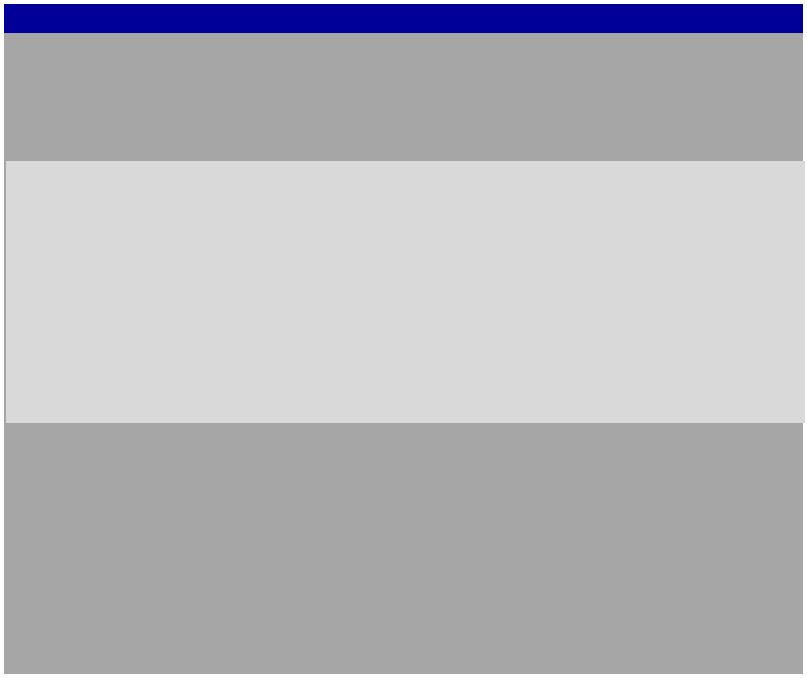
2 En cas de consortium, remplir la section CONSO 5.4.

3 Le cas échéant, la mention "en liquidation" est ajoutée à la forme juridique.

4 Mention facultative.

5 Au besoin, adapter la devise et l'unité dans lesquelles les montants sont exprimés.

RAPPORT ANNUEL 2023



Baxter

Informations disponibles

Nous mettons gratuitement à disposition sur notre site web à l'adresse www.baxter.com nos rapports annuels sur le formulaire 10-K, nos rapports trimestriels sur le formulaire 10-Q, nos rapports actuels sur le formulaire 8-K, et les avenants aux rapports qui sont déposés ou fournis conformément à la section 13(a) ou 15(d) du Securities Exchange Act de 1934, tel que modifié (Exchange Act), dès que possible après avoir déposé ou fourni électroniquement ces documents à la Securities and Exchange Commission. Ces rapports sont également disponibles gratuitement via EDGAR sur le site web de la Securities and Exchange Commission (www.sec.gov). En outre, nos Directives de gouvernance d'entreprise, notre Code de conduite et les chartes des comités de notre Conseil d'administration sont disponibles sur notre site web à l'adresse www.baxter.com sous « Notre histoire — Notre gouvernance ». Tous les documents susmentionnés sont mis à la disposition des actionnaires en version imprimée sur demande adressée à : Corporate Secretary, Baxter International Inc., One Baxter Parkway, Deerfield, Illinois 60015. Les informations contenues sur notre site web ne sont pas réputées incorporées dans le présent Rapport annuel sur le Formulaire 10-K, ni en faire partie.

PARTIE II

Article 5. ***Marché des actions ordinaires du déclarant, questions liées aux actionnaires et achats de titres de participation par l'émetteur.***

Achats de titres de participation par l'émetteur

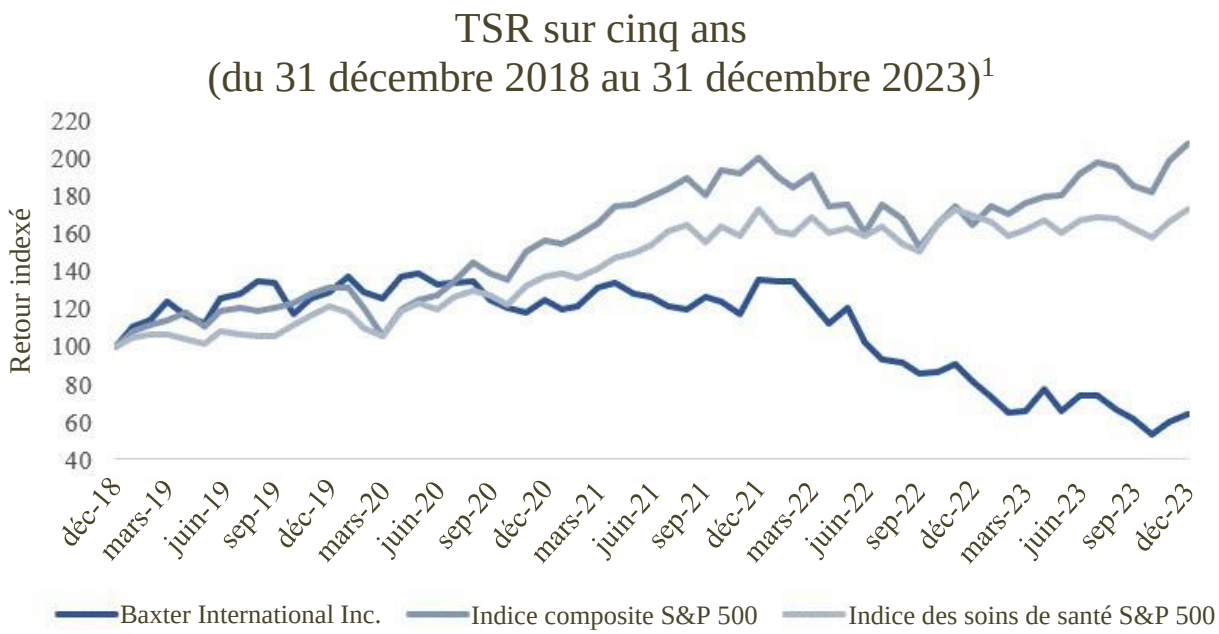
En juillet 2012, le conseil d'administration a autorisé un programme de rachat d'actions et l'autorisation associée a ensuite été augmentée plusieurs fois. Au cours du quatrième trimestre 2023, nous n'avons racheté aucune action en vertu de cette autorisation. Le montant restant de l'autorisation dans le cadre de ce programme s'élevait à environ 1,3 milliard USD au 31 décembre 2023. Ce programme n'a pas de date d'expiration.

Informations sur le marché et détenteurs de nos actions ordinaires

Nos actions ordinaires sont cotées aux bourses de New York et de Chicago. La bourse de New York est le principal marché sur lequel nos actions ordinaires sont négociées sous le symbole « BAX ». Au 31 janvier 2024, il y avait 19 117 détenteurs enregistrés de nos actions ordinaires.

Graphique des performances

Le graphique ci-dessous compare la variation du rendement total cumulé pour l'actionnaire (y compris les dividendes réinvestis) de nos actions ordinaires avec le Standard & Poor's 500 Composite Index et le Standard & Poor's 500 Health Care Index au cours des cinq dernières années.



[1] Les calculs de TSR (tels que fournis par FactSet) comprennent les dividendes réinvestis.

Article 6. ***Réservé.***

Article 7. ***Rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation.***

Les commentaires suivants doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés et les notes y afférentes figurant à l'article 8 du présent rapport annuel sur formulaire 10-K.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Description de la société, actions stratégiques récentes et segments d'activité

Baxter International Inc. est une entreprise internationale de technologie médicale qui compte environ 60 000 employés dans le monde entier, impliqués dans le développement, la fabrication et la vente d'une large gamme de produits, de solutions de santé numériques et de thérapies utilisées par les hôpitaux, les centres de dialyse rénale, les maisons de retraite, les centres de rééducation, les unités de chirurgie ambulatoire, les cabinets médicaux et les patients à domicile sous la supervision d'un médecin. Notre présence mondiale et la nature critique de nos produits et services, qui sont vendus dans plus de 100 pays au 31 décembre 2023, jouent un rôle clé dans l'expansion de l'accès aux soins de santé dans les pays émergents et développés.

En milieu d'année 2022, notre conseil d'administration a autorisé une analyse stratégique de notre portefeuille d'activités, dans le but d'augmenter la valeur actionnariale. Dans le cadre de cette analyse, nous avons identifié et évalué une série d'actions stratégiques potentielles, y compris des opportunités de ventes et d'autres scissions. En janvier 2023, une fois cette analyse achevée, nous avons annoncé les actions stratégiques planifiées suivantes qui visent à améliorer notre efficacité opérationnelle, à accélérer l'innovation et à générer une valeur supplémentaire pour les actionnaires : (a) une scission envisagée de notre division Soins rénaux en une société indépendante cotée en bourse spécialisée dans les soins rénaux et la suppléance d'organes (la scission envisagée), (b) notre développement d'un nouveau modèle opérationnel pour simplifier nos opérations et améliorer l'alignement entre notre chaîne de fabrication et d'approvisionnement et nos activités commerciales, et (c) notre recherche d'alternatives stratégiques pour notre division BioPharma Solutions (BPS).

Scission envisagée de la division Soins rénaux

Nous travaillons à la finalisation de la scission envisagée de notre division Soins rénaux afin d'établir une société indépendante spécialisée dans les soins rénaux et la suppléance d'organes. Bien que nous continuions à évaluer toutes les options stratégiques afin de maximiser la valeur actionnariale, nous continuons à avancer vers notre objectif actuel d'achèvement de la scission envisagée de cette division en juillet 2024. En 2023 et 2022, nous avons généré 4,45 milliards USD de chiffre d'affaires net combiné avec notre segment Soins rénaux, représentant respectivement environ 30 % et 31 % de notre chiffre d'affaires net consolidé. La scission envisagée devrait être exonérée d'impôt aux États-Unis pour Baxter et nos actionnaires. La scission envisagée est soumise au respect des conditions habituelles, y compris l'approbation finale de notre conseil d'administration, le dépôt et la validité d'une déclaration d'enregistrement sur Formulaire 10, la réception d'une décision de l'Internal Revenue Service (IRS) ou d'avis fiscaux connexes de la part d'un avocat, la conclusion d'accords de financement satisfaisants, la consultation des comités d'entreprise et autres organes représentatifs du personnel ainsi que l'obtention de tous les agréments réglementaires nécessaires.

Nous avons engagé 225 millions USD de coûts avant impôts en lien avec la scission envisagée en 2023, et nous prévoyons également des coûts importants liés à la scission en 2024. En outre, nous prévoyons d'engager des coûts de dissynergies suite à l'achèvement de la scission envisagée en raison de la taille réduite de notre entreprise et, par conséquent, nous devrons prendre des mesures afin de nous assurer que notre structure de coûts est appropriée pour soutenir nos activités restantes.

Il n'est pas garanti que la scission envisagée aura lieu ni qu'elle sera réalisée de la manière ou dans les délais spécifiés ci-dessus.

Mise en œuvre du nouveau modèle opérationnel et changement de segment qui en résulte

Nos segments à déclarer étaient auparavant composés des segments géographiques suivants liés à notre ancienne entité Baxter : Amériques (Amérique du Nord et du Sud), EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique) et APAC (Asie-Pacifique), et un segment mondial pour notre division Hillrom. Comme indiqué ci-dessous dans la section « Actions stratégiques récentes », au troisième trimestre 2023, nous avons terminé la mise en œuvre d'un nouveau modèle opérationnel visant à simplifier et rationaliser nos opérations et à améliorer l'alignement entre notre chaîne de fabrication et d'approvisionnement et nos activités commerciales. Dans le cadre de ce nouveau modèle opérationnel, nos activités sont divisées

en quatre segments : Produits et traitements médicaux, Systèmes et technologies de santé (anciennement, « segment Hillrom »), Produits pharmaceutiques et Soins rénaux (qui deviendrait une société indépendante cotée en bourse après l'achèvement de la scission envisagée). Notre information sectorielle a été modifiée au cours du troisième trimestre 2023 pour l'harmoniser avec notre nouveau modèle opérationnel et les informations fournies sur les segments pour la période précédente ont été révisées pour refléter les nouveaux segments.

Le segment Produits et traitements médicaux comprend les ventes de nos solutions IV stériles, systèmes de perfusion, kits d'administration, thérapies de nutrition parentérale et produits hémostatiques et scellants chirurgicaux et produits de prévention des adhérences. Le segment Systèmes et technologies de santé comprend les ventes de nos solutions de soins connectés et d'outils de collaboration, notamment des systèmes de lit intelligent, des technologies de surveillance et de diagnostic des patients, des appareils de santé respiratoire et des équipements avancés pour l'espace chirurgical, y compris les technologies vidéo chirurgicales, les dispositifs de positionnement de précision et d'autres accessoires. Le segment Produits pharmaceutiques comprend les ventes de produits pharmaceutiques injectables spécialisés, d'anesthésiques par inhalation et de préparations pharmaceutiques. Le segment Soins rénaux comprend les ventes de traitements et de services de dialyse pour insuffisance rénale chronique et aiguë, y compris la dialyse péritonéale (DP), l'hémodialyse (HD), les traitements de remplacement rénal continu (TRRC) et d'autres traitements de suppléance d'organes. Les autres ventes qui ne sont pas affectées à un segment comprennent principalement les ventes de produits et services fournis directement par certains de nos sites de fabrication et les redevances perçues dans le cadre d'un accord de développement commercial qui a pris fin début 2023 lorsque nous avons acquis les droits sur les produits connexes.

Pour des informations financières sur nos segments, voir la Note 18 à l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

Cession de la division BPS

Le 29 septembre 2023, nous avons finalisé la cession de notre division BPS et avons reçu un produit en espèces de 3,96 milliards USD pour cette opération. La situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de notre division BPS, y compris le gain avant impôts de 2,88 milliards USD (2,59 milliards USD nets d'impôts) sur la cession de cette division et le produit en espèces connexe reçu sont déclarés en tant qu'activités abandonnées dans les états financiers consolidés joints. Nous avons l'intention d'utiliser la quasi-totalité du produit après impôt de cette opération pour rembourser certaines de nos dettes, y compris 514 millions USD d'effets de commerce et 2,28 milliards USD de dettes à long terme que nous avons remboursées au cours du quatrième trimestre 2023.

Pour des informations complémentaires, voir la Note 2 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

Résultats financiers

Notre chiffre d'affaires net total s'est élevé à 14,81 milliards USD en 2023, soit une augmentation de 2 % par rapport à 2022 sur une base comptable et de 3 % sur une base monétaire constante. Le chiffre d'affaires international a atteint 7,81 milliards USD en 2023, soit une augmentation de 3 % par rapport à 2022 sur une base comptable et de 4 % sur une base monétaire constante. Le chiffre d'affaires aux États-Unis a atteint 7,0 milliards USD en 2023, soit une augmentation de 1 % par rapport à 2022. Pour plus d'informations sur les variations du chiffre d'affaires net sur une base monétaire constante, voir la discussion sur le chiffre d'affaires net dans la section Résultats d'exploitation ci-dessous.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de Baxter a atteint au total 2,66 milliards USD, soit 5,25 USD par action diluée, en 2023. Le résultat net attribuable aux actionnaires de Baxter en 2023 comprenait des éléments exceptionnels qui ont augmenté le résultat net de 1,18 milliard USD, soit 2,33 USD par action diluée. Consultez l'alinéa Éléments exceptionnels, dans la section Résultats d'exploitation ci-dessous, pour des informations sur les éléments exceptionnels pour toutes les périodes considérées.

Le résultat net des activités poursuivies a totalisé (69) millions USD, soit (0,15) USD par action diluée, en 2023. Le résultat net des activités poursuivies en 2023 comprenait des éléments exceptionnels qui ont eu un impact négatif sur nos résultats de 1,40 milliards USD, soit 2,75 USD par action diluée.

Nos résultats financiers comprenaient des dépenses de recherche et développement (R&D) totalisant 667 millions USD en 2023, ce qui reflète notre objectif de concilier les investissements pour soutenir notre nouveau portefeuille de produits avec des efforts pour optimiser les dépenses globales de R&D (y compris pour la maintenance de notre portefeuille).

Bien que nous continuions à être confrontés à des défis macroéconomiques mondiaux, notre situation financière reste solide, avec des flux de

trésorerie d'exploitation provenant des activités poursuivies totalisant 1,70 milliard USD en 2023. Nous avons continué à mettre en œuvre notre cadre rigoureux de répartition du capital, comme indiqué dans la section « Stratégie commerciale » à l'article 1. du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K, qui est destiné à optimiser la création de valeur pour les actionnaires par le réinvestissement dans nos activités, les dividendes et les rachats d'actions, ainsi que les acquisitions et autres initiatives de développement commercial et remboursements de dettes, et conformément à notre engagement énoncé précédemment d'atteindre nos objectifs d'endettement net.

Les dépenses d'investissement ont totalisé 692 millions USD en 2023, alors que nous continuons à investir dans toutes nos activités pour soutenir la croissance future, y compris par des investissements supplémentaires pour soutenir les extensions de capacités de produits nouveaux et existants. Nos dépenses d'investissement en 2023 étaient concentrées sur des projets qui améliorent l'efficacité de la production, nos systèmes qualité et les capacités de fabrication pour soutenir la croissance de notre entreprise.

Nous avons également continué à restituer de la valeur à nos actionnaires. En 2023, nous avons versé des dividendes en espèces à nos actionnaires pour un total de 586 millions USD.

Pour l'année 2024, nous prévoyons encore des coûts importants liés à la scission envisagée, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur nos bénéfices et nos flux de trésorerie d'exploitation.

FACTEURS IMPACTANT NOS RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Difficultés d'approvisionnement et situation économique mondiale

Nous avons récemment rencontré des difficultés importantes au niveau de notre chaîne d'approvisionnement mondiale, notamment des retards et interruptions de production, une augmentation des coûts et des pénuries de matières premières et de composants (y compris les résines et les dispositifs électromécaniques) ainsi qu'une augmentation des coûts de transport, résultant de la pandémie et d'autres facteurs exogènes, y compris des événements météorologiques extrêmes, des niveaux d'inflation élevés, la hausse des taux d'intérêt, des perturbations dans certains ports d'escale et l'accès à certains ports maritimes dans le monde, la guerre en Ukraine, le conflit au Moyen-Orient (y compris les récentes attaques ciblant des navires marchands en mer Rouge), les tensions entre la Chine et Taïwan et d'autres événements géopolitiques. Du fait de la nature de nos produits, qui comprennent des produits médicaux consommables denses tels que les fluides IV, et la localisation géographique de nos sites de fabrication qui nous oblige souvent à transporter nos produits sur de longues distances, nous pouvons être plus sensibles aux augmentations des coûts de transport et à d'autres difficultés dans la chaîne d'approvisionnement que certains de nos pairs du secteur. Bien que nous ayons constaté des améliorations dans la disponibilité de certaines pièces et une baisse des prix de certaines matières premières, ces difficultés n'ont pas complètement disparu et pourraient continuer à avoir un impact négatif sur notre chaîne d'approvisionnement à l'avenir. Ces difficultés, y compris la pénurie de certaines matières premières et composants, ont également eu un impact négatif sur nos ventes dans certaines catégories de produits (y compris celles acquises dans le cadre de notre acquisition de Hillrom Holdings, Inc. (Hillrom) en décembre 2021) en raison de notre incapacité à satisfaire pleinement la demande, et pourraient continuer à avoir un impact négatif sur nos ventes à l'avenir.

Nos résultats d'exploitation sont également impactés par les conditions macroéconomiques et les niveaux de confiance des entreprises. La guerre en Ukraine, le conflit au Moyen-Orient (y compris les récentes attaques ciblant des navires marchands en mer Rouge), les tensions entre la Chine et Taïwan et les sanctions et autres mesures imposées en réponse à ces conflits (et le risque d'escalade de ces conflits) ont augmenté les niveaux d'incertitude économique et politique, et nous continuons à surveiller de près l'évolution de la situation. En ce qui concerne la guerre en Ukraine et nos activités en Russie, nous avons considérablement réduit nos activités en Russie, en conformité avec l'ensemble des sanctions et règlements applicables aux États-Unis et dans l'Union européenne. Bien que ces pays ne constituent pas une partie importante de notre activité, une escalade du conflit ou une aggravation significative des perturbations économiques ou de la portée actuelle de ces conflits pourrait avoir un effet négatif sur notre activité dans la région.

Nos opérations mondiales nous exposent à des risques liés aux crises de santé publique et aux épidémies/pandémies. La COVID-19 a eu et pourrait avoir, comme toute autre crise sanitaire publique future, un impact négatif, notamment sur nos charges, nos opérations, nos chaînes d'approvisionnement et nos systèmes de distribution. Au cours de la pandémie de COVID-19, notre entreprise a été impactée par l'évolution des priorités en matière de soins de santé et la volatilité importante de la demande pour nos produits, et toute résurgence de la pandémie ou toute

nouvelle crise de santé publique pourrait à nouveau impacter les priorités en matière de soins de santé et rendre la demande pour nos produits volatile.

La forte inflation aux États-Unis et dans de nombreux pays où nous exerçons nos activités a entraîné, et pourrait continuer à entraîner, une augmentation des taux d'intérêt, des coûts de transport, des coûts de main-d'œuvre et d'autres coûts et charges. En outre, des fluctuations défavorables des taux de change ont augmenté nos coûts d'approvisionnement en certaines matières premières dans certains pays. Nous avons connu et pourrions à nouveau connaître des augmentations inflationnistes des coûts de fabrication et des charges d'exploitation, et nous ne serons peut-être pas en mesure de répercuter ces augmentations de coûts à nos clients, ce qui pourrait avoir une incidence négative importante sur notre rentabilité et nos résultats d'exploitation. L'inflation et des facteurs macroéconomiques généraux ont conduit certains de nos clients à réduire ou à reporter des commandes de nos produits et services et pourraient les conduire à le faire de nouveau à l'avenir, ce qui pourrait avoir une incidence négative importante sur notre chiffre d'affaires et nos résultats d'exploitation.

En tant que société pharmaceutique, nos opérations et la plupart des produits que nous fabriquons ou vendons sont soumis à un cadre règlementaire strict établi par différentes agences publiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis. Ce cadre règlementaire, décrit dans « Règlementation » à l'article 1. du présent rapport annuel sur Formulaire 10-K, nous impose d'obtenir l'agrément spécifique de la Food and Drug Administration (FDA) et d'autorités réglementaires non américaines avant de pouvoir commercialiser et vendre la plupart de nos produits dans un pays particulier. Le fait de ne pas obtenir ou maintenir en vigueur ces agréments ou autorisations pourrait nuire gravement à notre activité (y compris à notre compétitivité sur les marchés de produits sur lesquels nous opérons actuellement). En outre, la FDA aux États-Unis, l'Agence européenne des médicaments (EMA) en Europe, l'Administration nationale des produits médicaux en Chine et d'autres agences publiques, à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis, imposent des exigences couvrant les tests, la sécurité, l'efficacité, la fabrication, l'étiquetage, la promotion et la publicité, la distribution et la surveillance post-mise sur le marché de nos produits. Si nous ne respectons pas ces exigences, nous nous exposons à diverses actions, y compris des lettres d'avertissement, des rappels de produits ou des saisies, des sanctions monétaires, des injonctions pour arrêter la fabrication et la distribution de produits, des sanctions civiles ou pénales, le refus d'un État de délivrer des agréments ou des licences, des restrictions sur les opérations ou le retrait des agréments et licences existants, et cela pourrait avoir une incidence négative importante sur nos résultats d'exploitation.

Pour des informations complémentaires, voir l'article 1A. Facteurs de risque du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ACQUISITIONS D'ACTIFS RÉCENTS

Zosyn

Le 22 mars 2022, nous avons conclu un accord avec une filiale de Pfizer Inc. pour acquérir les droits sur Zosyn, un prémélange congelé de pipéracilline-tazobactam, aux États-Unis et au Canada. Zosyn est utilisé pour le traitement des infections intra-abdominales, de la pneumonie nosocomiale, des infections de la peau et de la structure cutanée, des infections pelviennes féminines et de la pneumonie communautaire. Aux termes de l'acquisition, nous avons payé le prix d'acquisition de 122 millions USD et avons reçu la propriété intellectuelle spécifiée, y compris les droits liés au brevet, au premier trimestre 2022, et nous avons reçu la propriété intellectuelle supplémentaire, y compris les droits liés au produit Zosyn, au premier trimestre 2023. En vertu de cet accord, nous avons reçu une participation aux bénéfices des ventes de Zosyn jusqu'au transfert des droits liés au produit en mars 2023. Pour des informations complémentaires concernant notre acquisition des droits sur Zosyn, voir la Note 3 à l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

Hillrom

Le 13 décembre 2021, nous avons finalisé l'acquisition de toutes les actions en circulation de Hillrom pour un prix d'achat de 10,48 milliards USD. En tenant compte de l'hypothèse d'un encours d'obligations de Hillrom, la valeur d'entreprise de l'opération s'élevait à 12,84 milliards USD.

Hillrom est un leader mondial des technologies médicales dont les produits et services permettent un diagnostic et un traitement plus précoces, optimisent l'efficacité chirurgicale et accélèrent la récupération des patients tout en simplifiant la communication clinique et en déplaçant les soins à domicile. Hillrom a rendu ces résultats possibles grâce à des solutions de soins numériques et connectés et à des outils de collaboration, notamment des systèmes de lit intelligent, des technologies de surveillance et de diagnostic des patients, des appareils de santé respiratoire et des équipements avancés pour l'espace chirurgical, fournissant des informations exploitables en temps réel sur le lieu des soins.

En 2023 et 2022, notre segment Systèmes et technologies de santé (anciennement notre segment Hillrom) a généré un chiffre d'affaires net de respectivement 3,01 milliards USD et de 2,94 milliards USD. Au cours de l'année 2022, nous avons également comptabilisé 2,81 milliards USD de dépréciations de fonds de commerce et 332 millions USD de dépréciations d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée liées au fonds de commerce et aux immobilisations incorporelles sous forme de noms commerciaux découlant de l'acquisition de Hillrom. Pour des informations complémentaires sur l'acquisition de Hillrom, les dépréciations du fonds de commerce et d'immobilisations incorporelles, les accords de financement de l'acquisition de Hillrom et les résultats du segment Systèmes et technologies de santé, voir respectivement les Notes 3, 5, 6 et 18 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

PerClot

Le 29 juillet 2021, nous avons acquis certains actifs liés au système hémostatique à base de polysaccharides PerClot (PerClot), y compris les droits de distribution aux États-Unis et dans des territoires spécifiés en dehors des États-Unis, auprès de CryoLife, Inc. pour un prix d'achat initial de 25 millions USD et la possibilité d'une contrepartie en espèces supplémentaire allant jusqu'à 36 millions USD, qui avait une juste valeur à la date d'acquisition de 28 millions USD, à l'atteinte d'étapes réglementaires et commerciales. PerClot est une poudre hémostatique résorbable indiquée pour une utilisation dans les interventions chirurgicales, y compris les chirurgies cardiaques, vasculaires, orthopédiques, rachidiennes, neurologiques, gynécologiques, ORL et traumatologiques comme adjuvant hémostatique lorsque le contrôle des saignements des vaisseaux capillaires, veineux ou artériolaires par pression, ligature et autres moyens conventionnels est inefficace ou peu pratique. Pour des informations complémentaires concernant l'acquisition de PerClot, voir la Note 3 à l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

Transderm Scop

Le 31 mars 2021, nous avons acquis les droits sur Transderm Scop (TDS) pour les États-Unis et des territoires spécifiés en dehors des États-Unis auprès de filiales de GlaxoSmithKline pour un prix d'achat initial de 60 millions USD, y compris le coût des stocks acquis, et la possibilité d'une contrepartie en espèces supplémentaire de 30 millions USD, qui avait une juste valeur à la date d'acquisition de 24 millions USD, en cas d'obtention de l'approbation réglementaire d'un nouveau fabricant sous contrat à une date spécifiée. Nous vendions précédemment ce produit sous licence de distribution sur le marché institutionnel américain. TDS est indiqué pour les nausées et vomissements postopératoires aux États-Unis et le mal des transports sur les marchés européens. Pour des informations complémentaires concernant l'acquisition de TDS, voir la Note 3 à l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

Caelyx et Doxil

Le 17 février 2021, nous avons acquis les droits sur Caelyx et Doxil, les noms commerciaux de la doxorubicine liposomale, auprès d'une filiale de Johnson & Johnson pour des territoires spécifiés en dehors des États-Unis, pour 325 millions USD en espèces. Nous avions acquis précédemment les droits américains sur ce produit en 2019.
La doxorubicine liposomale est un médicament de chimiothérapie utilisé pour traiter différents types de cancer. Pour des informations complémentaires concernant l'acquisition de Caelyx et Doxil, voir la Note 3 à l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

INDICATEURS FINANCIERS NON-PCGR

Notre présentation des variations en pourcentage du chiffre d'affaires net à taux de change constants, qui est calculé en utilisant les ventes en devise locale de la période considérée aux taux de change de la période précédente, est un indicateur financier non PCGR. Cet indicateur fournit des informations sur la hausse (ou la baisse) de notre chiffre d'affaires net si les taux de change des devises étrangères n'avaient pas varié entre la période précédente et la période considérée. Nous pensons que l'indicateur non PCGR de la variation en pourcentage du chiffre d'affaires net à taux de change constants, lorsqu'il est utilisé en conjonction avec l'indicateur PCGR des États-Unis de la variation en pourcentage du chiffre d'affaires net aux taux de change réels, peut permettre de mieux comprendre et facilite une analyse plus complète de nos résultats d'exploitation, en particulier dans l'évaluation des performances d'une période à l'autre.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

CHIFFRE D'AFFAIRES NET CONSOLIDÉ

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021	Variation en pourcentage À taux de change réels 2023	Variation en pourcentage À taux de change réels 2022	Variation en pourcentage À taux de change constants[3] 2023	Variation en pourcentage À taux de change constants[3] 2022
États-Unis	$ 7 000	$ 6 955	$ 4 938	1 %	41 %	1 %	41 %
Marchés émergents[1]	3 319	3 222	3 012	3 %	7 %	5 %	14 %
Reste du monde[2]	4 494	4 329	4 196	4 %	3 %	4 %	13 %
Chiffre d'affaires net total	$ 14 813	$ 14 506	$ 12 146	2 %	19 %	3 %	24 %

[1] Les marchés émergents comprennent le chiffre d'affaires provenant de nos opérations en Europe de l'Est, au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine et en Asie (hors Japon).

[2] Le reste du monde comprend le chiffre d'affaires provenant de nos opérations en Europe de l'Ouest, au Canada, au Japon, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

[3] La variation en pourcentage du chiffre d'affaires net à taux de change constants est un indicateur financier non PCGR. Voir la section intitulée « Indicateurs financiers non PCGR » pour plus d'informations sur notre utilisation de cet indicateur.

Les devises étrangères ont eu un impact défavorable d'1 point de pourcentage sur le chiffre d'affaires au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison du renforcement du dollar américain par rapport à la livre turque, au renminbi chinois, au dollar australien, au yen japonais et au dollar canadien, partiellement compensé par l'affaiblissement du dollar américain par rapport à l'euro et au peso mexicain. Notre acquisition de Hillrom en décembre 2021 a eu un impact favorable de 23 points de pourcentage sur le chiffre d'affaires net pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, par rapport à l'exercice précédent. Les devises étrangères ont eu un impact défavorable de 5 points de pourcentage sur le chiffre d'affaires net au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison du renforcement du dollar américain par rapport à l'euro, la livre britannique, la livre turque, le dollar australien, le yen japonais et le yuan chinois.

CHIFFRE D'AFFAIRES NET PAR SEGMENT

Produits et traitements médicaux

Notre segment Produits et traitements médicaux comprend les ventes de nos solutions IV stériles, systèmes de perfusion, kits d'administration, thérapies de nutrition parentérale et produits hémostatiques et scellants chirurgicaux et produits de prévention des adhérences.

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	Variation en pourcentage À taux de change réels	Variation en pourcentage À taux de change constants[1]
Traitements et technologies de perfusion	$ 3 960	$ 3 817	4 %	4 %
Chirurgie avancée	1 051	998	5 %	6 %
Chiffre d'affaires net total des Produits et traitements médicaux	$ 5 011	$ 4 815	4 %	4 %

[1] La variation en pourcentage du chiffre d'affaires net à taux de change constants est un indicateur financier non PCGR. Voir la section intitulée « Indicateurs financiers non PCGR » pour plus d'informations sur notre utilisation de cet indicateur.

Le chiffre d'affaires net du segment Produits et traitements médicaux a augmenté de 4 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires net du segment Traitements et technologies de perfusion a augmenté de 4 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent.
Le chiffre d'affaires 2023 reflète une forte demande pour nos systèmes de perfusion et nos kits d'administration, ainsi qu'une croissance des solutions IV et des préparations nutritionnelles internationales, partiellement compensée par une baisse des ventes de produits de nutrition parentérale aux États-Unis par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires net de la Chirurgie avancée a augmenté de 5 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 par rapport à l'exercice précédent,

en raison de la poursuite de la reprise des interventions chirurgicales, partiellement compensée par des difficultés d'approvisionnement temporaires, la fin d'un accord de distribution de produits et, pour les concurrents, des difficultés d'approvisionnement moindres que sur les exercices précédents. Les taux de change ont eu un impact défavorable de 1 % sur le chiffre d'affaires net de l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent.

			Variation en pourcentage	
exercices clos le 31 décembre (en millions)	2022	2021	À taux de change réels	À taux de change constants[1]
Traitements et technologies de perfusion	$ 3 817	$ 3 844	(1) %	3 %
Chirurgie avancée	998	977	2 %	8 %
Chiffre d'affaires net total des Produits et traitements médicaux	$ 4 815	$ 4 821	(0) %	4 %

[1] La variation en pourcentage du chiffre d'affaires net à taux de change constants est un indicateur financier non PCGR. Voir la section intitulée « Indicateurs financiers non PCGR » pour plus d'informations sur notre utilisation de cet indicateur.

Le chiffre d'affaires net du segment Produits et traitements médicaux est resté stable pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires net du segment Traitements et technologies de perfusion a baissé de 1 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires 2022 reflétait la baisse des ventes de pompes à perfusion, la baisse des ventes en Chine en raison des confinements liés à la COVID et la baisse des ventes de vitamines en raison de difficultés d'approvisionnement persistantes. Les difficultés de la chaîne d'approvisionnement, y compris les difficultés liées à la disponibilité des semi-conducteurs et d'autres composants utilisés dans la production de nos pompes à perfusion ont eu un impact négatif sur les ventes de pompes à perfusion. Ces éléments ont été contrebalancés par une hausse de la demande de dispositifs et de solutions d'administration IV, reflétant une reprise des taux d'administration et des procédures chirurgicales à l'hôpital et une croissance plus faible aux États-Unis pour nos traitements de nutrition parentérale et produits connexes, y compris les poches multi-compartiments.
Les taux de change ont eu un impact défavorable de 4 % sur le chiffre d'affaires net de l'exercice clos le 31 décembre 2022, par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires net de la Chirurgie avancée a augmenté de 2 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une reprise continue des interventions chirurgicales, en particulier en Europe, et profite des difficultés d'approvisionnement des concurrents. Les taux de change ont eu un impact défavorable de 6 % sur le chiffre d'affaires net de l'exercice clos le 31 décembre 2022, par rapport à l'exercice précédent.

Systèmes et technologies de santé

Notre segment Systèmes et technologies de santé comprend les ventes de nos solutions de soins connectés et d'outils de collaboration, notamment des systèmes de lit intelligent, des technologies de surveillance et de diagnostic des patients, des appareils de santé respiratoire et des équipements avancés pour l'espace chirurgical, y compris les technologies vidéo chirurgicales, les dispositifs de positionnement de précision et d'autres accessoires.

			Variation en pourcentage	
exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	À taux de change réels	À taux de change constants[1]
Solutions de soins et de connectivité	$ 1 800	$ 1 791	1 %	1 %
Soins de première ligne	1 213	1 148	6 %	6 %
Chiffre d'affaires net total des Systèmes et technologies de santé	$ 3 013	$ 2 939	3 %	3 %

[1] L'augmentation du chiffre d'affaires à taux de change constants est un indicateur financier non PCGR. Pour des informations complémentaires, voir la section intitulée « Indicateurs financiers non PCGR ».

Le chiffre d'affaires net du segment Systèmes et technologies de santé a augmenté de 3 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires net des Solutions de soins et de connectivité a augmenté de 1 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent, en réponse à la demande internationale et aux ventes générées par les lancements récents de produits aux États-Unis, partiellement compensées par une baisse des revenus locatifs et des dépenses d'investissement aux États-Unis reflétant l'environnement macroéconomique en 2023.

Le chiffre d'affaires net des Soins de première ligne a augmenté de 6 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation de la demande pour nos produits de cardiologie, nos systèmes de surveillance des patients et nos outils d'examen médical. Les résultats de l'exercice considéré ont profité de la réduction des retards dans le traitement des commandes grâce à l'amélioration de la disponibilité des composants utilisés dans certains de nos produits.

			Variation en pourcentage	
exercices clos le 31 décembre (en millions)	2022	2021	À taux de change réels	À taux de change constants[1]
Solutions de soins et de connectivité	$ 1 791	$ 142	NS	NS
Soins de première ligne	1 148	70	NS	NS
Chiffre d'affaires net total des Systèmes et technologies de santé	$ 2 939	$ 212	NS	NS

[1] La variation en pourcentage du chiffre d'affaires net à taux de change constants est un indicateur financier non PCGR. Voir la section intitulée « Indicateurs financiers non PCGR » pour plus d'informations sur notre utilisation de cet indicateur.

NS - Non significatif

Le segment Systèmes et technologies de santé a été ajouté dans le cadre de notre acquisition de Hillrom en décembre 2021. Le chiffre d'affaires net de l'exercice clos le 31 décembre 2022 a été impacté négativement des difficultés d'approvisionnement, en particulier en ce qui concerne les composants utilisés dans nos produits de Soins de première ligne, les contraintes budgétaires des hôpitaux et les retards dans les installations de produits pour les Solutions de soins et de connectivité résultant des limitations d'accès à l'hôpital dues, en partie, à des problèmes de manque de personnel rencontrés par ces clients. Le chiffre d'affaires net de l'exercice 2021 reflète les ventes réalisées sur la période de 18 jours allant de la date d'acquisition de Hillrom à la fin de l'exercice.

Produits pharmaceutiques

Notre segment Produits pharmaceutiques comprend les ventes de produits pharmaceutiques injectables spécialisés, d'anesthésiques par inhalation et de préparations pharmaceutiques.

			Variation en pourcentage	
exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	À taux de change réels	À taux de change constants[1]
Produits injectables et anesthésiques	$ 1 347	$ 1 305	3 %	4 %
Préparations pharmaceutiques	902	821	10 %	12 %
Chiffre d'affaires net total des Produits pharmaceutiques	$ 2 249	$ 2 126	6 %	7 %

[1] La variation en pourcentage du chiffre d'affaires net à taux de change constants est un indicateur financier non PCGR. Voir la section intitulée « Indicateurs financiers non PCGR » pour plus d'informations sur notre utilisation de cet indicateur.

Le chiffre d'affaires net du segment Produits pharmaceutiques a augmenté de 6 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires net des Produits injectables et anesthésiques a augmenté de 3 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation des ventes de nos produits injectables américains, engendrée par nos lancements de Zosyn, suite à notre acquisition des droits sur les produits connexes en avril 2023, la bendamustine et la norépinéphrine, partiellement compensée par la baisse des ventes d'anesthésiques par inhalation. Les taux de change ont eu un impact défavorable de 1 % sur le chiffre d'affaires net de l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires net des Préparations pharmaceutiques a augmenté de 10 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent, du fait de l'augmentation de la demande pour nos services internationaux de préparation pharmaceutique. Les taux de

change ont eu un impact défavorable de 2 % sur le chiffre d'affaires net de l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent.

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2022	2021	Variation en pourcentage À taux de change réels	Variation en pourcentage À taux de change constants[1]
Produits injectables et anesthésiques	$ 1 305	$ 1 390	(6) %	(2) %
Préparations pharmaceutiques	821	901	(9) %	(0) %
Chiffre d'affaires net total des Produits pharmaceutiques	$ 2 126	$ 2 291	(7) %	(1) %

[1] La variation en pourcentage du chiffre d'affaires net à taux de change constants est un indicateur financier non PCGR. Voir la section intitulée « Indicateurs financiers non PCGR » pour plus d'informations sur notre utilisation de cet indicateur.

Le chiffre d'affaires net du segment Produits pharmaceutiques a baissé de 7 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires net des Produits injectables et anesthésiques a baissé de 6 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison d'un impact négatif de 4 % des variations des taux de change par rapport à l'exercice précédent. En outre, le chiffre d'affaires net a été impacté négativement par la concurrence accrue des nouveaux entrants sur le marché et les difficultés d'approvisionnement impactant la production de certaines molécules. Ces éléments ont été partiellement compensés par une augmentation des ventes internationales d'anesthésiques par inhalation.

Le chiffre d'affaires net des Préparations pharmaceutiques a baissé de 9 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison d'un impact négatif de 9 % des variations des taux de change.

Soins rénaux

Notre segment Soins rénaux comprend les ventes de produits utilisés pour la dialyse péritonéale (DP), l'hémodialyse (HD), les traitements de remplacement rénal continu (TRRC) et d'autres traitements de suppléance d'organes (TSO).

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	Variation en pourcentage À taux de change réels	Variation en pourcentage À taux de change constants[1]
Traitements pour maladies chroniques	$ 3 683	$ 3 714	(1) %	0 %
Traitements pour maladies aiguës	770	735	5 %	6 %
Chiffre d'affaires net total des Soins rénaux	$ 4 453	$ 4 449	0 %	1 %

[1] La variation en pourcentage du chiffre d'affaires net à taux de change constants est un indicateur financier non PCGR. Voir la section intitulée « Indicateurs financiers non PCGR » pour plus d'informations sur notre utilisation de cet indicateur.

Le chiffre d'affaires net du segment Soins rénaux est resté stable pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires net des Traitements pour maladies chroniques a diminué de 1 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires de l'exercice considéré reflète la baisse des ventes en Chine, due aux initiatives d'approvisionnement gouvernementales et à l'impact de la COVID-19 sur la population de patients rénaux de ce pays, ainsi que la résiliation des accords de distribution aux États-Unis, compensée par l'augmentation du nombre de patients en DP, les initiatives tarifaires et les récents appels d'offres publics dans la région EMEA. Les taux de change ont eu un impact défavorable de 1 % sur le chiffre d'affaires net de l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires net des Traitements pour maladies aiguës a augmenté de 5 % sur l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la forte demande pour nos TRRC. L'augmentation du chiffre d'affaires en 2023 a été moindre que sur l'exercice précédent qui a été marqué par une forte demande liée à la COVID pour nos TRRC au cours du premier trimestre. Les taux de change ont eu un impact défavorable de 1 % sur le chiffre d'affaires net de l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à l'exercice précédent.

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2022	2021	Variation en pourcentage	
			À taux de change réels	À taux de change constants[1]
Traitements pour maladies chroniques	$ 3 714	$ 3 862	(4) %	2 %
Traitements pour maladies aiguës	735	820	(10) %	(6) %
Chiffre d'affaires net total des Soins rénaux	$ 4 449	$ 4 682	(5) %	1 %

[1] La variation en pourcentage du chiffre d'affaires net à taux de change constants est un indicateur financier non PCGR. Pour des informations complémentaires, voir la section intitulée « Indicateurs financiers non PCGR ».

Le chiffre d'affaires net des Soins rénaux a diminué de 5 % sur l'exercice clos le 31 décembre 2022, par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires net des Traitements pour maladies chroniques a diminué de 4 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, par rapport à l'exercice précédent. La baisse en 2022 est due à un impact négatif de 6 % des variations des taux de change et au non-renouvellement de certains contrats clients à faible marge, en particulier en Europe de l'Ouest, partiellement compensé par l'augmentation mondiale du nombre de patients en DP et 28 millions USD de revenus supplémentaires provenant d'un client qui n'a pas respecté ses obligations contractuelles d'achat minimum.

Le chiffre d'affaires net des Traitements pour maladies aiguës a diminué de 10 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, par rapport à l'exercice précédent. La baisse en 2022 est due à la baisse de la demande liée à la COVID pour nos TRRC et à un impact négatif de 4 % des variations des taux de change, par rapport à l'exercice précédent.

Autres

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2023, 2022 et 2021, nous avons généré respectivement 87 millions USD, 177 millions USD et 140 millions USD de revenus qui n'étaient pas attribuables à nos segments à déclarer. Au cours de l'exercice considéré et des exercices précédents, ces autres ventes représentent principalement les revenus générés par certains de nos sites de fabrication avec des activités de fabrication en sous-traitance et les revenus de redevances dans le cadre d'un accord de développement commercial. La baisse pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 par rapport à l'exercice précédent reflète un volume de fabrication en sous-traitance inférieur et la résiliation de l'accord de redevance suite à notre acquisition des droits sur le produit sous-jacent en avril 2023. L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 par rapport à l'exercice précédent était due principalement à l'augmentation des revenus de la fabrication en sous-traitance et des revenus de redevances provenant d'un accord de développement commercial conclu en mars 2022.

Éléments exceptionnels

La direction estime que le fait d'indiquer séparément l'impact des éléments suivants sur nos résultats conformément aux PCGR des États-Unis peut permettre de mieux comprendre nos opérations et peut faciliter une analyse plus complète de nos résultats d'exploitation, en particulier dans l'évaluation des performances d'une période à l'autre. Les charges d'amortissement des immobilisations incorporelles sont identifiées comme un élément exceptionnel pour faciliter une évaluation du résultat d'exploitation actuel et passé et sont cohérentes avec la manière dont la direction et notre conseil d'administration évaluent les performances. Des éléments exceptionnels supplémentaires sont identifiés car ils sont très variables, difficiles à prévoir et d'une ampleur qui pourrait avoir un impact significatif sur nos résultats d'exploitation déclarés pendant la période.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse de nos éléments exceptionnels et de l'impact associé par poste sur nos résultats d'exploitation consolidés pour 2023, 2022 et 2021.

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Marge brute			
Charge d'amortissement des immobilisations incorporelles	$ (445)	$ (466)	$ (287)
Dépréciations d'actifs à long terme[1]	(267)	(344)	—
Éléments d'optimisation commerciale[2]	(349)	(28)	(53)
Éléments liés aux produits[3]	—	(44)	—
Éléments d'acquisition et d'intégration[4]	(1)	(170)	(50)
Règlement européen relatif aux dispositifs médicaux[5]	(48)	(48)	(42)
Coûts liés à la scission[6]	(22)	—	—
Total des éléments exceptionnels	$ (1 132)	$ (1 100)	$ (432)
Impact sur le ratio de marge brute	(7,6 pts)	(7,6 pts)	(3,5 pts)
Frais de vente, généraux et administratifs (SG&A)			
Charge d'amortissement des immobilisations incorporelles	$ 207	$ 287	$ 11
Éléments d'optimisation commerciale[2]	173	194	60
Éléments d'acquisition et d'intégration[4]	18	82	144
Coûts liés à la scission[6]	203	7	—
Affaires juridiques[7]	15	—	13
Frais d'enquête et associés[8]	—	—	31
Total des éléments exceptionnels	$ 616	$ 570	$ 259
Impact sur le ratio de dépenses SG&A	4,1 pts	3,9 pts	2,1 pts
Dépenses R&D			
Éléments d'optimisation commerciale[2]	$ 12	$ 3	$ 1
Total des éléments exceptionnels	$ 12	$ 3	$ 1
Impact sur le ratio de dépenses R&D	0,1 pt	0,1 pt	0,0 pt
Dépréciations du fonds de commerce			
Dépréciations du fonds de commerce[1]	$ —	$ 2 812	$ —
Total des éléments exceptionnels	$ —	$ 2 812	$ —
Autres charges (produits) d'exploitation, nettes			
Éléments d'acquisition et d'intégration[4]	$ (19)	$ (39)	$ (6)
Affaires juridiques[7]	(8)	—	—
Perte sur accord de cession de produit[9]	—	54	—
Perte sur liquidation subsidiaire[10]	—	21	—
Total des éléments exceptionnels	$ (27)	$ 36	$ (6)
Charges d'intérêts, nettes			
Éléments d'acquisition et d'intégration[4]	$ —	$ —	$ 48
Total des éléments exceptionnels	$ —	$ —	$ 48
Autres charges (produits), net(te)s			
Réduction des pensions[11]	$ —	$ (11)	$ —
Reclassement de la perte de conversion cumulée en résultat[12]	—	65	—
Dépréciations d'investissements[13]	49	—	—
Perte sur annulation de dette[14]	—	—	5
Total des éléments exceptionnels	$ 49	$ 54	$ 5
Charge (produit) d'impôt			
Affaires fiscales[15]	$ 4	$ 27	$ (54)
Incidences fiscales des éléments exceptionnels[16]	(390)	(400)	(137)
Total des éléments exceptionnels	$ (386)	$ (373)	$ (191)
Impact sur le taux effectif d'imposition	12,0 pts	(19,8 pts)	(7,4 pts)

1 Nos résultats en 2023 comprenaient des charges de dépréciation d'actifs à long terme de 267 millions USD liées à l'activité HD au sein de notre segment Soins rénaux, comprenant (i) une charge de dépréciation de 190 millions USD liée à certains équipements de fabrication, des actifs représentatifs du droit d'utilisation de location-exploitation et des équipements HD loués aux clients et (ii) une charge de dépréciation de 77 millions USD liée à une immobilisation incorporelle de technologie développée. Nos résultats en 2022 comprenaient des charges de dépréciation d'actifs à long terme liées aux actifs acquis lors de notre acquisition de Hillrom en décembre 2021, comprenant (i) une dépréciation du fonds de commerce de 2,81 milliards USD et (ii) 332 millions USD d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée. Nous avons également comptabilisé 12 millions USD de dépréciations d'immobilisations incorporelles de technologie développée en 2022. Pour des informations complémentaires sur les dépréciations, voir les Notes 4 et 5 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K. Les dépréciations d'actifs à long terme présentées dans cet élément exceptionnel n'incluent pas les dépréciations d'actifs à long terme liées aux actions de restructuration, qui sont présentées dans l'élément exceptionnel « optimisation commerciale » décrit dans la note de bas de page 2 ci-dessous.

2 Nos résultats 2023 et 2022 ont été impactés par les coûts associés à l'exécution de nos programmes destinés à optimiser notre structure organisationnelle et notre structure de coûts. Ces coûts de restructuration et autres coûts d'optimisation commerciale comprenaient des actions liées à notre mise en œuvre en cours d'un nouveau modèle opérationnel visant à simplifier et rationaliser nos opérations et à améliorer l'alignement entre notre chaîne de fabrication et d'approvisionnement et nos activités commerciales, notre intégration de Hillrom, la décision de fermer l'un de nos sites de fabrication basés aux États-Unis cette année, ce qui a entraîné une dépréciation hors trésorerie de 243 millions USD des immobilisations corporelles, la rationalisation de certains autres sites de fabrication et de distribution et la transformation de certaines fonctions générales et administratives. Nos résultats 2023, 2022 et 2021 comprenaient des frais d'optimisation commerciale respectivement de 534 millions USD, 225 millions USD et de 114 millions USD. Pour des informations complémentaires sur ces frais et les passifs associés, voir la Note 12 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

3 Nos résultats 2022 comprenaient des frais de 44 millions USD liés aux activités de garantie et de correction découlant de deux actions correctives sur le terrain sur certaines de nos pompes à perfusion.

4 Nos résultats 2023 comprenaient 19 millions USD de coûts d'intégration, liés principalement à notre intégration de Hillrom, compensés par un bénéfice de 19 millions USD provenant des variations des justes valeurs estimées des passifs de contrepartie conditionnelle. Nos résultats 2022 incluaient 213 millions USD d'éléments liés à l'acquisition et à l'intégration, qui reflétaient 93 millions USD de coûts d'intégration et 159 millions USD de coût marginal des ventes provenant des augmentations de la juste valeur des stocks Hillrom acquis qui ont été vendus en 2022, partiellement compensés par un bénéfice de 39 millions USD découlant des variations de la juste valeur estimée des passifs de contrepartie conditionnelle. Nos résultats 2021 comprenaient des charges d'acquisition, d'intégration et de financement connexes de 236 millions USD. Cela incluait des charges d'acquisition, d'intégration et de financement connexes pour notre acquisition de Hillrom et l'acquisition des droits sur Caelyx et Doxil pour des territoires spécifiés en dehors des États-Unis. Ces charges ont été partiellement compensées par le bénéfice tiré des variations de la juste valeur estimée des passifs de contrepartie conditionnelle. Pour des informations complémentaires sur les acquisitions d'entreprises et d'actifs, voir la Note 3 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

5 Nos résultats 2023, 2022 et 2021 comprenaient respectivement 48 millions USD, 48 millions USD et 42 millions USD de coûts marginaux pour se conformer aux règlements de l'Union européenne relatifs aux dispositifs médicaux pour les produits enregistrés précédemment, qui comprennent principalement les coûts des sous-traitants et d'autres coûts directs de tiers. Nous considérons l'adoption de ces règlements comme un fardeau réglementaire ponctuel significatif et pensons que les frais de conformité initiale pour les produits enregistrés précédemment sur la période de mise en œuvre ne sont pas révélateurs de nos résultats d'exploitation de base.

6 Nos résultats 2023 et 2022 comprenaient 225 millions USD et 7 millions USD de coûts liés à la scission, reflétant principalement les honoraires de consultants externes soutenant nos activités de préparation de la scission envisagée de notre segment Soins rénaux. Nous avons également engagé 17 millions USD et 5 millions USD de coûts de scission supplémentaires respectivement en 2023 et 2022, en lien avec la vente de notre division BPS, qui sont déclarés dans les opérations abandonnées et ne sont pas présentés dans le tableau ci-dessus.

7 Nos résultats 2023 comprenaient 7 millions USD de coûts nets provenant de certaines affaires juridiques. Ces coûts comprenaient 13 millions USD, dont des frais juridiques connexes, liés à des affaires impliquant des allégations d'infractions au False Claims Act liées à une ancienne gamme Hillrom qui n'est plus commercialisée et à un préjudice présumé dû à une exposition environnementale, partiellement compensés par 6 millions USD du produit reçu, net des frais juridiques connexes, d'un règlement lié à un litige de propriété intellectuelle. Nos résultats 2021 comprenaient des frais de justice de 13 millions USD associés à des demandeurs alléguant un préjudice subi du fait de la proximité de l'une de nos usines.

8 Nos résultats 2021 comprenaient des frais d'enquête et connexes de 31 millions USD pour les questions associées à notre enquête annoncée précédemment sur les gains et pertes de change. Pour des informations complémentaires sur ces frais, voir la Note 8 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

9 Nos résultats 2022 comprenaient une perte de 54 millions USD dans le cadre d'un accord de cession de certains droits sur des produits pour un montant inférieur à ce que ces droits sur les produits nous ont coûté, qui a été engendrée par des agréments réglementaires des États-Unis et de l'Union européenne pour les produits connexes. Pour des informations complémentaires sur ces frais, voir la Note 3 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

10 Nos résultats 2022 comprenaient une perte de 21 millions USD liée à notre déconsolidation d'une filiale étrangère, y compris la décomptabilisation d'une participation non majoritaire associée, à sa liquidation en décembre 2022 qui a été réalisée dans le cadre de nos activités de rationalisation des entités juridiques.

11 Nos résultats 2022 comprenaient un gain de réduction de 11 millions USD lié à un changement annoncé pour les participants actifs non syndiqués de notre régime de retraite américain Hillrom. Pour des informations complémentaires sur ce gain de réduction, voir la Note 13 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

12 Nos résultats 2022 comprenaient une charge de 65 millions USD pour ajustements de conversion cumulés (CTA) reclassés à partir des autres éléments du résultat global cumulés résultant de la liquidation substantielle de nos opérations en Argentine.

13 Nos résultats 2023 comprenaient 49 millions USD de pertes nettes avant impôts provenant de placements non négociables dans plusieurs sociétés en phase de démarrage, comprenant 52 millions USD de dépréciations hors trésorerie, partiellement compensées par une plus-value de 3 millions USD réalisée sur la vente d'un placement.

14 Nos résultats 2021 comprenaient une perte de 5 millions USD sur l'extinction anticipée de la dette de 2,40 milliards USD assumée dans le cadre de l'acquisition de Hillrom.

15 Nos résultats 2023 comprenaient un produit d'impôt net de 5 millions USD provenant d'opérations de réorganisation interne, principalement lié à la scission envisagée de notre segment Soins rénaux, et une provision pour dépréciation de 9 millions USD pour réduire la valeur comptable d'un actif d'impôt différé pour une augmentation de la base d'imposition liée à la législation suisse sur la réforme fiscale promulguée précédemment afin de refléter notre estimation actuelle de sa recouvrabilité. Nos résultats 2022 comprenaient une provision pour dépréciation de 25 millions USD pour réduire la valeur comptable d'un actif d'impôt différé pour un élargissement de la base d'imposition lié à la législation suisse de réforme fiscale promulguée précédemment afin de refléter notre estimation actuelle de sa recouvrabilité. Nos résultats 2021 comprenaient un produit d'impôt de 58 millions USD lié à une perte étrangère déductible de l'impôt sur un investissement dans une filiale étrangère et un produit d'impôt de 18 millions USD lié à une modification de la réglementation américaine en matière de crédit d'impôt à l'étranger, partiellement compensé par une charge d'impôt de 22 millions USD liée à une décision

défavorable d'un tribunal sur une position fiscale incertaine.

16 Cet élément reflète l'impact fiscal des éléments exceptionnels identifiés dans ce tableau. L'incidence fiscale de chaque élément exceptionnel dépend du pays dans lequel l'élément a été engagé et des lois fiscales en vigueur dans chaque pays.

COÛTS ET CHARGES

Ratios de marge brute et de charges

exercices clos le 31 décembre	2023	% du chiffre d'affaires net	2022	% du chiffre d'affaires net	2021	% du chiffre d'affaires net	2023 variation en $	2023 variation en %	2022 variation en $	2022 variation en %
Marge brute	$ 4 975	33,6 %	$ 5 066	34,9 %	$ 4 720	38,9 %	$ (91)	(1,8) %	$ 346	7,3 %
SG&A	$ 3 946	26,6 %	$ 3 859	26,6 %	$ 2 845	23,4 %	$ 87	2,3 %	$ 1 014	35,6 %
R&D	$ 667	4,5 %	$ 602	4,2 %	$ 531	4,4 %	$ 65	10,8 %	$ 71	13,4 %

Marge brute

Le ratio de marge brute était de 33,6 %, 34,9 % et 38,9 % respectivement pour les exercices clos en 2023, 2022 et 2021. Les éléments exceptionnels identifiés ci-dessus ont eu un impact défavorable de 7,6 points de pourcentage sur le ratio de marge brute tant en 2023 qu'en 2022 et de 3,5 points de pourcentage en 2021. Pour plus d'informations, voir la section Éléments exceptionnels ci-dessus.

Hormis l'impact des éléments exceptionnels, le ratio de marge brute a diminué de 1,3 point de pourcentage en 2023 par rapport à 2022 et a augmenté de 0,1 point de pourcentage en 2022 par rapport à 2021. La baisse en 2023 est due principalement à l'impact négatif de la hausse des prix des matières premières sur les coûts, entraînant une augmentation des coûts de fabrication et des provisions pour primes supérieures dans le cadre de nos plans annuels de rémunération variable des employés, partiellement compensée par les initiatives de fabrication. L'augmentation en 2022 était due à mix de produits favorable engendré principalement par notre acquisition de Hillrom, des provisions pour primes inférieures dans le cadre de nos plans annuels de rémunération variable des employés et des remises inférieures aux clients américains et à un chiffre d'affaires supplémentaire de 28 millions USD de revenus supplémentaires provenant d'un client qui n'a pas respecté ses obligations contractuelles d'achat minimum, partiellement compensé par l'augmentation des prix des matières premières et, dans une moindre mesure, l'augmentation des coûts d'approvisionnement.

SG&A

Le ratio de dépenses SG&A était de 26,6 % en 2023 et 2022 et de 23,4 % en 2021. Les éléments exceptionnels identifiés ci-dessus ont eu un impact défavorable de 4,1, 3,9 et 2,1 points de pourcentage sur le ratio des dépenses SG&A respectivement en 2023, 2022 et 2021. Pour plus d'informations, voir la section Éléments exceptionnels ci-dessus.

Hormis l'impact des éléments exceptionnels, le ratio de dépenses SG&A a diminué de 0,2 point de pourcentage en 2023 par rapport à 2022 et a augmenté de 1,4 point de pourcentage en 2022 par rapport à 2021. La baisse en 2023 est due principalement aux économies provenant des actions de restructuration mises en œuvre au cours des dernières périodes, partiellement compensées par des provisions pour primes supérieures dans le cadre de nos plans annuels de rémunération variable des employés. L'augmentation en 2022 était due principalement à l'acquisition de Hillrom et à l'augmentation des coûts de transport sortant, partiellement compensées par des provisions pour primes inférieures dans le cadre de nos plans annuels de rémunération variable des employés.

R&D

Le ratio de dépenses de R&D était de 4,5 %, 4,2 % et 4,4 % respectivement pour les exercices clos en 2023, 2022 et 2021. Les éléments exceptionnels identifiés précédemment dans cette section ont eu un impact défavorable de 0,1 point de pourcentage sur le ratio de dépenses de R&D en 2023 et 2022 et n'ont eu aucun impact sur le ratio de dépenses de R&D en 2021. Pour plus d'informations, voir la section Éléments exceptionnels ci-dessus.

Hormis l'impact des éléments exceptionnels, le ratio de dépenses de R&D a augmenté de 0,3 point de pourcentage en 2023 par rapport à 2022 et a baissé de 0,3 point de pourcentage en 2022 par rapport à 2021. L'augmentation en 2023 est due à l'augmentation des dépenses liées aux projets, en particulier en lien avec le portefeuille de soins connectés dans notre segment Systèmes et technologies de santé, et à des provisions pour primes supérieures dans le cadre de nos plans annuels de rémunération variable des employés. La baisse en 2022 reflétait des provisions

pour primes inférieures dans le cadre de nos plans annuels de rémunération variable des employés, partiellement compensées par une augmentation des dépenses de R&D suite à l'acquisition de Hillrom.

Éléments d'optimisation commerciale

Ces dernières années, nous avons entrepris des actions pour transformer notre structure de coûts et améliorer l'efficacité opérationnelle. Ces efforts ont inclus la restructuration de l'organisation, l'optimisation de nos activités de fabrication, des opérations de R&D et du réseau de la chaîne d'approvisionnement, une gestion rigoureuse des coûts, ainsi que la centralisation et la rationalisation de certaines fonctions support. Ces coûts comprenaient principalement les coûts de licenciement des employés, les coûts de mise en œuvre, les coûts de résiliation des contrats et les dépréciations d'actifs.

Nous avons engagé des frais de restructuration de 534 millions USD, 225 millions USD et 114 millions USD respectivement en 2023, 2022 et 2021. En 2023, 111 millions USD de nos frais de restructuration, composés des coûts de licenciement des employés, étaient liés à la mise en œuvre de notre nouveau modèle opérationnel annoncé précédemment, visant à simplifier et rationaliser nos opérations. En outre, 267 millions USD de frais de restructuration, comprenant 243 millions USD de frais de dépréciation d'actifs à long terme, 14 millions USD d'autres dépréciations d'actifs et 10 millions USD de coûts de licenciement des employés, étaient liés à notre décision de cesser la production de dialyseurs dans l'un de nos sites de fabrication dans le cadre de nos initiatives de rationalisation de nos capacités de production et d'amélioration de notre rentabilité. En 2022, 85 millions USD de nos frais de restructuration étaient liés aux activités d'intégration pour l'acquisition de Hillrom, comprenant 55 millions USD de coûts de licenciement des employés, 22 millions USD pour la résiliation des contrats et autres coûts et 8 millions USD de dépréciations d'actifs. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, 37 millions USD et 12 millions USD, respectivement, de frais de restructuration, composés de coûts de licenciement des employés, étaient liés à des programmes mondiaux visant à simplifier et rationaliser notre chaîne d'approvisionnement et nos fonctions financières.

Nous prévoyons actuellement d'engager des coûts avant impôts supplémentaires, liés principalement à la mise en œuvre de programmes d'optimisation commerciale, d'environ 50 millions USD, par l'achèvement d'initiatives en cours. Nous continuons à poursuivre des initiatives d'économies de coûts et, dans la mesure où d'autres opportunités d'économies de coûts seront identifiées, nous engagerons des frais et coûts de restructuration supplémentaires pour mettre en œuvre des programmes d'optimisation commerciale dans les périodes futures. Pour plus d'informations concernant nos programmes d'optimisation commerciale, voir la Note 12 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

Dépréciations du fonds de commerce

Nous évaluons chaque année la dépréciation du fonds de commerce et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée au cours du quatrième trimestre ou lorsque des événements ou une évolution de la situation indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable. Nous comptabilisons une charge de dépréciation du fonds de commerce correspondant au dépassement de la valeur comptable d'une unité déclarante par rapport à sa juste valeur.

Nous avons acquis Hillrom le 13 décembre 2021 et comptabilisé 6,83 milliards USD de fonds de commerce et 6,03 milliards USD d'autres immobilisations incorporelles, dont 1,91 milliards USD d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, dans le cadre de cette acquisition. Au cours du troisième trimestre 2022, nous avons effectué des tests, basés sur des déclencheurs, de la dépréciation pour chacune de nos unités déclarantes au sein de notre segment Hillrom (désormais appelé segment Systèmes et technologies de santé), ainsi que des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, constituées principalement de noms commerciaux, que nous avons acquis dans le cadre de l'acquisition de Hillrom. Nous avons effectué ces tests au 30 septembre 2022 en raison (a) des conditions macroéconomiques actuelles, y compris du contexte de l'augmentation des taux d'intérêt et de la baisse générale des cours des actions, et (b) des prévisions de bénéfices réduites pour nos trois unités déclarantes Hillrom, principalement en raison des pénuries de certains composants utilisés dans nos produits, de l'augmentation des prix des matières premières et de l'augmentation des coûts de la chaîne d'approvisionnement. Ces tests de dépréciation du fonds de commerce ont abouti à des charges totales de dépréciation du fonds de commerce avant impôts de 2,79 milliards USD au troisième trimestre 2022. Dans le cadre de notre évaluation annuelle de la dépréciation du fonds de commerce au quatrième trimestre 2022, nous avons effectué des tests de dépréciation quantitatifs pour toutes nos unités déclarantes et enregistré une dépréciation supplémentaire du fonds de commerce de 27 millions USD liée à notre unité déclarante Solutions chirurgicales mondiales (désormais combinée avec notre ancienne unité déclarante Systèmes d'assistance aux patients au sein de notre unité déclarante Solutions de soins et de connectivité). Aucune dépréciation du fonds de commerce n'a été enregistrée pour nos unités déclarantes restantes dans le cadre de nos tests annuels de dépréciation du fonds de commerce, car les justes valeurs de ces unités déclarantes dépassaient leurs valeurs nettes comptables. Voir la note 5 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K pour des informations supplémentaires concernant ces charges de dépréciation du

fonds de commerce, ainsi que des informations sur les charges de dépréciation d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée associées.

D'autres changements défavorables dans les conditions macroéconomiques ou nos prévisions de bénéfices pourraient entraîner des charges supplémentaires de dépréciation du fonds de commerce ou des immobilisations incorporelles à l'avenir, et ces charges pourraient être importantes pour nos résultats d'exploitation. Pour des informations complémentaires, voir l'article 1A. Facteurs de risque du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

Autres charges (produits) d'exploitation, nettes

Les autres charges (produits) d'exploitation, nettes sont constituées de 28 millions USD de produits en 2023, de 36 millions USD de charges en 2022 et de 6 millions USD de produits en 2021. Les produits de 2023 étaient composés de gains provenant des variations des justes valeurs des accords de contrepartie conditionnelle et du produit d'un règlement lié à un litige de propriété intellectuelle. En 2022, nous avons constaté une perte de 54 millions USD dans le cadre d'un accord de cession de certains droits sur des produits pour un montant inférieur au montant que de ces droits sur les produits nous ont coûté, qui a été engendrée par des agréments réglementaires des États-Unis et de l'Union européenne pour les produits connexes. Pour des informations complémentaires sur ces frais, voir la Note 3 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.
En outre, nous avons constaté une perte de 21 millions USD liée à la déconsolidation d'une filiale étrangère, y compris la décomptabilisation d'une participation non majoritaire associée, à sa liquidation en décembre 2022 qui a été réalisée dans le cadre de nos activités de rationalisation des entités juridiques. Ces pertes ont été partiellement compensées par des gains de 39 millions USD provenant des diminutions nettes des justes valeurs estimées des passifs de contrepartie conditionnelle. En 2021, nous avons constaté des gains de 6 millions USD liés à des baisses nettes des justes valeurs estimées de passifs de contrepartie conditionnelle.

Charges d'intérêts, nettes

Les charges d'intérêts nettes s'élevaient à 442 millions USD, 395 millions USD et 193 millions USD respectivement en 2023, 2022 et 2021. L'augmentation en 2023 a été engendrée par la hausse des taux d'intérêt sur nos dettes à taux variable, partiellement compensée par des remboursements nets au cours de l'exercice considéré et des produits d'intérêts plus élevés en 2023. L'augmentation en 2022 est due principalement à un encours de dette moyen plus élevé en lien avec l'acquisition de Hillrom, compensé partiellement par les frais d'engagement de facilité de crédit-relais d'acquisition comptabilisés en 2021 et des produits d'intérêts plus élevés en 2022.

Nous prévoyons une baisse de nos charges d'intérêts à l'avenir en raison des remboursements de dettes au cours du quatrième trimestre 2023 et des remboursements de dettes prévus au cours du premier semestre 2024 en utilisant le produit que nous avons reçu de la vente récente de notre division BPS. Pour une synthèse des composantes des charges d'intérêts, nettes pour 2023, 2022 et 2021, voir la Note 6 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

Autres charges (produits), net(te)s

Les autres charges (produits), net(te)s, étaient de 51 millions USD, 12 millions USD et 41 millions USD respectivement en 2023, 2022 et 2021. La charge nette en 2023 était due principalement aux pertes de change et aux dépréciations de placements non négociables, partiellement compensées par les prestations de retraite et autres prestations post-retraite et l'augmentation de la juste valeur des titres de participation négociables. La charge nette en 2022 était due principalement au reclassement d'une perte de conversion cumulée à partir des autres éléments du résultat global cumulés par rapport aux bénéfices en raison de la liquidation substantielle de nos opérations en Argentine, partiellement compensée par des prestations de retraite et autres prestations post-retraite, un gain de réduction des pensions et des augmentations nettes de la juste valeur des titres de participation négociables. La charge nette en 2021 était due principalement aux pertes de change, au coût des prestations de retraite et autres prestations post-retraite et à une perte sur annulation de dette.

Impôts

Notre taux effectif d'imposition était de 33,0 %, (0,2) % et 7,4 % respectivement en 2023, 2022 et 2021. Les éléments exceptionnels identifiés ci-dessus ont eu un impact sur notre taux effectif d'imposition de 12,0 points de pourcentage, (19,8) points de pourcentage et (7,4) points de

pourcentage respectivement en 2023, 2022 et 2021. Pour plus d'informations, voir la section Éléments exceptionnels ci-dessus. Notre taux effectif d'imposition peut différer du taux légal fédéral américain de 21 % en raison d'un certain nombre de facteurs, notamment les incitations fiscales, les différences de taux à l'étranger, les impôts locaux, les charges non déductibles, les revenus non imposables, les augmentations ou diminutions des allocations et passifs d'évaluation pour les positions fiscales incertaines et les produits d'impôt excédentaires ou les insuffisances sur les attributions de rémunération en actions, les résultats d'audit ou les changements législatifs.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, la différence entre notre taux effectif d'imposition et le taux légal fédéral américain a été impactée favorablement par la répartition géographique des bénéfices mondiaux qui incluaient les dépréciations d'actifs à long terme que nous avons comptabilisées en 2023, un produit d'impôt net de 50 millions USD après les provisions pour dépréciations associées provenant des déductions d'intérêts notionnels reçues par certaines filiales étrangères en propriété exclusive qui ont financé leurs opérations avec du capital-actions et un produit d'impôt de 21 millions USD lié aux crédits d'impôt recherche et développement, partiellement compensés par les charges d'impôt liées à la scission non déductibles et les déficits fiscaux sur les attributions de rémunération en actions.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la différence entre notre taux effectif d'imposition et le taux légal fédéral des États-Unis était principalement attribuable à des dépréciations non déductibles du fonds de commerce acquis dans le cadre des augmentations de provision pour acquisition et évaluation de Hillrom, y compris une augmentation de 25 millions USD liée aux actifs d'impôt différé due à une augmentation de la base d'imposition découlant de la législation fiscale suisse promulguée précédemment. Ces éléments ont été partiellement compensés par un produit d'impôt net de 47 millions USD après provisions pour dépréciation connexes découlant des déductions d'intérêts notionnels.

Pour l'exercice clos le 31 décembre, 2021, la différence entre notre taux effectif d'imposition et le taux légal fédéral des États-Unis était principalement attribuable à une répartition géographique favorable des bénéfices, un produit d'impôt net de 50 millions USD, après provisions pour dépréciation connexes découlant des déductions d'intérêts notionnels, un produit d'impôt de 58 millions USD lié à une perte légale étrangère déductible d'impôt sur un investissement dans une filiale étrangère, un produits d'impôt lié à une modification de la réglementation américaine en matière de crédit d'impôt à l'étranger et des produits d'impôt excédentaires sur les attributions de rémunération en actions, partiellement compensée par une décision de justice défavorable dans une juridiction étrangère liée à une situation fiscale incertaine.

Nos provisions fiscales pour 2023, 2022 et 2021 n'incluaient pas de charges fiscales importantes liées aux dispositions légales relatives à l'érosion de la base d'imposition et la fraude fiscale (BEAT) ou aux revenus mondiaux provenant d'actifs incorporels faiblement imposés (GILTI), à l'exception de l'incapacité à utiliser pleinement les crédits d'impôt étrangers sur ces GILTI. Notre politique comptable consiste à comptabiliser tous les frais GILTI comme un coût de période.

Activités abandonnées

Le 29 septembre 2023, nous avons finalisé la cession de notre division BPS et avons reçu un produit en espèces de 3,96 milliards USD pour cette opération. La situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de notre division BPS, y compris notre plus-value sur la cession de cette division et le produit en espèces connexe reçu, sont déclarés en tant qu'activités abandonnées dans les états financiers consolidés inclus à l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

Le résultat des activités abandonnées, net d'impôts, s'élevait à 2,73 milliards USD, 233 millions USD et 262 millions USD respectivement en 2023, 2022 et 2021. L'augmentation sur l'exercice considéré est due principalement à la plus-value avant impôts de 2,88 milliards USD sur la cession de la division BPS (2,59 milliards USD nets d'impôts). À l'exclusion de cette plus-value sur la cession, le résultat avant impôts des activités abandonnées a diminué de 90 millions USD en 2023 par rapport à 2022, principalement en raison d'une période d'activité de seulement neuf mois jusqu'à la cession de l'entreprise le 29 septembre 2023, d'une baisse du chiffre d'affaires de la fabrication en sous-traitance des vaccins contre la COVID-19 et d'une augmentation des dépenses SG&A au cours de l'exercice considéré en raison des coûts liés à la scission. Le résultat avant impôts des activités abandonnées a diminué de 64 millions USD en 2022 par rapport à 2021, principalement en raison de la baisse du chiffre d'affaires de la fabrication en sous-traitance des vaccins contre la COVID-19. Pour des informations complémentaires, voir la Note 2 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

Résultat net et bénéfice (déficit) net par action diluée

Le résultat net de l'ensemble de la société, y compris les activités abandonnées, s'élevait à 2,66 milliards USD en 2023, à -2,42 milliards USD en 2022 et à 1,30 milliard USD en 2021. Le bénéfice (déficit) dilué par action pour l'ensemble de la société, y compris les activités abandonnées, s'élevait à 5,25 USD par action en 2023, (4,83 USD) par action en 2022 et 2,53 USD par action en 2021. Les facteurs et

événements importants à l'origine des variations nettes entre 2022 et 2023 et entre 2021 et 2022 sont présentés ci-dessus. En outre, le bénéfice (déficit) par action a été impacté positivement par le rachat de 0,5 million d'actions en 2022 dans le cadre des plans d'achat relevant de la Règle 10b5-1. Pour des informations complémentaires sur ces rachats d'actions, voir la Note 9 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION DES SEGMENTS

Voici une synthèse des résultats d'exploitation de nos segments à déclarer.

pour les exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Produits et traitements médicaux	$ 972	$ 962	$ 955
% du chiffre d'affaires net du segment	*19,4 %*	*20,0 %*	*19,8 %*
Systèmes et technologies de santé	483	494	60
% du chiffre d'affaires net du segment	*16,0 %*	*16,8 %*	*28,3 %*
Produits pharmaceutiques	401	391	523
% du chiffre d'affaires net du segment	*17,8 %*	*18,4 %*	*22,8 %*
Soins rénaux	300	408	488
% du chiffre d'affaires net du segment	*6,7 %*	*9,2 %*	*10,4 %*
Autres	18	77	59
Total	2 174	2 332	2 085
Coûts du siège non affectés	(51)	(54)	(49)
Charge d'amortissement des immobilisations incorporelles	(652)	(753)	(298)
Éléments d'optimisation commerciale	(534)	(225)	(114)
Règlement européen relatif aux dispositifs médicaux	(48)	(48)	(42)
Dépréciations d'actifs à long terme	(267)	(344)	—
Coûts liés à la scission	(225)	(7)	—
Affaires juridiques	(7)	—	(13)
Éléments d'acquisition et d'intégration	—	(213)	(188)
Éléments liés aux produits	—	(44)	—
Perte sur accord de cession de produit	—	(54)	—
Dépréciations du fonds de commerce	—	(2 812)	—
Perte sur liquidation subsidiaire	—	(21)	—
Frais d'enquête et associés	—	—	(31)
Résultat d'exploitation total	390	(2 243)	1 350
Charges d'intérêts, nettes	442	395	193
Autres charges (produits), net(te)s	51	12	41
Perte provenant des activités poursuivies avant impôts	$ (103)	$ (2 650)	$ 1 116

Produits et traitements médicaux

Le bénéfice d'exploitation du segment s'élevait à 972 millions USD, 962 millions USD et 955 millions USD respectivement pour les exercices 2023, 2022 et 2021. Le bénéfice d'exploitation du segment a augmenté en 2023 par rapport à l'exercice précédent en raison du bénéfice brut généré grâce à un chiffre d'affaires plus élevé, partiellement compensé par des augmentations des dépenses SG&A et R&D. Le bénéfice d'exploitation du segment a augmenté en 2022 par rapport à l'exercice précédent en raison de la baisse des dépenses de R&D, partiellement compensée par la baisse des marges brutes.

Systèmes et technologies de santé

Le bénéfice d'exploitation du segment s'élevait à 483 millions USD, 494 millions USD et 60 millions USD respectivement pour les exercices 2023, 2022 et 2021. Le bénéfice d'exploitation du segment a diminué en 2023 principalement en raison de l'augmentation des dépenses de R&D, en particulier en lien avec le portefeuille de soins connectés. L'augmentation du bénéfice d'exploitation du segment en 2022 est due à

notre acquisition de Hillrom en décembre 2021. Les montants de 2021 reflètent l'activité sur la période de 18 jours allant de la date d'acquisition à la fin de l'exercice.

Produits pharmaceutiques

Le bénéfice d'exploitation du segment s'élevait à 401 millions USD, 391 millions USD et 523 millions USD respectivement pour les exercices 2023, 2022 et 2021. Le bénéfice d'exploitation du segment a augmenté en 2023 principalement en raison des produits provenant des lancements de produits récents, partiellement compensés par une marge brute plus faible, principalement en raison de l'augmentation des prix des matières premières et des dépenses de R&D. Le bénéfice d'exploitation du segment a diminué en 2022 principalement en raison d'une marge brute plus faible, induite par une baisse des ventes, partiellement compensée par une baisse des dépenses de R&D.

Soins rénaux

Le bénéfice d'exploitation du segment s'élevait à 300 millions USD, 408 millions USD et 488 millions USD respectivement pour les exercices 2023, 2022 et 2021. Le bénéfice d'exploitation du segment a diminué en 2023 principalement en raison de l'augmentation des prix des matières premières et de provisions pour primes supérieures dans le cadre de nos plans annuels de rémunération variable des employés. Le bénéfice d'exploitation du segment a diminué en 2022 principalement en raison de l'augmentation des prix des matières premières, de la baisse du chiffre d'affaires net et, dans une moindre mesure, de l'augmentation des coûts d'approvisionnement, partiellement compensés par des provisions pour primes inférieures dans le cadre de nos plans annuels de rémunération variable des employés et de 28 millions USD de revenus supplémentaires provenant d'un client qui n'a pas respecté ses obligations contractuelles d'achat minimum.

Autres

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2023, 2022 et 2021, nous avons généré respectivement 18 millions USD, 77 millions USD et 59 millions USD de bénéfice d'exploitation qui n'était pas attribuable à nos segments à déclarer. Le résultat d'exploitation généré par des activités non attribuables à nos segments à déclarer est présenté dans Autres. Au cours de l'exercice considéré et des exercices précédents, les autres résultats d'exploitation représentent principalement le chiffre d'affaires généré par certains de nos sites de fabrication avec des activités de fabrication en sous-traitance et les revenus de redevances dans le cadre d'un accord de développement commercial. La baisse en 2023 par rapport à l'exercice précédent reflète un volume de fabrication en sous-traitance inférieur et la résiliation de l'accord de redevance suite à notre acquisition des droits sur le produit sous-jacent en avril 2023. L'augmentation en 2022 par rapport à l'exercice précédent était due principalement aux revenus de redevances provenant d'un accord de développement commercial conclu en mars 2022.

Coûts du siège non affectés

Dans le cadre de notre nouveau modèle opérationnel, la plupart des coûts de support fonctionnel, des frais généraux et d'autres coûts partagés qui profitent à nos segments sont affectés à ces segments. Les coûts du siège qui ne sont pas affectés à nos segments, ainsi que les différences entre les coûts du siège réels et les montants affectés à nos segments, sont présentés dans les coûts du siège non affectés. En outre, l'amortissement des immobilisations incorporelles et d'autres éléments exceptionnels ne sont pas affectés à nos segments. Avant la mise en œuvre de notre nouveau modèle opérationnel au troisième trimestre 2023, davantage de coûts étaient conservés au niveau du siège et n'étaient pas affectés à nos segments précédents. Certains des coûts qui étaient précédemment conservés au niveau du siège dans le cadre de notre précédente structure de segments et qui sont désormais affectés à nos segments comprennent les écarts de fabrication et les coûts de la chaîne d'approvisionnement gérés de manière centralisée, certains coûts de R&D, les coûts de soutien aux catégories de produits, les charges de rémunération en actions et certains coûts du régime d'avantages sociaux des employés.

TRÉSORERIE ET CAPITAUX

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Flux de trésorerie d'exploitation - activités poursuivies	$ 1 702	$ 1 031	$ 2 026
Flux de trésorerie d'investissement - activités poursuivies	(672)	(872)	(11 148)
Flux de trésorerie de financement	(3 489)	(1 438)	8 245

Flux de trésorerie d'exploitation — Activités poursuivies

En 2023, 2022 et 2021, la trésorerie générée par les activités d'exploitation poursuivies s'est élevée respectivement à 1,70 milliard USD, 1,03 milliard USD et 2,03 milliards USD.

Les flux de trésorerie d'exploitation provenant des activités poursuivies ont augmenté en 2023 par rapport à 2022 principalement en raison d'une baisse de notre déficit net provenant des activités poursuivies, de paiements annuels plus bas dans le cadre de nos plans de rémunération variable des employés, qui étaient basés sur nos résultats 2022, du calendrier des paiements des comptes fournisseurs et d'augmentations des soldes de stocks et de comptes clients inférieures à celles de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie d'exploitation provenant des activités poursuivies ont diminué en 2022 par rapport à 2021 principalement en raison de notre déficit net provenant des activités poursuivies, de l'augmentation des niveaux de stocks et de paiements annuels plus élevés dans le cadre de nos plans de rémunération variable des employés, qui étaient basés sur nos résultats 2021. Les flux de trésorerie d'exploitation ont également été affectés négativement en 2022 par le calendrier des recouvrements des comptes clients et des paiements des comptes fournisseurs.

Flux de trésorerie d'investissement

En 2023, la trésorerie d'investissement provenant des activités poursuivies comprenait des dépenses d'investissement de 692 millions USD. En 2022, la trésorerie d'investissement provenant des activités poursuivies comprenait des dépenses d'investissement d'un montant de 620 millions USD et des paiements pour des acquisitions et des investissements d'un montant de 263 millions USD, liés principalement à notre acquisition des droits sur Zosyn. En 2021, la trésorerie d'investissement provenant des activités poursuivies comprenait des paiements pour des acquisitions et des investissements d'un montant de 10,50 milliards USD, principalement liés à notre acquisition de Hillrom, et des dépenses d'investissement d'un montant de 691 millions USD.

Flux de trésorerie de financement

En 2023, la trésorerie utilisée dans les activités de financement comprenait des remboursements de dettes pour un montant de 2,63 milliards USD, des paiements de dividendes d'un montant de 586 millions USD et une baisse nette des emprunts sous forme d'effets de commerce d'un montant de 299 millions USD, partiellement compensés par le produit des actions émises dans le cadre des régimes d'avantages sociaux des employés pour un montant de 95 millions USD.

En 2022, la trésorerie utilisée dans les activités de financement comprenaient des remboursements de dette pour un montant de 954 millions USD et des paiements de dividendes d'un montant de 573 millions USD, partiellement compensés par une augmentation nette des emprunts sous forme d'effets de commerce d'un montant de 55 millions USD et le produits des actions émises dans le cadre des régimes d'avantages sociaux des employés pour un montant de 127 millions USD.

En 2021, la trésorerie générée par les activités de financement comprenait 11,80 milliards USD pour financer la contrepartie de l'acquisition de Hillrom, rembourser certaines dettes de Hillrom, et payer des frais liés à ce qui précède. Nous avions également un produit net provenant des emprunts sous forme d'effets de commerce d'un montant de 299 millions USD et des dettes remboursées d'un montant de 2,82 milliards USD, dont 2,40 milliards USD de dettes reprises à l'acquisition de Hillrom. Les activités de financement en 2021 ont inclus également des paiements pour les rachats d'actions de trésorerie d'un montant de 600 millions USD, des paiements de dividendes d'un montant de 530 millions USD et des recettes provenant d'actions émises dans le cadre des régimes d'avantages sociaux des employés d'un montant de 187 millions USD.

Avec l'autorisation du Conseil d'administration, nous rachetons nos actions en fonction de nos flux de trésorerie, de nos niveaux d'endettement net et des conditions du marché. En juillet 2012, le conseil d'administration a autorisé un programme de rachat d'actions et l'autorisation associée a ensuite été augmentée plusieurs fois. Nous n'avons racheté aucune action en vertu de cette autorisation en 2023 et il nous restait 1,30 milliard USD disponible en vertu de cette autorisation au 31 décembre 2023.

Facilités de crédit, programme d'effets de commerce et accès au capital et aux notations financières

Facilités de crédit et programme d'effets de commerce

Au 31 décembre 2023, nous avions une facilité de crédit à terme libellée en dollars américains, qui avait deux tranches de prêts à terme en

cours, une facilité de crédit renouvelable libellée en dollars américains et une facilité de crédit renouvelable libellée en euros.

Au 31 décembre 2023, nous avions 130 millions USD restant dû sur notre facilité de crédit à terme libellée en dollars américains qui arrive à échéance en 2024 et 1,64 milliard USD restant dû sur notre facilité de crédit à terme libellée en dollars américains qui arrive à échéance en 2026. Les emprunts dans le cadre de la facilité de crédit à terme portent intérêt sur le montant du capital restant dû au taux SOFR à terme plus une marge applicable plus un ajustement de spread de crédit, ou à un « taux de base » plus une marge applicable. La facilité de crédit à terme contient divers engagements, y compris un ratio d'endettement net maximum. Nous avons la possibilité de rembourser tout ou partie des montants restant dus en vertu de la facilité de crédit à terme par anticipation à tout moment.

Au 31 décembre 2023, notre facilité de crédit renouvelable libellée en dollars américains et notre facilité de crédit renouvelable libellée en euros avaient une capacité maximale respectivement de 2,5 milliards USD et 200 millions EUR. Il n'y avait aucun emprunt lié à ces facilités de crédit renouvelable au 31 décembre 2023 ou au 31 décembre 2022. Chacune des facilités de crédit renouvelable arrive à échéance en 2026. Les facilités de crédit renouvelable nous permettent d'emprunter des fonds sans garantie à des taux d'intérêt variables et contiennent différents engagements, y compris un ratio d'endettement net maximal. Les frais des facilités de crédit étaient de 0,125 % par an au 31 décembre 2023 et 2022 et sont basés sur nos notations financières et la capacité totale de la facilité de crédit renouvelable.

Au cours du premier trimestre 2023, nous avons modifié les accords de crédit régissant notre facilité de crédit à terme libellée en dollars américains et notre facilité de crédit renouvelable, ainsi que l'accord de garantie concernant notre facilité de crédit renouvelable libellée en euros, dans chaque cas pour modifier l'engagement de ratio d'endettement net afin d'augmenter le ratio d'endettement net maximal pour les quatre trimestres fiscaux se terminant le 31 mars 2023, le 30 juin 2023, le 30 septembre 2023 et le 31 décembre 2023. Au 31 décembre 2023, nous étions en conformité avec les engagements financiers établis par ces accords.

Sur la base de nos calculs d'engagement au 31 décembre 2023, nous avons la capacité de puiser dans l'intégralité des montants de nos facilités de crédit renouvelable. Une défaillance d'un quelconque établissement financier finançant l'une des facilités de crédit renouvelable réduirait la capacité maximale des facilités de crédit renouvelable de l'engagement respectif de l'établissement. De plus, une détérioration de notre situation financière pourrait réduire notre capacité d'utilisation de nos facilités de crédit renouvelable.

Nous avons un programme d'effets de commerce qui nous permet actuellement d'emprunter efficacement à des taux d'intérêt à court terme. À l'échéance de tout effet de commerce dans le cadre de ce programme et dans la mesure où les anciens effets de commerce émis ne sont pas remboursés avec l'encaisse, nous sommes exposés au risque de refinancement en raison de l'incapacité à émettre de nouveaux effets de commerce. Nos accords d'emprunt sous forme d'effets de commerce nous obligent à maintenir une capacité d'emprunt non utilisée dans le cadre de nos facilités de crédit renouvelable d'un montant au moins égal à nos emprunts sous forme d'effets de commerce en cours. Si nous ne pouvions pas émettre de nouveaux effets de commerce, nous aurions la possibilité de faire des tirages sur les facilités de crédit renouvelable ; cependant, cela entraînerait des charges d'intérêts plus élevées. Nous n'avions aucun emprunt en cours sous forme d'effet de commerce au 31 décembre 2023.

Nous conservons également d'autres accords de crédit, décrits dans la Note 6 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

Accès au capital et notations financières

Nous avons l'intention de financer des obligations à court et à long terme à leur échéance avec l'encaisse, y compris le produit de la vente récente de notre division BPS, les flux de trésorerie d'exploitation futurs, ou par l'émission de titres de créance supplémentaires, qui pourraient inclure des effets de commerce. Au 31 décembre 2023, nous disposions de 3,19 milliards USD de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, avec une trésorerie disponible suffisante pour répondre aux besoins opérationnels dans chaque pays dans lequel nous exerçons nos activités. Nous investissons notre trésorerie excédentaire dans le marché monétaire et d'autres fonds et diversifions la concentration de la trésorerie entre différents établissements financiers. Au 31 décembre 2023, nous avions 13,80 milliards USD de dettes à long terme et d'obligations de location-financement, y compris à courtes échéances, et aucune dette à court terme. Au cours du quatrième trimestre 2023, nous avons utilisé une partie des quelque 3,70 milliards USD de produit net après impôts de la cession de BPS pour rembourser 2,80 milliards USD de dettes à court et à long terme et nous prévoyons d'utiliser la quasi-totalité du produit net après impôts restant pour continuer à rembourser des dettes jusqu'au premier semestre 2024. Sous réserve des conditions du marché, nous évaluons régulièrement les opportunités en ce qui concerne notre structure financière.

Notre capacité à générer des flux de trésorerie d'exploitation, à émettre des titres de créances, y compris des effets de commerce, ou à conclure d'autres accords de financement à des conditions acceptables pourrait être compromise en cas de baisse importante de la demande pour nos produits ou de la solvabilité de nos clients ou fournisseurs, de détérioration de nos ratios financiers clés ou de notations financières ou d'autres

changements de conditions très défavorables. Cependant, nous pensons disposer d'une flexibilité financière suffisante pour émettre des titres de créances, conclure d'autres accords de financement et attirer des capitaux à long terme à des conditions acceptables pour soutenir nos objectifs de croissance et réduire nos niveaux de dette après l'acquisition de Hillrom alors que nous prenons des mesures cohérentes avec nos priorités de répartition du capital.

Nos notations financières au 31 décembre 2023 étaient les suivantes :

	Standard & Poor's	Fitch	Moody's
Notations			
Dette senior	BBB	BBB	Baa2
Dette à court terme	A2	F2	P2
Perspective	Négative	Notation sous surveillance négative	Stable

En janvier 2024, Fitch a abaissé notre note de dette senior de BBB à BBB-, a révisé la perspective pour notre note de dette senior de notation sous surveillance négative à stable et notre note de dette à court terme de F2 à F3.

Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2023, nous avions des obligations contractuelles, à l'exclusion des comptes fournisseurs et des charges à payer et autres passifs courants, payables ou arrivant à échéance dans les périodes suivantes.

(en millions)	Total	Moins d'un an	Plus d'un an
Dettes à long terme et obligations de location-financement, y compris à courtes échéances	$ 13 855	$ 2 677	$ 11 178
Intérêts sur dettes à court et long termes et obligations de location-financement[1]	2 768	393	2 375
Contrats de location-exploitation	622	143	479
Autres passifs non courants[2]	383	—	383
Obligations d'achat[3]	965	430	535
Obligations contractuelles[2]	$ 18 593	$ 3 643	$ 14 950

1. Les paiements d'intérêts sur les dettes et les obligations de location-financement sont calculés pour les périodes futures en utilisant les taux d'intérêt en vigueur fin 2023. Certains de ces paiements d'intérêts prévus pourraient différer à l'avenir en fonction des variations des devises étrangères ou d'autres facteurs ou événements. Les paiements d'intérêts prévus ne concernent que les obligations et les accords en cours au 31 décembre 2023. Pour une présentation détaillée de nos instruments de dette en cours et de nos obligations de location-financement au 31 décembre 2023, voir respectivement la Note 6 et la Note 7 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

2. Les principales composantes des autres passifs non courants de notre bilan consolidé au 31 décembre 2023 sont les prestations de retraite et autres prestations post-retraite, les passifs d'impôt différé, les passifs d'impôt à long terme et les provisions pour litiges et environnementales. Nous avons projeté le calendrier des futurs paiements en espèces en fonction des dates d'échéance contractuelles (le cas échéant) et des estimations du calendrier des paiements (pour les passifs sans dates d'échéance contractuelles). Le calendrier réel des paiements pourrait différer de nos estimations.

   Nous avons versé 47 millions USD sur nos régimes de retraite à prestations définies en 2023 et 2022. Les dates des financements futures sont incertaines et dépendent des variations futures des taux d'intérêt, des rendements des investissements, des changements des lois et réglementations, et d'autres facteurs.
   Par conséquent, le tableau ci-dessus exclut les sorties de trésorerie liées à nos régimes de retraite. Le montant inclus dans les autres passifs non courants (et exclus du tableau ci-dessus) liés à nos passifs de régime de retraite s'élevait à 782 millions USD au 31 décembre 2023. Nous n'avons aucune obligation de financer nos plans principaux aux États-Unis en 2024. Nous réévaluons continuellement le montant et le calendrier de toute contribution discrétionnaire. En 2024, nous prévoyons de verser des cotisations d'au moins 18 millions USD sur notre régime de retraite de Porto Rico et 48 millions USD sur nos régimes de retraite étrangers. Nous prévoyons des sorties de trésorerie nettes liées à nos plans de prestations post-retraite (plans OPEB) de 17 millions USD en 2024. En outre, nous avons exclu les passifs d'impôt à long terme qui comprennent les passifs pour les positions fiscales non comptabilisées et

les passifs d'impôt différé du tableau ci-dessus, car nous ne sommes pas en mesure d'estimer le calendrier des sorties de trésorerie associées. Les montants des passifs d'impôts à long terme et des passifs d'impôts différés inclus dans les autres passifs non courants (et exclus du tableau ci-dessus) étaient respectivement de 125 millions USD et 447 millions USD au 31 décembre 2023.

3. Inclut nos obligations contractuelles d'achat inconditionnelles importantes. Pour les contrats annulables, toute pénalité due à l'annulation est incluse. Ces engagements ne dépassent pas nos exigences prévues et entrent dans le cadre normal de nos activités. Par exemple, les engagements fermes pour les achats de matières premières et de composants, les contrats de fourniture d'énergie et les contrats de service.

Arrangements hors bilan

Nous concluons périodiquement des arrangements hors bilan. Certains frais divers sont engagés dans le cadre normal de nos activités et ne sont pas comptabilisés dans les bilans consolidés conformément aux PCGR des États-Unis (comme les paiements des accords de développement et de commercialisation conjoints conditionnels). En outre, après résolution d'incertitudes, nous pourrions engager des frais dépassant les passifs établis actuellement pour certaines affaires (telles que les indemnisations contractuelles). Pour une présentation de nos accords hors bilan significatifs, voir la Note 16 à l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K pour des informations sur les comptes clients, et les Notes 3 et 8 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K pour des informations concernant les accords de développement et de commercialisation conjoints, les indemnisations et les frais divers de justice.

RISQUE DE MARCHÉ INHÉRENT AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Nous opérons à l'échelle mondiale et sommes exposés au risque que nos bénéfices, nos flux de trésorerie et nos capitaux propres soient affectés négativement par les fluctuations des taux de change et d'intérêt. Notre politique de couverture tente de gérer ces risques à un niveau acceptable en fonction de notre jugement quant au compromis approprié entre le risque, l'opportunité et les coûts. Pour plus d'informations sur nos instruments financiers et nos stratégies de couverture, voir la Note 16 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

Risque de change

Nous sommes exposés au risque de change principalement en ce qui concerne les revenus générés en dehors des États-Unis libellés en euros, en livres sterling, en yuan chinois, en won coréen, en dollar australien, en dollar canadien, en yen japonais, en peso colombien, en peso brésilien, en peso mexicain, en roupie indienne et en couronne suédoise. Nous gérons nos expositions aux devises étrangères sur une base consolidée, ce qui nous permet d'obtenir des expositions nettes et de tirer parti de toute compensation naturelle. En outre, nous utilisons des instruments financiers dérivés et non dérivés pour réduire davantage l'exposition nette aux devises. Les gains et les pertes sur les instruments de couverture compensent les pertes et les gains sur les transactions couvertes et réduisent la volatilité des bénéfices et des capitaux propres liée au change. Cependant, nous ne couvrons pas l'intégralité de notre exposition au risque de change et sommes toujours soumis à la volatilité des bénéfices et des capitaux propres liée au risque de change. La volatilité des marchés financiers et des devises peut limiter notre capacité à couvrir ces expositions de manière rentable.

Nous utilisons principalement des contrats à terme pour couvrir le risque de change des bénéfices liés aux transactions prévues et aux actifs et passifs comptabilisés libellés en devises étrangères. La durée maximale pendant laquelle nous avons mis en place des contrats de couverture de flux de trésorerie liés au risque de change pour des transactions prévues au 31 décembre 2023 est de 12 mois. Nous souscrivons également des instruments dérivés pour couvrir le risque de change sur certaines créances et dettes intra-société et de tiers, et sur des dettes libellées en devises étrangères.

Dans le cadre de notre programme de gestion des risques, nous effectuons des analyses de sensibilité pour évaluer les changements potentiels de la juste valeur de nos instruments de change liés aux mouvements hypothétiques et raisonnablement possibles à court terme des taux de change.

Une analyse de sensibilité des variations de la juste valeur des contrats de change en vigueur au 31 décembre 2023, bien que non prédictive par nature, a indiqué que si le dollar américain s'affaiblissait uniformément de 10 % par rapport à toutes les devises, le solde de l'actif net avant impôts de 46 millions USD de ces contrats varierait de 106 millions USD. Une analyse similaire effectuée sur les contrats en vigueur au 31 décembre 2022 a indiqué que, sur une base avant impôts, le solde de l'actif net de 2 millions USD varierait de 68 millions USD.

Le modèle d'analyse de sensibilité recalcule la juste valeur des contrats de change en vigueur au 31 décembre 2023 en remplaçant les taux de

change réels au 31 décembre 2023 par des taux de change 10 % plus faibles que les taux de change réels pour chaque devise concernée. Tous les autres facteurs sont maintenus constants. Ces analyses de sensibilité ignorent la possibilité que les taux de change puissent évoluer dans des directions opposées et que les gains d'une devise puissent ou ne puissent pas être compensés par des pertes d'une autre devise. Les analyses ignorent également la variation compensatrice de la valeur des transactions couvertes sous-jacentes et des soldes.

En février 2022, le taux d'inflation cumulé sur trois ans en Turquie a dépassé 100 %. Par conséquent, le 1er avril 2022, nous avons commencé à déclarer les résultats de notre filiale dans ce pays en utilisant une comptabilité hautement inflationniste, ce qui nécessite de remplacer la devise fonctionnelle de l'entité par la devise de présentation de sa société mère. Au 31 décembre 2023, notre filiale en Turquie avait 28 millions USD d'actifs monétaires nets.

Risque de taux d'intérêt

Nous sommes également exposés au risque que nos bénéfices et flux de trésorerie soient affectés négativement par les fluctuations des taux d'intérêt. Notre politique consiste à gérer les coûts d'intérêts en utilisant la combinaison de la dette à taux fixe et variable que nous estimons appropriée à ce moment-là. Pour gérer cette combinaison de manière rentable, nous concluons périodiquement des swaps de taux d'intérêt dans lesquels nous acceptons d'échanger, à des intervalles spécifiés, la différence entre les montants d'intérêts fixes et flottants calculés par référence à un montant notionnel convenu. Nous utilisons périodiquement des contrats à terme d'échange de taux d'intérêt et de fixation de taux des titres du Trésor (« treasury locks ») pour couvrir le risque pour les bénéfices associé aux variations des taux d'intérêt liés aux émissions anticipées de dette. Au 31 décembre 2023, aucun contrat dérivé de taux d'intérêt n'était en vigueur et nous avions 2,07 milliards USD de dettes à taux variable en cours. Une variation de 100 points de base des taux d'intérêt aurait un impact sur nos bénéfices avant impôts et nos flux de trésorerie de 21 millions USD sur une période d'un an.

CHANGEMENTS DE NORMES COMPTABLES

Pour des informations sur les normes et interprétations comptables récemment adoptées, voir la Note 1 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

ANNONCES RÉCENTES EN MATIÈRE COMPTABLE

Normes comptables publiées récemment mais pas encore adoptées

En novembre 2023, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié l'Accounting Standards Update (ASU) 2023-07, Segment Reporting (Topic 280): Improvements to Reportable Segment Disclosures, qui impose la fourniture d'informations détaillées sur les charges des segments en fin d'année et en cours d'année. Cette norme s'applique à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et pour des périodes intermédiaires commençant en 2025. Nous évaluons actuellement l'impact de cette norme sur nos états financiers consolidés.

En décembre 2023, le FASB a publié l'ASU 2023-09, Income Taxes (Topic 740): Improvement to Income Tax Disclosures, qui impose (1) la déclaration de catégories spécifiques dans le rapprochement des taux et (2) la fourniture d'informations supplémentaires pour le rapprochement des éléments atteignant un seuil quantitatif. En outre, la mise à jour impose la fourniture de certaines informations ventilées sur les impôts payés, le produit provenant des activités poursuivies avant la charge (le produit) d'impôt et la charge (le produit) d'impôt. La norme s'applique à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Nous évaluons actuellement l'impact de cette norme sur nos états financiers consolidés.

En juin 2022, le FASB a publié l'ASU 2022-03 Fair Value Measurement of Equity Securities Subject to Contractual Sales Restrictions qui (1) clarifie les directives au Sujet 820 sur l'évaluation de la juste valeur d'un titre de participation soumis à des restrictions contractuelles qui interdisent la vente d'un titre de participation et (2) exige des déclarations spécifiques concernant ce titre de participation. La norme s'applique à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et pour des périodes intermédiaires commençant en 2025. L'impact de l'adoption de cette Mise à jour des normes comptables ne devrait pas avoir d'effet significatif sur nos états financiers consolidés.

POLITIQUES COMPTABLES CRITIQUES

La préparation des états financiers conformément aux PCGR des États-Unis nécessite que la direction fasse des estimations et prenne des décisions qui affectent les montants déclarés des actifs, passifs, produits et charges. Un résumé de nos principales politiques comptables est inclus dans la Note 1 à l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K. Certaines de nos politiques comptables sont considérées comme critiques, car elles sont les plus importantes pour la représentation de nos états financiers et nécessitent que nous prenions des décisions importantes, difficiles ou complexes, souvent en utilisant des estimations des effets d'éléments incertains par nature. Les résultats réels qui diffèrent de nos estimations pourraient avoir un effet défavorable sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière. Voici un résumé des politiques comptables que nous considérons comme critiques pour les états financiers consolidés.

Comptabilisation des revenus et provisions et allocations connexes

Les revenus des ventes de produits sont enregistrés au prix de vente net (prix de transaction), ce qui comprend des estimations de la contrepartie variable liée principalement aux rabais et aux rétrofacturations des distributeurs. Ces provisions sont basées sur des estimations des montants gagnés ou à réclamer sur les ventes associées. Nos estimations prennent en compte l'expérience historique, les exigences contractuelles et légales actuelles, les événements et tendances spécifiques connus du marché, les données de l'industrie ainsi que les comportements d'achat et de paiement anticipés des clients. Globalement, ces provisions reflètent nos meilleures estimations du montant de la contrepartie à laquelle nous avons droit en vertu des conditions du contrat. Le montant de la contrepartie variable incluse dans le prix de vente net est limité au montant qui n'est pas susceptible d'entraîner une inversion significative du montant du chiffre d'affaires cumulé comptabilisé dans une période future. De plus, nos contrats avec des clients comprennent souvent des promesses de transfert de plusieurs produits et services à un client. Déterminer si les produits et services sont considérés comme des obligations de performance distinctes qui doivent être comptabilisées séparément, et déterminer l'attribution du prix de la transaction, peut nécessiter un jugement important.

Régimes de retraite et OPEB

Nous offrons des prestations de retraite et autres prestations post-retraite à certains de nos employés. La composante de service des charges liées aux avantages sociaux des employés est déclarée dans les mêmes postes du compte de résultat consolidé que la charge de rémunération de l'employé concerné. Toutes les autres composantes de ces charges liées aux avantages sociaux des employés sont comptabilisées dans les autres (produits) charges nettes dans nos comptes de résultat consolidés. L'évaluation de la situation de capitalisation et du coût net des prestations de la période pour les régimes est effectuée à l'aide d'hypothèses actuarielles. Ces hypothèses sont revues chaque année et révisées au besoin. Les hypothèses importantes comprennent ce qui suit :

- les taux d'intérêt utilisés pour actualiser les passifs des régimes de retraite et OPEB ;
- le taux de rendement à long terme des actifs du régime de retraite ;
- les taux d'augmentation de la rémunération des employés (utilisés pour estimer les passifs) ;
- les taux de tendance futures anticipées pour les soins de santé (utilisés pour estimer le passif du régime OPEB) ; et
- d'autres hypothèses impliquant des facteurs démographiques tels que la retraite, la mortalité et le chiffre d'affaires (utilisées dans l'estimation des passifs).

La sélection des hypothèses implique une analyse des tendances historiques à court et à long termes et des conditions économiques et de marché connues au moment de l'évaluation (également appelée date d'évaluation). L'utilisation de différentes hypothèses entraînerait différentes évaluations de la situation de capitalisation et du coût net. Les résultats réels à l'avenir pourraient différer des résultats attendus.

Nos principales hypothèses sont énumérées dans la Note 13 de l'article 8 du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K. Les hypothèses les plus critiques concernent les plans couvrant les employés des États-Unis et de Porto Rico, car ces plans sont les plus importants pour nos états financiers consolidés.

Hypothèse de taux d'actualisation

À compter de la date d'évaluation du 31 décembre 2023, nous avons utilisé des taux d'actualisation de respectivement 5,21 % et 5,12 % pour mesurer les obligations en matière de prestations pour nos régimes de retraite et de prestations post-retraite les plus importants qui couvrent les

employés aux États-Unis et à Porto Rico. Nous avons utilisé un vaste pool d'environ 200 obligations d'entreprises notées Aa au 31 décembre 2023 pour déterminer l'hypothèse du taux d'actualisation. Toutes les obligations étaient libellées en dollars américains, avec un encours minimum de 50 millions USD. Ce pool d'obligations a été réduit d'un univers plus large d'environ 700 obligations notées Aa par Moody's, non rachetables (ou rachetables avec des provisions de rachat intégral) en éliminant le 10e centile supérieur et le 40e centile inférieur pour corriger toute anomalie de prix et représenter les obligations que nous sélectionnerions le plus probablement si nous devions réellement transformer en rentes nos passifs de régimes de retraite et OPEB. Ce portefeuille d'obligations a été utilisé pour générer une courbe de taux et une courbe de taux au comptant associée afin d'actualiser les paiements de prestations prévus pour les régimes aux États-Unis et à Porto Rico. Le taux d'actualisation est le taux à niveau unique qui produit le même résultat que la courbe de taux au comptant.

Pour les régimes au Canada, au Japon, au Royaume-Uni et dans d'autres pays européens, nous utilisons une méthode pour l'essentiel identique à celle décrite pour les régimes des États-Unis et de Porto Rico. Pour nos autres régimes internationaux, le taux d'actualisation est généralement déterminé en examinant les taux d'intérêt des obligations d'État et d'entreprises propres au pays et à la région.

Pour comprendre l'impact des variations des taux d'actualisation sur les coûts des régimes de retraite et OPEB, nous effectuons une analyse de sensibilité. En maintenant toutes les autres hypothèses constantes, pour chaque 50 points de base d'augmentation du taux d'actualisation, le coût global avant impôts des régimes de retraite et OPEB diminuerait de 7 millions USD, et pour chaque 50 points de base de baisse du taux d'actualisation, le coût global avant impôts des régimes de retraite et OPEB augmenterait de 6 millions USD.

Hypothèse de rendement des actifs du régime

Pour évaluer le coût net pour la période pour 2023, nous avons utilisé un taux de rendement à long terme prévu de 6,50 % pour nos régimes de retraite les plus importants couvrant les employés des États-Unis et de Porto Rico. Cette hypothèse passera à 6,75 % en 2024. Cette hypothèse n'est pas applicable à notre régime OPEB car il n'est pas capitalisé.

Nous avons établi l'hypothèse de rendement des actifs à long terme sur la base d'un examen des rendements moyens composés historiques des actifs, à la fois spécifiques à la société et liés au marché général (basé sur notre allocation d'actifs), ainsi que d'une analyse des informations actuelles sur le marché et économiques et des attentes futures. L'hypothèse actuelle de rendement des actifs est étayée par l'expérience historique du marché pour notre allocation d'actifs réelle et ciblée. Pour calculer le coût net des pensions, le rendement attendu des actifs est appliqué à une valeur calculée des actifs du régime, qui comptabilise systématiquement les variations de la juste valeur des actifs du régime sur cinq ans. La différence entre ce rendement attendu et le rendement réel des actifs du régime est une composante du gain ou de la perte net(te) total(e) non comptabilisé(e) et est amortie sur les périodes futures.

Pour comprendre l'impact des variations de l'hypothèse de rendement attendu des actifs sur le coût net, nous effectuons une analyse de sensibilité. En maintenant toutes les autres hypothèses constantes, pour chaque 50 points de base d'augmentation (de baisse) de l'hypothèse de rendement des actifs, le coût global avant impôts des régimes de retraite diminuerait (augmenterait) d'environ 15 millions USD.

Autres hypothèses

Pour les régimes des États-Unis et de Porto Rico, nous avons utilisé la table de mortalité combinée Pri-2012 avec des améliorations projetées à l'aide de l'échelle de projection MP-2021 corrigée d'une amélioration à long terme de 0,8 % au 31 décembre 2023. Pour tous les autres régimes de retraite, nous avons utilisé les tables de mortalité propres au pays et à la région pour calculer les obligations au titre des prestations des régimes. Nous analysons et mettons à jour périodiquement nos hypothèses concernant des facteurs démographiques tels que la retraite, la mortalité et le chiffre d'affaires, en tenant compte de l'expérience historique ainsi que des tendances futures anticipées.

Les hypothèses relatives aux augmentations de salaires des employés et aux coûts futurs des soins de santé sont basées sur l'expérience historique, les tendances du marché et les actions futures anticipées de l'entreprise.

Provisions pour dépréciation de l'actif d'impôt différé et provisions pour positions fiscales incertaines

Nous conservons des provisions pour dépréciation à moins qu'il ne soit plus probable qu'improbable que tout ou partie de l'actif d'impôt différé

soit réalisé. Les variations des provisions pour dépréciation sont incluses dans notre provision fiscale pendant la période de changement. Pour déterminer si une provision pour dépréciation est justifiée, nous évaluons des facteurs tels que l'historique des bénéfices, les bénéfices futurs attendus, les périodes de report, et les stratégies fiscales qui pourraient augmenter la probabilité de réalisation d'un actif d'impôt différé. Les évaluations de réalisation effectuées à une date donnée du bilan sont susceptibles de changer à l'avenir, en particulier si les bénéfices d'une filiale sont beaucoup plus élevés ou plus bas que prévu, ou si nous prenons des mesures de planification opérationnelle ou fiscale qui pourraient avoir un impact sur les bénéfices imposables futurs d'une filiale.

Dans le cours normal de nos activités, nous sommes contrôlés par des autorités fiscales fédérales, d'État et étrangères, et le montant de nos impôts est régulièrement contesté. Ces contestations concernent la date et le montant des déductions et la répartition des revenus entre les différentes juridictions fiscales. Nous pensons que nos positions fiscales sont conformes à la législation fiscale applicable et nous avons l'intention de défendre nos positions. Lors de l'évaluation de l'exposition associée à diverses positions fiscales, nous enregistrons des provisions pour positions fiscales incertaines conformément aux PCGR des États-Unis sur la base du soutien technique pour les positions, de notre expérience passée en matière d'audit dans des situations similaires, et des intérêts et pénalités potentiels liés aux affaires. Nos résultats d'exploitation et notre taux effectif d'imposition au cours d'une période donnée pourraient être affectés si, après règlement définitif avec les autorités fiscales, nous l'emportons sur des positions pour lesquelles des provisions ont été établies, ou si nous sommes tenus de payer des montants supérieurs aux provisions établies.

La réalisation de nos pertes d'exploitation américaines et étrangères et des reports de crédit d'impôt dépend de la génération de bénéfices futurs suffisants. Une provision pour dépréciation de 658 millions USD et 704 millions USD a été comptabilisée respectivement au 31 décembre 2023 et 2022 pour réduire les actifs d'impôt différé associés à la perte d'exploitation nette et aux reports de crédit d'impôt, car nous ne pensons pas qu'il soit plus probable qu'improbable que ces actifs soient entièrement réalisés avant l'expiration. Après avoir évalué les lois fiscales américaines pertinentes, toutes les élections ou autres opportunités qui pourraient être disponibles et l'expiration future de certaines dispositions fiscales américaines qui auront une incidence sur l'utilisation de nos reports de crédit d'impôt étranger américains, la direction s'attend à être en mesure de réaliser certains, mais pas tous, des actifs d'impôt différé de crédit d'impôt étranger américain jusqu'à ses autres inclusions étrangères récurrentes et non récurrentes. Par conséquent, une provision pour dépréciation de 130 millions USD et 119 millions USD a été comptabilisée en ce qui concerne les reports de crédit d'impôt étranger respectivement au 31 décembre 2023 et 2022. Nous continuerons à évaluer la nécessité d'allocations d'évaluation supplémentaires et, à mesure que les circonstances changent, l'allocation d'évaluation peut changer.

Dépréciation du fonds de commerce et d'autres actifs à long terme

Fonds de commerce

Le fonds de commerce est évalué initialement comme l'excédent du prix d'achat par rapport à la juste valeur (ou à tout autre indicateur requis par les PCGR des États-Unis) des actifs et passifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises. Le fonds de commerce n'est pas amorti, mais fait l'objet d'un test de dépréciation chaque année et chaque fois qu'il existe des indicateurs de dépréciation. Nous avons la possibilité d'évaluer la dépréciation du fonds de commerce en effectuant initialement une évaluation qualitative afin de déterminer s'il est plus probable qu'improbable que la juste valeur d'une unité déclarante soit inférieure à sa valeur comptable. Si nous déterminons qu'il n'est pas plus probable qu'improbable que la juste valeur d'une unité déclarante soit inférieure à sa valeur comptable, le test de dépréciation quantitative du fonds de commerce n'est pas nécessaire. Si nous déterminons qu'il est plus probable qu'improbable que la juste valeur d'une unité déclarante soit inférieure à sa valeur comptable, ou si nous n'utilisons pas la possibilité d'effectuer une évaluation qualitative initiale, nous effectuons un test de dépréciation quantitative du fonds de commerce. Dans le test de dépréciation quantitative, nous calculons la juste valeur estimée de l'unité déclarante. Si la valeur comptable de l'unité déclarante dépasse la juste valeur estimée, une charge de dépréciation est comptabilisée, correspondant au montant de la valeur comptable de l'unité déclarante, y compris le fonds de commerce, dépassant sa juste valeur, limité au montant total du fonds de commerce affecté à cette unité déclarante.

Dans un test de dépréciation quantitative du fonds de commerce, les justes valeurs de nos unités déclarantes sont généralement déterminées sur la base d'un modèle de flux de trésorerie actualisés (approche par le résultat) et de coefficients de capitalisation des résultats (approche par le marché) basés sur la méthode des sociétés cotées comparables. Les hypothèses significatives utilisées pour déterminer la juste valeur des unités déclarantes comprennent les flux de trésorerie prévisionnels, les taux d'actualisation, les taux de croissance perpétuelle et les coefficients

de capitalisation des résultats. Les modèles de flux de trésorerie actualisés utilisés pour déterminer les justes valeurs de nos unités déclarantes en 2023 reflétaient nos dernières projections de flux de trésorerie, des taux d'actualisation allant de 8,0 % à 9,5 % et des taux de croissance perpétuelle de 2,0 % à 3,5 %. Chacune de ces données peut impacter considérablement les justes valeurs de nos unités déclarantes.

Nos segments opérationnels et à déclarer ont été modifiés au troisième trimestre 2023 pour les aligner sur notre nouveau modèle opérationnel : Produits et traitements médicaux, Systèmes et technologies de santé (anciennement, « segment Hillrom »), Produits pharmaceutiques et Soins rénaux. Suite à cette modification des segments, nous avons réaffecté le fonds de commerce de nos anciens segments Amériques, EMEA et APAC aux unités déclarantes au sein de nos nouveaux segments Produits et traitements médicaux, Produits pharmaceutiques et Soins rénaux sur la base des justes valeurs relatives de ces unités déclarantes. Nous avons effectué des tests de dépréciation avant et après le changement d'unités déclarantes et nous avons déterminé qu'aucune dépréciation du fonds de commerce n'avait eu lieu.

En modifiant nos segments au cours du troisième trimestre 2023, nous avons identifié initialement trois unités déclarantes dans notre nouveau segment Soins rénaux : DP, HD et Traitements pour maladies aiguës. Dans le cadre des activités en cours liées à la scission proposée de notre segment Soins rénaux, cette division a procédé à un réalignement organisationnel au cours du quatrième trimestre 2023. Suite à ce réalignement organisationnel au sein de notre segment Soins rénaux, les unités déclarantes précédentes PD et HD ont été regroupées en une seule unité déclarante : Traitements pour maladies chroniques. Nous avons effectué des tests de dépréciation sur l'unité déclarante Soins rénaux avant et après le regroupement des unités déclarantes DP et HD au sein des Traitements pour maladies chroniques et nous avons déterminé qu'aucune dépréciation du fonds de commerce n'avait eu lieu.

Dans le cadre de nos tests annuels de dépréciation du fonds de commerce du 1er novembre 2023, nous avons déterminé qu'aucune dépréciation du fonds de commerce n'avait eu lieu. Les justes valeurs de l'unité déclarante Soins de première ligne au sein de notre segment Systèmes et technologies de santé et de l'unité déclarante Traitements pour maladies chroniques au sein de notre segment Soins rénaux ont dépassé leurs valeurs comptables respectivement d'environ 5 % et 6 %. Nous continuons à surveiller étroitement la performance de ces unités déclarantes, et en cas de changement défavorable important dans nos perspectives pour ces divisions à l'avenir, une dépréciation du fonds de commerce pourrait avoir lieu à ce moment-là. Au 31 décembre 2023, les valeurs comptables du fonds de commerce pour nos unités déclarantes Soins de première ligne et Traitements pour maladies chroniques étaient respectivement de 2,42 milliards USD et 444 millions USD.

Nous avons acquis Hillrom le 13 décembre 2021 et comptabilisé 6,83 milliards USD de fonds de commerce et 6,03 milliards USD d'autres immobilisations incorporelles, dont 1,91 milliards USD d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, dans le cadre de cette acquisition. Au cours du deuxième semestre 2022, nous avons comptabilisé 2,81 USD de dépréciations du fonds de commerce liées aux unités déclarantes au sein de notre segment Hillrom (désormais appelé segment Systèmes et technologies de santé). Comme indiqué ci-dessous, nous avons également constaté des dépréciations d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée liées à cette division, constituées principalement d'appellations commerciales.

Autres actifs à long terme

Les autres actifs à long terme comprennent principalement des immobilisations corporelles, notamment des immobilisations corporelles à durée de vie indéterminée et des immobilisations incorporelles amortissables.

Immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, telles que l'IPR&D acquise dans le cadre de regroupements d'entreprises et certains noms commerciaux à durée de vie indéterminée, sont soumises à un test de dépréciation chaque année et chaque fois qu'il existe des indicateurs de dépréciation. Nous avons la possibilité d'évaluer la dépréciation des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en effectuant d'abord des évaluations qualitatives pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable que les justes valeurs des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée soient inférieures aux valeurs comptables. Si nous déterminons qu'il est plus probable qu'improbable qu'une immobilisation incorporelle à durée de vie indéterminée soit dépréciée, ou si nous choisissons de ne pas effectuer d'évaluation qualitative initiale, nous effectuons alors le test de dépréciation quantitative en comparant la juste valeur de l'immobilisation incorporelle à durée de vie indéterminée à sa valeur comptable. Si la valeur comptable dépasse la juste valeur de l'immobilisation incorporelle à durée de vie

indéterminée, nous réduisons la valeur comptable à la juste valeur.

Dans un test quantitatif de dépréciation des actifs incorporels à durée indéterminée, les justes valeurs sont généralement déterminées sur la base d'un modèle de flux de trésorerie actualisés. Les hypothèses significatives utilisées pour évaluer les actifs incorporels à durée de vie indéterminée comprennent les flux de trésorerie prévisionnels, les taux d'actualisation, l'évaluation du cycle de vie de l'actif, l'étape d'achèvement (pour les actifs incorporels IPR&D acquis), les taux de redevance, les taux de croissance perpétuelle, les charges d'actifs contributifs. Les modèles d'exonération de redevances utilisés pour calculer les justes valeurs de nos immobilisations incorporelles sous forme de noms commerciaux en 2023 reflétaient nos dernières projections de chiffre d'affaires, un taux d'actualisation de 9 %, des taux de redevance allant de 4 % à 5 % et des taux de croissance perpétuelle allant de 3,0 % à 3,5 %. Chacun de ces facteurs et hypothèses peut affecter considérablement la valeur de l'immobilisation incorporelle.

Suite à la mise à jour de notre stratégie de branding à long terme, nous avons reclassé deux immobilisations incorporelles sous forme d'appellations commerciales d'une valeur comptable de 870 millions USD et de 21 millions USD d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en immobilisations incorporelles amortissables au cours du quatrième trimestre 2023. La durée de vie utile estimée attribuée à ces actifs était respectivement de 15 ans et de 5 ans, et nous avons comptabilisé 10 millions USD de charge d'amortissement sur ces immobilisations incorporelles à compter de la date de reclassement jusqu'au 31 décembre 2023. Nous avons effectué des tests de dépréciation sur ces immobilisations incorporelles au moment du reclassement et avons déterminé qu'aucune dépréciation n'avait eu lieu.

La valeur comptable totale de nos immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée s'élevait à 837 millions USD au 31 décembre 2023, comprenant une immobilisation incorporelle sous forme d'appellation commerciale et une immobilisation IPR&D. Nous avons effectué des tests de dépréciation sur nos immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée au cours du quatrième trimestre 2023 et avons déterminé qu'aucune dépréciation n'avait eu lieu.

Actifs incorporels à durée de vie déterminée et immobilisations incorporelles

Nous examinons les valeurs comptables des actifs à long terme utilisés dans les opérations, autres que le fonds de commerce et les immobilisations incorporelles non amortis, pour détecter une dépréciation potentielle lorsque des événements ou une évolution de la situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. Lors de l'évaluation de la recouvrabilité, nous regroupons les actifs et les passifs au niveau le plus bas de sorte que les flux de trésorerie identifiables liés au groupe sont largement indépendants des flux de trésorerie des autres actifs et passifs. Nous comparons ensuite les valeurs comptables des actifs ou des groupes d'actifs aux flux de trésorerie futurs non actualisés estimés associés. Si un actif (ou un groupe d'actifs) n'est pas recouvrable, une charge de dépréciation est comptabilisée au montant du dépassement de la valeur comptable de l'actif (ou du groupe d'actifs) par rapport à sa juste valeur. Cependant, la partie d'une dépréciation attribuée à un actif à long terme individuel au sein d'un groupe d'actifs ne peut pas réduire la valeur comptable de cet actif en dessous de sa juste valeur si sa juste valeur est déterminable sans coûts et efforts excessifs.

Notre usine de fabrication à Opelika, en Alabama, était l'une des trois usines de production Baxter qui fabriquaient des dialyseurs utilisés dans les traitements par hémodialyse (HD). L'environnement concurrentiel actuel a augmenté l'approvisionnement mondial de ces produits et, dans le cadre de nos initiatives de rationalisation de nos capacités de production et d'amélioration de notre rentabilité, nous avons décidé au deuxième trimestre 2023 de cesser la fabrication de dialyseurs dans l'usine d'Opelika vers la fin 2023. Suite à notre décision de cesser la fabrication de dialyseurs dans cette usine, nous avons évalué, à l'aide de déclencheurs, la recouvrabilité de ses actifs à long terme, qui se composent d'un bâtiment et d'équipements de production, dont un équipement spécialisé utilisé dans la fabrication de dialyseurs. La valeur comptable de ce groupe d'actifs a dépassé les flux de trésorerie non actualisés prévisionnels, et nous avons comptabilisé une charge de dépréciation de 243 millions USD, classée dans le coût des ventes dans le compte de résultat consolidé joint, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 pour réduire les valeurs comptables à leur juste valeur estimée. Les justes valeurs du bâtiment et des équipements de production soumis à des tests de dépréciation au cours du deuxième trimestre 2023 ont été déterminées sur la base des prix de vente d'actifs comparables. Les hypothèses significatives utilisées pour déterminer les justes valeurs comprenaient l'identification d'actifs comparables représentatifs.

Comme indiqué ci-dessus, nous avons identifié de nouvelles unités déclarantes suite à la modification de nos segments au troisième trimestre 2023 et avons déterminé la juste valeur de nos unités déclarantes pour réaffecter le fonds de commerce aux nouvelles unités déclarantes en fonction de leurs justes valeurs relatives et pour évaluer la dépréciation de ces unités déclarantes. La division HD au sein de notre segment Soins rénaux a été initialement identifiée comme l'une des nouvelles unités déclarantes à ce moment-là. Sur la base de la juste valeur estimée

de notre division HD, nous ne lui avons affecté aucun fonds de commerce. En outre, nous avons déterminé qu'un événement déclencheur était présent pour examiner les valeurs comptables des actifs à long terme au sein de la division HD, qui comprennent quatre sites de production fabriquant principalement des produits HD, des équipements HD loués à des clients dans le cadre de contrats de location-exploitation et des immobilisations incorporelles de technologies développées, afin d'identifier une dépréciation potentielle. Dans le cadre de cette évaluation, nous avons déterminé que la valeur comptable du groupe d'actifs représenté par notre division HD, qui est le niveau le plus bas pour lequel les flux de trésorerie identifiables sont largement indépendants des autres actifs et passifs, dépassait ses flux de trésorerie non actualisés prévisionnels. Nous avons ensuite mesuré l'excédent de la valeur comptable de ce groupe d'actifs par rapport à sa juste valeur et affecté la dépréciation résultante à ses actifs à long terme, limitant les dépréciations des actifs individuels au sein du groupe à des montants qui n'entraîneraient pas la dépréciation de leurs valeurs comptables en dessous de leur juste valeur. En conséquence, nous avons comptabilisé 267 millions USD de charges de dépréciation d'actifs à long terme, comprenant (i) une charge de dépréciation de 190 millions USD liée à certains équipements de fabrication, des actifs représentatifs du droit d'utilisation de location-exploitation et des équipements HD loués aux clients et (ii) une charge de dépréciation de 77 millions USD liée à des immobilisations incorporelles de technologies développées.

La juste valeur du groupe d'actifs HD était basée sur un modèle de flux de trésorerie actualisés (approche par le résultat). Les hypothèses significatives utilisées pour déterminer sa juste valeur comprennent les flux de trésorerie prévisionnels, les taux d'actualisation et les taux de croissance perpétuelle. Le modèle de flux de trésorerie actualisés utilisé pour déterminer la juste valeur du groupe d'actifs HD au cours du troisième trimestre 2023 reflétait nos projections de flux de trésorerie les plus récentes, un taux d'actualisation de 8 % et un taux de croissance perpétuelle de 1,5 %. Nous avons également déterminé la juste valeur des actifs individuels au sein de ce groupe d'actifs pour nous assurer que l'affectation de la dépréciation du groupe d'actifs aux actifs à long terme au sein de ce groupe ne réduirait pas la valeur comptable de tout actif individuel en dessous de sa juste valeur. Les justes valeurs des bâtiments au sein de ce groupe d'actifs ont été déterminées avec la méthode du coût de remplacement. Les hypothèses significatives utilisées pour déterminer ces justes valeurs comprenaient les coûts de remplacement d'actifs du même âge et dans le même état. Les justes valeurs des équipements de production et des équipements HD loués aux clients au sein de ce groupe ont été déterminées sur la base des prix de vente d'actifs comparables.Les hypothèses significatives utilisées pour déterminer ces justes valeurs comprenaient l'identification d'actifs comparables représentatifs. La juste valeur de l'actif représentatif du droit d'utilisation au sein de ce groupe a été déterminée sur la base des loyers et des taux d'actualisation du marché.

Au cours du troisième trimestre 2022, nous avons comptabilisé des charges de dépréciation avant impôts de 332 millions USD pour réduire les montants comptables de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, qui étaient liés principalement aux noms commerciaux Hillrom et Welch Allyn acquis dans le cadre de l'acquisition de Hillrom, à leurs justes valeurs estimées. En outre, en 2022, nous avons comptabilisé des charges de dépréciation avant impôts de 12 millions USD liées respectivement aux immobilisations incorporelles de technologies développées en raison du recul des attentes du marché pour les produits connexes.

Actifs à long terme détenus en vue de la vente

Les actifs à long terme sont classés comme détenus en vue de la vente lorsque certains critères sont satisfaits, y compris lorsque la direction s'est engagée à vendre l'actif, que l'actif est disponible à la vente dans son état actuel et que la vente est probable dans un délai d'un an à compter de la date du bilan. Les actifs détenus en vue de la vente ne sont plus amortis et sont déclarés à leur valeur comptable ou, si ce montant est plus bas, à leur juste valeur moins le coût de vente.

Les justes valeurs de notre fonds de commerce et de nos autres actifs à long terme sont classées au niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs, car ils impliquent des données non observables significatives.

D'autres changements défavorables dans les conditions macroéconomiques ou nos prévisions de bénéfices pourraient entraîner des charges supplémentaires de dépréciation du fonds de commerce ou des autres actifs à long terme à l'avenir, et ces charges pourraient être importantes pour nos résultats d'exploitation.

AFFAIRES RÉGLEMENTAIRES

En juillet 2017, juste avant la finalisation de notre acquisition de Claris Injectables Limited (Claris), la FDA a commencé une inspection des installations de Claris à Ahmedabad, en Inde. La FDA a terminé l'inspection et a ensuite émis une lettre d'avertissement basée sur des observations faites lors de l'inspection de 2017 (Lettre d'avertissement de 2017).[1] La FDA a réinspecté les installations et a émis un formulaire

FDA 483 le 17 mai 2022. Le 1er septembre 2022, la FDA nous a informés que l'inspection avait été classée comme action volontaire indiquée. Du 19 au 27 janvier 2023, la FDA a effectué une inspection sur le site d'Ahmedabad, à l'issue de laquelle elle a émis un formulaire FDA 483. Le 26 avril 2023, la FDA nous a informés que l'inspection avait été classée comme action officielle indiquée. Le 25 juillet 2023, nous avons reçu une lettre d'avertissement basée sur les observations faites lors de l'inspection de janvier 2023 (Lettre d'avertissement de 2023)[2]. Depuis l'émission de la Lettre d'avertissement de 2017, nous avons mis en œuvre des mesures correctives et préventives en réponse aux observations de la FDA, ainsi que d'autres améliorations sur le site. Nous avons pleinement répondu à la Lettre d'avertissement de 2023, avons mis en œuvre des mesures correctives et préventives supplémentaires et continuons à collaborer avec la FDA en lien avec les observations de l'agence. En outre, depuis l'émission de la Lettre d'avertissement de 2017, nous avons sécurisé d'autres sites de notre réseau de fabrication et avons lancé et distribuons certains produits à partir de ces sites aux États-Unis.

Voir l'article 1A. Facteurs de risque du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K pour des informations supplémentaires sur les affaires réglementaires et leur impact potentiel sur nous.

[1] Disponible en ligne sur https://www.fda.gov/ICECI/EnforcementActions/WarningLetters/ucm613538.htm

[2] Disponible en ligne sur https://www.fda.gov/inspections-compliance-enforcement-and-criminal-investigations/warning-letters/baxter-healthcare-corporation-654136-07252023

INFORMATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans ce rapport annuel peuvent constituer des « déclarations prospectives », au sens du Private Securities Litigation Reform Act de 1995, qui impliquent des risques et des incertitudes. Les déclarations prospectives reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs sur la base de certaines hypothèses et comprennent les déclarations qui ne sont pas directement liées à un fait historique ou actuel. Par nature, ces déclarations traitent de questions qui sont incertaines à différents degrés. L'utilisation des mots « peut », « sera », « serait », « pourrait », « devrait », « croit », « estime », « projette », « potentiel », « s'attend à », « prévoit », « cherche », « a l'intention de », « évalue », « vise », « anticipe », « continue », « étudie », « impacte », « affecte », « cible », « perspective », « initiative », « destiné », « priorités », « objectif », ou le négatif de ces mots ou d'autres expressions similaires pourrait identifier des déclarations prospectives, même si les déclarations prospectives ne contiennent pas toutes ces mots. Ces déclarations prospectives incluent des déclarations concernant la scission envisagée de notre division Soins rénaux et d'autres activités de gestion de portefeuille que nous pourrions entreprendre à l'avenir, les coûts et délais d'initiatives stratégiques, notamment de la scission envisagée, la viabilité et l'exactitude des bénéfices attendus de nos actions stratégiques, des estimations et hypothèses comptables (notamment concernant les dépréciations de fonds de commerce et d'autres actifs incorporels), les conditions économiques mondiales, des questions liées aux litiges, les futurs dépôts réglementaires (ou le retrait ou la nouvelle soumission de documents) et notre pipeline de R&D (y compris les agréments ou autorisations de produit prévus), les ventes de nos nouveaux produits, le risque de crédit que présentent les gouvernements étrangers, l'adéquation des flux de trésorerie et des facilités de crédit, l'évolution potentielle des notations financières, l'investissement de bénéfices étrangers, les estimations des passifs, y compris ceux liés à des positions fiscales incertaines, les paiements conditionnels, les cotisations futures aux régimes de retraite, les coûts, les taux d'actualisation et les taux de rendement, notre exposition à la volatilité des marchés financiers et aux risques de change et de taux d'intérêt, l'impact de l'inflation sur notre activité, l'impact de la concurrence, l'augmentation future du chiffre d'affaires, les activités de développement commercial, les initiatives d'économies de coûts, les dépenses futures d'investissement et de R&D, les émissions et refinancements futurs de titres de créance, l'adéquation des provisions pour impôts, le taux effectif d'imposition et toutes les autres déclarations qui ne concernent pas des faits historiques.

Ces déclarations prospectives sont basées sur certaines hypothèses et analyses faites à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances historiques, des conditions actuelles et des développements futurs attendus, ainsi que d'autres facteurs que nous estimons appropriés dans les circonstances. Bien que ces déclarations représentent notre jugement sur ce que l'avenir nous réserve, et que nous pensons que ces jugements sont raisonnables, ces déclarations ne constituent pas des garanties d'événements ou de résultats financiers. La conformité des résultats et des développements futurs réels aux attentes et aux prévisions dépend d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, y compris les facteurs suivants, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté :

- notre capacité à exécuter et à mener à bien des initiatives stratégiques, des cessions d'actifs et d'autres transactions et activités de

développement, y compris la scission envisagée de notre division Soins rénaux, nos plans pour rationaliser nos capacités de production et le calendrier de ces transactions, la capacité à satisfaire toutes les conditions requises et les produits, la contrepartie et les avantages attendus ;

- des prévisions inexactes ou la non-réalisation de nos performances et objectifs financiers à court et à long terme (y compris en ce qui concerne nos actions stratégiques et autres) et les effets connexes sur notre liquidité ;
- notre capacité à exécuter nos plans d'allocation de capital, y compris nos plans de remboursement de nos dettes, le calendrier et le montant des dividendes, le produit des rachats et des cessions d'actions et la structure financière de la société anonyme que nous comptons former à la suite de la scission envisagée de notre division Soins rénaux (et la structure financière qui en résulte pour la société restante) ;
- notre capacité à réussir l'intégration des sociétés acquises ;
- l'impact de la situation économique mondiale (y compris, entre autres, les niveaux d'inflation, les taux d'intérêt, la volatilité des marchés financiers, les crises bancaires, le risque d'une récession, la guerre en Ukraine, le conflit au Moyen-Orient (y compris les récentes attaques ciblant des navires marchands en mer Rouge), les tensions entre la Chine et Taïwan et le risque d'escalade de ces conflits, les sanctions économiques connexes imposées à l'échelle mondiale en réponse aux conflits et les guerres commerciales potentielles, les crises de santé publique, pandémies et épidémies mondiales, comme la pandémie actuelle de COVID-19, ou l'anticipation de ce qui précède, sur nos opérations et sur nos employés, clients et fournisseurs, et les gouvernements étrangers dans les pays où nous exerçons nos activités ;
- les rétrogradations de nos notations financières ou perspectives de notation, et l'impact sur nos coûts de financement et nos liquidités ;
- les risques liés au développement produit, y compris une performance clinique satisfaisante et l'obtention et la conservation des agréments réglementaires requis (y compris en raison de l'évolution des exigences réglementaires ou du retrait ou de la nouvelle soumission de demandes en cours), la capacité à fabriquer à l'échelle appropriée et l'imprévisibilité générale associée au cycle de développement des produits ;
- des problèmes de qualité des produits ou de sécurité des patients entraînant des rappels de produits, des retraits, des retards de lancement, des lettres d'avertissement, des interdictions d'importation, des sanctions, des saisies, des litiges ou une baisse des ventes, y compris l'accent mis sur l'évaluation des portefeuilles de produits pour détecter la présence ou la formation potentielle de nitrosamines ;
- des actions futures ou des inactions ou actions tardives de la FDA, l'Agence européenne des médicaments ou tout autre organisme réglementaire ou autorité publique (y compris la SEC, le DOJ ou le Procureur général de tout État américain) qui pourraient retarder, limiter ou suspendre le développement, la fabrication ou la vente de produits ou entraîner des saisies, rappels, injonctions, sanctions monétaires ou responsabilités pénales ou civiles ;
- la demande pour les produits nouveaux et existants, les risques d'acceptation par le marché des produits nouveaux et existants et les pressions concurrentielles liées aux produits nouveaux et existants, les difficultés à prévoir avec précision l'évolution des préférences des clients ainsi que les dépenses et niveaux de stock futurs, et à être en mesure de monétiser les produits et services nouveaux et existants, l'impact de ces produits sur les problèmes de qualité et de sécurité des patients, ainsi que la nécessité d'une formation et d'une assistance continues pour nos produits ;
- les violations, y compris par cyberattaque, la fuite de données, l'accès non autorisé ou le vol, ou les défaillances ou vulnérabilités dans nos systèmes ou produits informatiques ;
- la continuité, la disponibilité et les prix de matières premières et de composants acceptables, notre capacité à répercuter tout ou partie de ces coûts à nos clients par le biais de hausses de prix ou par d'autres moyens, et la continuité connexe de notre fabrication et de notre distribution ainsi que de celles de nos fournisseurs ;
- l'incapacité à créer des capacités de production supplémentaires en temps utile ou l'apparition d'autres difficultés dans la fabrication, la stérilisation ou l'approvisionnement, y compris en raison d'une catastrophe naturelle, d'une guerre, d'actes de terrorisme, de crises de santé publique et d'épidémies/pandémies, de décisions réglementaires ou autres ;
- notre capacité à financer et développer de nouveaux produits ou améliorations ou à le faire à des conditions commercialement acceptables ;
- la perte d'employés clés, l'apparition de conflits du travail (y compris en raison de désaccords dans le cadre de conventions collectives

ou d'accords syndicaux nationaux ou de litiges avec les comités d'entreprise) ou l'incapacité à attirer, développer, conserver et engager des employés ;

- le non-respect de nos programmes de qualité, de conformité ou d'éthique ;
- des actions futures de tiers, y compris les payeurs tiers et nos clients et distributeurs (y compris les GPO et les IDN) ;
- les changements législatifs et règlementaires et autres pressions gouvernementales aux États-Unis et dans le monde, y compris le coût de la conformité et les pénalités potentielles pour infractions présumées, y compris les lois, règles et règlements nouveaux ou modifiés ainsi que l'impact de la réforme du système de santé et de sa mise en œuvre, suspension, abrogation, remplacement, modification et autres actions similaires entreprises par les États-Unis ou d'autres pays, y compris en ce qui concerne les politiques tarifaires, de remboursement, fiscales et de rabais ;
- l'issue d'un procès en cours ou futur ;
- l'impact des produits concurrents et de leurs prix, y compris la concurrence des génériques, la réimportation de médicaments et les technologies perturbatrices ;
- les politiques réglementaires, commerciales et fiscales mondiales, y compris en ce qui concerne le changement climatique et d'autres questions de durabilité ;
- la capacité de protéger ou de faire respecter nos brevets ou d'autres droits de propriété (y compris les marques, droits d'auteur, secrets commerciaux et savoir-faire) ou lorsque les brevets de tiers empêchent ou limitent notre fabrication, vente ou utilisation des produits ou technologies concernés ;
- l'impact de toute dépréciation du fonds de commerce, d'immobilisations incorporelles ou d'autres actifs à long terme sur nos résultats d'exploitation ;
- les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt ;
- tout changement de loi concernant l'imposition des revenus (lié à une réforme fiscale en cours ou future) ;
- les actions d'autorités fiscales en lien avec des contrôles fiscaux en cours ;
- d'autres facteurs abordés ailleurs dans le présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K, y compris les facteurs décrits à l'article 1A. Facteurs de risque, et dans d'autres documents déposés auprès de la SEC, tous disponibles sur notre site Web.

Les résultats réels peuvent différer sensiblement des résultats prévisionnels dans les déclarations prospectives, qui sont présentées plus en détail à l'article 1A. Facteurs de risque et à l'article 7. Rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation et ailleurs dans le présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K. Ces déclarations prospectives ne sont pas exclusives et s'ajoutent à d'autres facteurs abordés ailleurs dans le présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K. En outre, d'autres facteurs inconnus ou imprévisibles pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur les résultats futurs. Toute déclaration prospective figurant dans les présentes ne vaut qu'à la date à laquelle elle est faite. À moins que la loi ne l'impose, nous n'avons aucune obligation, et excluons expressément toute obligation, de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations ou d'événements futurs.

Article 7A. ***Informations quantitatives et qualitatives sur le risque de marché.***

Incorporé par référence à la section intitulée « Risque de marché inhérent aux instruments financiers » de l'article 7. Rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation du présent Rapport annuel sur Formulaire 10-K.

Article 8. ***États financiers et données supplémentaires.***

BILANS CONSOLIDÉS

au 31 décembre (en millions, sauf informations sur les actions)	2023	2022
Actifs courants :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	$ 3 194	$ 1 718
Comptes clients, déduction faite de la provision de 129 USD en 2023 et de 114 USD en 2022	2 690	2 571
Stocks	2 824	2 679
Charges prépayées et autres actifs courants	892	857
Actifs courants des activités abandonnées	—	186
Total des actifs courants	9 600	8 011
Immobilisations corporelles, nettes	4 433	4 695
Fonds de commerce	6 514	6 452
Autres immobilisations incorporelles, nettes	6 079	6 793
Actifs représentatifs du droit d'utilisation de location-exploitation	524	541
Autres actifs non courants	1 126	1 109
Actifs non courants des activités abandonnées	—	686
Total des actifs	$ 28 276	$ 28 287
Passifs courants :		
Dette à court terme	$ —	$ 299
Échéances actuelles de la dette à long terme et obligations de location-financement	2 668	1 105
Comptes fournisseurs	1 241	1 110
Charges à payer et autres passifs courants	2 594	2 170
Passifs courants des activités abandonnées	—	61
Total de passifs courants	6 503	4 745
Dettes à long terme et obligations de location-financement, moins partie à court terme	11 130	15 232
Dettes locatives d'exploitation	438	447
Autres passifs non courants	1 737	1 848
Passifs non courants des activités abandonnées	—	120
Total des passifs	19 808	22 392
Engagements et frais divers		
Capitaux propres :		
Actions ordinaires, 1 USD de valeur nominale, 2 000 000 000 d'actions autorisées, 683 494 944 actions émises en 2023 et 2022	683	683
Actions ordinaires de trésorerie, au coût, 175 861 893 actions en 2023 et 179 062 594 actions en 2022	(11 230)	(11 389)
Apports supplémentaires de capital	6 389	6 322
Bénéfices non distribués	16 114	14 050
Autres éléments cumulés du résultat global	(3 554)	(3 833)
Total des capitaux propres de Baxter	8 402	5 833
Participations minoritaires	66	62
Total des capitaux propres	8 468	5 895
Total des passifs et capitaux propres	$ 28 276	$ 28 287

Les notes afférentes aux présents états financiers consolidés en font partie intégrante.

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

exercices clos le 31 décembre (en millions, sauf les données par action)	2023	2022	2021
Chiffre d'affaires net	$ 14 813	$ 14 506	$ 12 146
Coût des ventes	9 838	9 440	7 426
Marge brute	4 975	5 066	4 720
Frais de vente, généraux et administratifs	3 946	3 859	2 845
Frais de recherche et développement	667	602	531
Dépréciations du fonds de commerce	—	2 812	—
Autres charges (produits) d'exploitation, net(te)s	(28)	36	(6)
Résultat d'exploitation	390	(2 243)	1 350
Charges d'intérêts, nettes	442	395	193
Autres charges (produits), net(te)s	51	12	41
Résultat des activités poursuivies avant impôts	(103)	(2 650)	1 116
Charge (crédit) d'impôt	(34)	4	83
Résultat des activités poursuivies	(69)	(2 654)	1 033
Revenus des activités abandonnées, net d'impôt	2 732	233	262
Résultat net	2 663	(2 421)	1 295
Résultat net attribuable aux participations minoritaires	7	12	11
Résultat net attribuable aux actionnaires de Baxter	$ 2 656	$ (2 433)	$ 1 284
Résultat des activités poursuivies par action ordinaire			
Basique	$ (0,15)	$ (5,29)	$ 2,04
Dilué	$ (0,15)	$ (5,29)	$ 2,01
Revenus des activités abandonnées par action ordinaire			
Basique	$ 5,40	$ 0,46	$ 0,52
Dilué	$ 5,40	$ 0,46	$ 0,52
Résultat net par action ordinaire			
Basique	$ 5,25	$ (4,83)	$ 2,56
Dilué	$ 5,25	$ (4,83)	$ 2,53
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation			
Basique	506	504	502
Dilué	506	504	508

Les notes afférentes aux présents états financiers consolidés en font partie intégrante.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Résultat des activités poursuivies	$ (69)	$ (2 654)	$ 1 033
Autres éléments du résultat global des activités poursuivies, nets d'impôt :			
Ajustements de conversion, nets de charge (produit) d'impôt de (18 USD) en 2023, 41 USD en 2022 et 30 USD en 2021	213	(445)	(264)
Régimes de prestations de retraite et autres régimes de prestations post-retraite, nets de charge d'impôt de (27 USD) en 2023, 12 USD en 2022 et de 60 USD en 2021	(117)	(2)	218
Activités de couverture, nettes de charge (produit) d'impôt de 0 USD en 2023, 2 USD en 2022 et 7 USD en 2021	(1)	7	27
Titres de créances disponibles à la vente, nets de charge d'impôt de 0 USD en 2023, 1 USD en 2022 et 0 USD en 2021	—	3	—
Total des autres éléments du résultat global des activités poursuivies, nets d'impôt	95	(437)	(19)
Résultat global des activités poursuivies	26	(3 091)	1 014
Revenus des activités abandonnées, net d'impôt	2 732	233	262
Autres éléments du résultat global des activités abandonnées			
Ajustements de conversion, nets de charge (produit) d'impôt nul(le) en 2023, 2022 et 2021	185	(34)	(56)
Régimes de prestations de retraite et autres régimes de prestations post-retraite, nets de charge d'impôt nulle en 2023, 2022 et 2021	(4)	18	9
Total des autres éléments du résultat global des activités abandonnées	181	(16)	(47)
Résultat global des activités abandonnées	2 913	217	215
Résultat global	2 939	(2 874)	1 229
Moins : Résultat net attribuable aux participations minoritaires	7	12	11
Moins : Autres éléments du résultat global attribuables à des participations minoritaires	(3)	(5)	—
Résultat global attribuable aux actionnaires de Baxter	$ 2 935	$ (2 881)	$ 1 218

Les notes afférentes aux présents états financiers consolidés en font partie intégrante.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capitaux propres de Baxter International Inc.									
(en millions)	Titres ordinaires	Actions ordinaires	Titres ordinaires de trésorerie	Actions ordinaires de trésorerie	Apports supplémentaires de capital	Bénéfices non distribués	Autres éléments cumulés du résultat global	Total des capitaux propres de Baxter	Participations minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 1er janvier 2021	683 $	683	179 $	(11 051) $	6 043 $	16 328 $	(3 314) $	8 689 $	37 $	8 726
Résultat net	—	—	—	—	—	1 284	—	1 284	11	1 295
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—	(66)	(66)	—	(66)
Achats d'actions propres	—	—	7	(600)	—	—	—	(600)	—	(600)
Actions émises dans le cadre des régimes d'avantages sociaux des employés et autres	—	—	(4)	163	154	—	—	317	—	317
Dividendes déclarés sur actions ordinaires	—	—	—	—	—	(547)	—	(547)	—	(547)
Variation des participations minoritaires	—	—	—	—	—	—	—	—	(4)	(4)
Solde au 31 décembre 2021	683 $	683	182 $	(11 488) $	6 197 $	17 065 $	(3 380) $	9 077 $	44 $	9 121
Résultat net	—	—	—	—	—	(2 433)	—	(2 433)	12	(2 421)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—	(453)	(453)	(5)	(458)
Achats d'actions propres	—	—	—	(32)	—	—	—	(32)	—	(32)
Actions émises dans le cadre des régimes d'avantages sociaux des employés et autres	—	—	(3)	131	125	—	—	256	—	256
Dividendes déclarés sur actions ordinaires	—	—	—	—	—	(582)	—	(582)	—	(582)
Variation des participations minoritaires	—	—	—	—	—	—	—	—	11	11
Solde au 31 décembre 2022	683 $	683	179 $	(11 389) $	6 322 $	14 050 $	(3 833) $	5 833 $	62 $	5 895
Résultat net	—	—	—	—	—	2 656	—	2 656	7	2 663
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—	279	279	(3)	276
Actions émises dans le cadre des régimes d'avantages sociaux des employés et autres	—	—	(3)	159	67	—	—	226	—	226
Dividendes déclarés sur actions ordinaires	—	—	—	—	—	(592)	—	(592)	—	(592)
Solde au 31 décembre 2023	683 $	683	176 $	(11 230) $	6 389 $	16 114 $	(3 554) $	8 402 $	66 $	8 468

Les notes afférentes aux présents états financiers consolidés en font partie intégrante.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Flux de trésorerie d'exploitation			
Résultat net	$ 2 663	$ (2 421)	$ 1 295
Moins : Revenus des activités abandonnées, net d'impôt	2 732	233	262
Déficit des activités poursuivies	(69)	(2 654)	1 033
Ajustements pour rapprocher le résultat net des flux de trésorerie d'exploitation :			
Amortissement	1 263	1 380	867
Pertes (gains) au titre de la liquidation et de la réduction des pensions	1	(12)	2
Charge nette des prestations de retraite et autres prestations post-retraite pour la période	(19)	50	99
Impôts différés	(499)	(230)	(161)
Rémunération en actions	133	153	146
Pertes sur annulations de dette	—	—	5
Dépréciations du fonds de commerce	—	2 812	—
Dépréciations d'immobilisations incorporelles	77	344	—
Autres dépréciations d'actifs à long terme	470	9	11
Perte sur accord de cession de produit	—	54	—
Reclassement de la perte de conversion cumulée en résultat	—	65	—
Perte sur liquidation subsidiaire	—	21	—
Autres	77	(20)	81
Variations des postes du bilan :			
Comptes clients, nets	(66)	(125)	(170)
Stocks	(114)	(367)	(27)
Charges prépayées et autres actifs courants	(40)	(49)	(35)
Comptes fournisseurs	107	(73)	105
Charges à payer et autres passifs courants	412	(221)	207
Autres	(31)	(106)	(137)
Flux de trésorerie d'exploitation - activités poursuivies	1 702	1 031	2 026
Flux de trésorerie d'exploitation - activités abandonnées	24	180	196
Flux de trésorerie d'exploitation	1 726	1 211	2,222
Flux de trésorerie d'investissement			
Dépenses d'investissement	(692)	(620)	(691)
Acquisitions, nettes des liquidités acquises, et investissements	(6)	(263)	(10 502)
Autres activités d'investissement, nettes	26	11	45
Flux de trésorerie d'investissement - activités poursuivies	(672)	(872)	(11 148)
Flux de trésorerie d'investissement - activités abandonnées	3 885	(59)	(52)
Flux de trésorerie d'investissement	3 213	(931)	(11 200)
Flux de trésorerie de financement			
Émissions de créances	—	—	11 903
Remboursements de créances	(2 634)	(954)	(2 823)
Augmentation (baisse) nette des dettes avec des échéances initiales à trois mois ou moins	(299)	55	246
Dividendes en espèces sur actions ordinaires	(586)	(573)	(530)
Produit des actions émises dans le cadre des régimes d'avantages sociaux des employés	95	127	187
Achats d'actions propres	—	(32)	(600)
Frais d'émission de créances	—	—	(98)
Autres activités de financement, nettes	(65)	(61)	(40)
Flux de trésorerie de financement	(3 489)	(1 438)	8 245
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie, les équivalents de trésorerie et trésorerie affectée	26	(76)	(47)
Augmentation (diminution) de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et de la trésorerie affectée	1,476	(1 234)	(780)
Trésorerie, équivalents de trésorerie et trésorerie affectée en début d'exercice[1]	1 722	2 956	3 736
Trésorerie, équivalents de trésorerie et trésorerie affectée en fin d'exercice[1]	$ 3 198	$ 1 722	$ 2 956

[1] Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des montants de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et de la trésorerie affectée, figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidé, avec les montants portés au bilan consolidé au 31 décembre 2023, 2022 et 2021 :

au 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	$ 3 194	$ 1 718	$ 2 951
Trésorerie affectée incluse dans les charges payées d'avance et autres actifs courants	4	4	5
Trésorerie, équivalents de trésorerie et trésorerie affectée	$ 3 198	$ 1 722	$ 2 956

Les notes afférentes aux présents états financiers consolidés en font partie intégrante.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTE 1
RÉSUMÉ DES PRINCIPALES POLITIQUES COMPTABLES

Nature des activités

Baxter International Inc., par l'intermédiaire de nos filiales (collectivement Baxter, nous, notre ou nos), propose un large portefeuille de produits de santé essentiels, y compris des solutions IV stériles, des systèmes de perfusion, des kits d'administration, des traitements de nutrition parentérale, des produits hémostatiques et scellants chirurgicaux, des produits de prévention des adhérences, des solutions de soins connectés et des outils de collaboration, notamment des systèmes de lit intelligent, des technologies de surveillance et de diagnostic des patients, des appareils de santé respiratoire, des équipements avancés pour l'espace chirurgical, y compris les technologies vidéo chirurgicales, les dispositifs de positionnement de précision et d'autres accessoires, des produits pharmaceutiques injectables, des anesthésiques par inhalation, des préparations pharmaceutiques, des traitements et de services de dialyse pour insuffisance rénale chronique et aiguë y compris la dialyse péritonéale (DP), l'hémodialyse (HD), les traitements de remplacement rénal continu (TRRC) et d'autres traitements de suppléance d'organes. Ces produits sont utilisés par les hôpitaux, les centres de dialyse rénale, les maisons de retraite, les centres de rééducation, les unités de chirurgie ambulatoire, les cabinets médicaux et les patients à domicile sous la supervision d'un médecin. Notre présence mondiale et la nature critique de nos produits et services jouent un rôle clé dans l'expansion de l'accès aux soins de santé dans les pays émergents et développés. Nos segments à déclarer étaient auparavant composés des segments géographiques suivants liés à notre ancienne entité Baxter : Amériques (Amérique du Nord et du Sud), EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique) et APAC (Asie-Pacifique), et un segment mondial pour notre division Hillrom. Au troisième trimestre 2023, nous avons terminé la mise en œuvre d'un nouveau modèle opérationnel visant à simplifier et rationaliser nos opérations et à améliorer l'alignement entre notre chaîne de fabrication et d'approvisionnement et nos activités commerciales. Dans le cadre de ce nouveau modèle opérationnel, nos activités sont divisées en quatre segments : Produits et traitements médicaux, Systèmes et technologies de santé (anciennement, « segment Hillrom »), Produits pharmaceutiques et Soins rénaux, qui sont décrits dans la Note 18. Nos segments ont été modifiés au cours du troisième trimestre 2023 pour les aligner avec notre nouveau modèle opérationnel et les informations fournies sur les segments pour la période précédente ont été révisées pour refléter les nouveaux segments.

En janvier 2023, nous avons annoncé notre intention de séparer notre division Soins rénaux pour créer une nouvelle société cotée en bourse. Bien que nous continuions à évaluer toutes les options stratégiques afin de maximiser la valeur actionnariale, nous continuons à avancer vers notre objectif actuel d'achèvement de la scission envisagée de cette division en juillet 2024.

Risques et incertitudes

Difficultés d'approvisionnement et situation économique mondiale

Nous avons récemment rencontré des difficultés importantes au niveau de notre chaîne d'approvisionnement mondiale, notamment des retards et interruptions de production, une augmentation des coûts et des pénuries de matières premières et de composants (y compris les résines et les dispositifs électromécaniques) ainsi qu'une augmentation des coûts de transport, résultant de la pandémie et d'autres facteurs exogènes, y compris des événements météorologiques extrêmes, des niveaux d'inflation élevés, des perturbations dans certains ports d'escale et l'accès à certaines voies maritimes dans le monde, la guerre en Ukraine, le conflit au Moyen-Orient (y compris les récentes attaques ciblant des navires marchands en mer Rouge), les tensions entre la Chine et Taïwan et d'autres événements géopolitiques. Nous pensons que nous continuerons à rencontrer certaines de ces difficultés et d'autres liées à notre chaîne d'approvisionnement à l'avenir. Ces difficultés, y compris la pénurie de certaines matières premières et composants, ont également eu un impact négatif sur nos ventes dans certaines catégories de produits en raison de notre incapacité à satisfaire pleinement la demande. Bien que nous ayons constaté des améliorations dans la disponibilité de certains composants et une baisse des prix de certaines matières premières, ces difficultés n'ont pas complètement disparu et pourraient continuer à avoir un impact négatif sur nos ventes à l'avenir.

Nous nous attendons à ce que les difficultés causées par les conditions économiques mondiales, entre autres facteurs, continuent à nuire à nos activités.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus aux États-Unis (PCGR des États-Unis)

nécessite que nous fassions des estimations et des hypothèses qui affectent les montants déclarés et les divulgations connexes dans les états financiers consolidés et les notes y afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Baxter et de nos filiales à participation majoritaire que nous contrôlons, après élimination des soldes et opérations intra-groupe.

Reclassements

Certains montants de l'exercice précédent ont été reclassés pour être conformes à la présentation de l'exercice considéré.

Comptabilisation des revenus

Le chiffre d'affaires est calculé comme le montant de la contrepartie que nous prévoyons de recevoir en échange du transfert de biens ou de la fourniture de services. Une obligation de performance est un engagement contractuel à transférer un bien ou un service spécifique au client et est l'unité de compte dans le contrat. Le prix de transaction d'un contrat est affecté à chaque obligation de performance spécifique et comptabilisé dès que l'obligation de performance est satisfaite. Certains de nos contrats ont de multiples obligations de performance. Pour les contrats avec plusieurs obligations de performance, nous affectons le prix de transaction du contrat à chaque obligation de performance en utilisant notre meilleure estimation du prix de vente indépendant de chaque bien ou service distinct dans le contrat. Nos délais de paiement sont généralement compris entre 30 et 90 jours.

Nos principaux clients sont des hôpitaux, des sociétés de distribution de produits de santé, des centres de dialyse et des agences publiques qui achètent des produits de santé pour le compte de fournisseurs. La plupart de nos obligations de performance sont satisfaites à une date donnée. Cela inclut les ventes de notre large portefeuille de produits de santé essentiels dans nos différents segments d'activité. Nous générons un chiffre d'affaires avec des traitements de dialyse pour insuffisance rénale chronique et aiguë, des solutions IV stériles, des systèmes et dispositifs de perfusion, des traitements de nutrition parentérale, des anesthésiques par inhalation, des produits pharmaceutiques injectables génériques, des produits hémostatiques et scellants chirurgicaux, des systèmes de lit intelligent, des technologies de surveillance et de diagnostic des patients, des dispositifs de santé respiratoire et des équipements avancés pour l'espace chirurgical. Pour la plupart de ces produits, notre obligation de performance est satisfaite à la livraison au client. Les activités d'expédition et de manutention sont considérées comme des activités d'exécution de commandes et ne sont pas considérées comme une obligation de performance distincte.

Dans une moindre mesure, nous concluons des accords pour lesquels des revenus peuvent être comptabilisés au fur et à mesure. Par exemple, nous louons des équipements médicaux à des clients dans le cadre de contrats de location-exploitation et comptabilisons les revenus connexes chaque mois pendant la durée du contrat. Notre segment Systèmes et technologies de santé comprend des solutions de soins connectés et des outils de collaboration qui sont mis en œuvre au fil du temps. Nous comptabilisons les revenus de ces accords au fur et à mesure ou à une date donnée en fonction de notre évaluation du moment où le client prend le contrôle des biens ou services promis. Nous générons également un chiffre d'affaires avec les activités de fabrication en sous-traitance, qui sont comptabilisées au fil du temps au fur et à mesure que les services sont rendus. Les revenus sont comptabilisés au fur et à mesure que nous créons ou améliorons un actif que le client contrôle lorsque l'actif est créé ou amélioré ou lorsque nos prestations ne créent pas d'actif avec une utilisation alternative et que nous avons un droit à paiement opposable, en contrepartie de la prestation.

Au 31 décembre 2023, nous avions 6,51 milliards USD de montants de prix de transaction affectés aux obligations de performance restantes liées aux contrats signés d'une durée initiale de plus d'un an, qui sont inclus principalement dans les segments Produits et traitements médicaux et Soins rénaux. Certains contrats aux États-Unis inclus dans ce montant contiennent des augmentations de prix indexées, qui ne sont pas connues à l'heure actuelle. Nous prévoyons de comptabiliser environ 50 % de ce montant en tant que chiffre d'affaires en 2024, 25 % en 2025, 15 % en 2026, 10 % en 2027 et le reste ultérieurement.

Jugements importants

Les revenus des ventes de produits sont enregistrés au prix de vente net, ce qui comprend des estimations de la contrepartie variable liée principalement aux rabais et aux rétrofacturations des distributeurs. Ces provisions sont basées sur des estimations des montants gagnés ou à réclamer sur les ventes associées et sont incluses dans les charges à payer et autres passifs courants et en réduction des comptes clients, nets dans les bilans consolidés. Les estimations de la direction prennent en compte l'expérience historique, les exigences contractuelles et légales actuelles, les événements et tendances spécifiques connus du marché, les données de l'industrie ainsi que les comportements d'achat et de paiement anticipés des clients. Globalement, ces provisions reflètent nos meilleures estimations du montant de la contrepartie à laquelle nous

avons droit en vertu des conditions du contrat, selon la méthode de la valeur attendue. Le montant de la contrepartie variable incluse dans le prix de vente net est limité au montant qui n'est pas susceptible d'entraîner une inversion significative du chiffre d'affaires lorsque l'incertitude associée sera résolue. Les revenus comptabilisés au cours des exercices clos le 31 décembre 2023, 2022 et 2021 liés aux obligations de performance satisfaites au cours des exercices précédents n'étaient pas significatifs. De plus, nos contrats avec des clients comprennent souvent des promesses de transfert de plusieurs produits et services à un client. Déterminer si les produits et services sont considérés comme des obligations de performance distinctes qui doivent être comptabilisées séparément, et déterminer l'attribution du prix de la transaction, peut nécessiter un jugement important.

Méthode pratique

Nous appliquons une méthode pratique pour comptabiliser les coûts d'obtention d'un contrat client au fur et à mesure qu'ils sont engagés lorsque la durée d'amortissement aurait été d'un an ou moins. Nous ne divulguons pas le montant du prix de transaction qui est affecté aux obligations de performance non satisfaites pour les contrats d'une durée initiale prévue inférieure à un an. Nous avons choisi d'utiliser la méthode pratique pour ne pas corriger le montant promis de la contrepartie des effets d'une composante de financement importante s'il est prévu, au début du contrat, que l'intervalle entre la date à laquelle nous transférerons un bien ou un service promis à un client et la date à laquelle le client paiera ce bien ou ce service sera d'un an ou moins. En outre, tous les impôts et taxes prélevés par une autorité publique qui sont à la fois imposés sur une transaction spécifique générant des revenus et concomitants de cette transaction, et collectés auprès d'un client, sont exclus des revenus.

Comptes clients et provision pour créances douteuses

Dans le cours normal de nos activités, nous accordons des crédits à nos clients, effectuons des évaluations de crédit de ces clients et maintenons des provisions pour pertes de crédit potentielles. Pour déterminer le montant de la provision pour créances douteuses, nous tenons compte, entre autres, des pertes de crédit historiques, des créances en souffrance, des historiques de paiement, d'autres informations spécifiques du client, des conditions économiques actuelles et des prévisions futures raisonnables et soutenables. Les créances sont radiées lorsque nous déterminons qu'elles sont irrécouvrables.

Frais d'expédition et de manutention

Les frais d'expédition engagés pour déplacer physiquement le produit de nos locaux vers les locaux du client sont classés en frais de vente, généraux et administratifs (SG&A). Les frais de manutention, qui sont des frais engagés pour stocker, déplacer et préparer les produits pour l'expédition, sont classés en coûts de vente. Des frais d'expédition d'environ 455 millions USD en 2023, 493 millions USD en 2022 et 380 millions USD en 2021 ont été classés en dépenses SG&A.

Trésorerie, équivalents de trésorerie et trésorerie affectée

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie, les certificats de dépôt, les instruments du marché monétaire et autres fonds à court terme avec des échéances initiales à trois mois ou moins. La trésorerie affectée représente les soldes de trésorerie soumis à des restrictions de retrait ou d'utilisation et inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs courants dans les bilans consolidés.

Stocks

Les stocks sont déclarés au coût, ou, si elle est plus basse, à la valeur de réalisation nette déterminée selon la méthode du premier entré, premier sorti. Nous examinons les stocks disponibles au moins une fois par trimestre et enregistrons des provisions pour les stocks excédentaires, à rotation lente et obsolètes estimés, ainsi que les stocks dont la valeur comptable dépasse la valeur de réalisation nette.

Immobilisations corporelles, nettes

Les immobilisations corporelles sont déclarées au coût. Les charges d'amortissement sont calculées selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimée des actifs concernés, qui varie de 20 à 50 ans pour les bâtiments et les améliorations et de 3 à 15 ans pour les machines et les équipements. Les améliorations locatives sont amorties sur la durée de vie du bail du site concerné (y compris les périodes de renouvellement, le cas échéant) ou de l'actif, la durée la plus courte étant retenue. Nous immobilisons certains frais de développement de logiciels informatiques et engagés dans le cadre du développement ou de l'acquisition de logiciels à usage interne. Les coûts logiciels immobilisés sont inclus dans les

machines et les équipements et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimée du logiciel, qui varie généralement de trois à cinq ans.

Recherche et développement

Les frais de recherche et développement (R&D), y compris la R&D acquise dans le cadre de transactions qui ne sont pas des regroupements d'entreprises, passent en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les obligations d'étapes conditionnelles pré-réglementaires envers des contreparties dans le cadre d'accords de collaboration, qui comprennent la R&D acquise, passent en charges lorsqu'il semble probable que l'étape sera atteinte. Les paiements d'étape conditionnels à ces contreparties à compter de l'obtention d'un agrément réglementaire sont immobilisés et amortis sur la durée de vie utile restante du produit associé. Les montants immobilisés pour ces paiements sont inclus dans les autres immobilisations incorporelles, nettes.

La R&D en cours (IPR&D) acquise est la valeur attribuée à la technologie cédée ou aux produits en cours de développement acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises qui n'ont pas reçu d'agrément réglementaire et n'ont pas d'utilisation future alternative. L'IPR&D acquise est immobilisée en tant qu'immobilisation incorporelle à durée de vie indéterminée. Les frais de développement engagés après l'acquisition sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Dès l'obtention de l'agrément réglementaire pour la technologie ou le produit associé, l'immobilisation incorporelle à durée de vie indéterminée est comptabilisée en tant qu'immobilisation incorporelle à durée de vie limitée et amortie selon la méthode linéaire sur la durée de vie économique estimée de la technologie ou du produit associé, sous réserve des tests de dépréciation annuels présentés ci-dessous. Si le projet de R&D est abandonné, l'immobilisation à durée de vie indéterminée est passée en charge.

Accords de collaboration

Nous concluons périodiquement des accords de collaboration dans le cours normal de nos activités. Ces accords de collaboration revêtent différentes formes et structures et sont destinés à améliorer et accélérer la croissance du chiffre d'affaires et de la rentabilité à long terme. Ces accords peuvent nous permettre d'obtenir des droits de commercialisation pour un produit en cours de développement, et nous obliger à effectuer des paiements initiaux, des paiements d'étape conditionnels, des paiements de participation aux bénéfices et/ou des paiements de redevances. Nous pouvons supporter des coûts récurrents associés aux accords, y compris des remboursements de frais de R&D à la contrepartie. Voir la section Recherche et développement de cette note concernant le traitement comptable des paiements initiaux et des paiements d'étapes conditionnels. Tous les paiements de redevances et de participation aux bénéfices au cours de la phase de commercialisation sont comptabilisés en frais de vente lorsqu'ils deviennent exigibles et payables.

Frais de restructuration

Nous comptabilisons des passifs pour les coûts associés aux activités de retrait ou de cession au cours de la période durant laquelle le passif est contracté. Les charges de licenciement des employés sont comptabilisées principalement lorsque des actions sont probables et estimables. Les charges liées aux indemnités de licenciement ponctuelles pour lesquelles l'employé est tenu de travailler jusqu'à la résiliation du contrat de travail pour les recevoir sont constatées au prorata sur la période de travail future. Voir la discussion ci-dessous concernant la comptabilisation des charges de dépréciation des actifs.

Fonds de commerce, immobilisations incorporelles et autres actifs à long terme

Le fonds de commerce est évalué initialement comme l'excédent du prix d'achat par rapport à la juste valeur (ou à tout autre indicateur requis par les PCGR des États-Unis) des actifs et passifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises. Le fonds de commerce n'est pas amorti, mais fait l'objet d'un test de dépréciation chaque année et chaque fois qu'il existe des indicateurs de dépréciation. Nous avons la possibilité d'évaluer la dépréciation du fonds de commerce en effectuant initialement une évaluation qualitative afin de déterminer s'il est plus probable qu'improbable que la juste valeur d'une unité déclarante soit inférieure à sa valeur comptable. Si nous déterminons qu'il n'est pas plus probable qu'improbable que la juste valeur d'une unité déclarante soit inférieure à sa valeur comptable, le test de dépréciation quantitative du fonds de commerce n'est pas nécessaire. Si nous déterminons qu'il est plus probable qu'improbable que la juste valeur d'une unité déclarante soit inférieure à sa valeur comptable, ou si nous n'utilisons pas la possibilité d'effectuer une évaluation qualitative initiale, nous effectuons un test de

dépréciation quantitative du fonds de commerce. Dans le test de dépréciation quantitative, nous calculons la juste valeur estimée de l'unité déclarante. Si la valeur comptable de l'unité déclarante dépasse la juste valeur estimée, une charge de dépréciation est comptabilisée, correspondant au montant de sa valeur comptable, y compris le fonds de commerce, dépassant sa juste valeur, limité au montant total du fonds de commerce alloué à cette unité déclarante. Dans un test de dépréciation quantitative du fonds de commerce, les justes valeurs de nos unités déclarantes sont généralement déterminées sur la base d'un modèle de flux de trésorerie actualisés (méthode par les résultats) et de coefficients de capitalisation des résultats (méthode des comparables). Les hypothèses significatives utilisées pour déterminer la juste valeur des unités déclarantes comprennent les flux de trésorerie prévisionnels, les taux d'actualisation, les taux de croissance perpétuelle et les coefficients de capitalisation des résultats. Chacune de ces hypothèses peut impacter considérablement les justes valeurs de nos unités déclarantes.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, telles que l'IPR&D acquise dans le cadre de regroupements d'entreprises et certains noms commerciaux à durée de vie indéterminée, sont soumises à un test de dépréciation chaque année et chaque fois qu'il existe des indicateurs de dépréciation. Nous avons la possibilité d'évaluer la dépréciation des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en effectuant d'abord des évaluations qualitatives pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable que les justes valeurs des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée soient inférieures aux valeurs comptables. Si nous déterminons qu'il est plus probable qu'improbable qu'une immobilisation incorporelle à durée de vie indéterminée soit dépréciée, ou si nous choisissons de ne pas effectuer d'évaluation qualitative initiale, nous effectuons alors le test de dépréciation quantitative en comparant la juste valeur de l'immobilisation incorporelle à durée de vie indéterminée à sa valeur comptable. Si la valeur comptable dépasse la juste valeur de l'immobilisation incorporelle à durée de vie indéterminée, nous réduisons la valeur comptable à la juste valeur.

Nous examinons les valeurs comptables des actifs à long terme utilisés dans les opérations, autres que le fonds de commerce et les immobilisations incorporelles non amortis, pour détecter une dépréciation potentielle lorsque des événements ou une évolution de la situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. Lors de l'évaluation de la recouvrabilité, nous regroupons les actifs et les passifs au niveau le plus bas de sorte que les flux de trésorerie identifiables liés au groupe sont largement indépendants des flux de trésorerie des autres actifs et passifs. Nous comparons ensuite les valeurs comptables des actifs ou des groupes d'actifs aux flux de trésorerie futurs non actualisés estimés associés. Si un actif (ou un groupe d'actifs) n'est pas recouvrable, une charge de dépréciation est comptabilisée au montant du dépassement de la valeur comptable de l'actif (ou du groupe d'actifs) par rapport à sa juste valeur.

Les actifs à long terme sont classés comme détenus en vue de la vente lorsque certains critères sont satisfaits, y compris lorsque la direction s'est engagée à vendre l'actif, que l'actif est disponible à la vente dans son état actuel et que la vente est probable dans un délai d'un an à compter de la date du bilan. Les actifs détenus en vue de la vente ne sont plus amortis et sont déclarés à leur valeur comptable ou, si ce montant est plus bas, à leur juste valeur moins le coût de vente.

Voir les notes 4 et 5 pour plus d'informations sur les dépréciations du fonds de commerce et d'autres actifs à long terme comptabilisées dans les états financiers consolidés joints.

Investissements dans des titres de créance et de participation

Les investissements dans des titres de créance classés comme disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant déclarées dans les autres éléments du résultat global (ARG). Les investissements dans des titres de participation négociables sont classés comme autres actifs non courants et sont évalués à leur juste valeur, les plus-values et moins-values étant comptabilisées dans les autres (produits) charges net(te)s. Nous avons choisi d'appliquer l'évaluation alternative aux titres de participation en l'absence de justes valeurs facilement déterminables. Ainsi, nos titres de participation non négociables sont évalués au coût diminué de toute dépréciation, et sont ajustés pour tenir compte des variations de la juste valeur résultant de transactions observables portant sur des investissements identiques ou similaires du même émetteur. Les plus-values et moins-values sur les titres de participation non négociables sont également comptabilisés dans les autres charges (produits), net(te)s. Les participations minoritaires en actions ordinaires ou titres équivalents sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence si nous avons la capacité d'exercer une influence significative sur les politiques opérationnelles et financières de l'investisseur. Nous examinons nos investissements dans des titres de créance et de participation afin de détecter toute dépréciation et ajustons les investissements dépréciés à leur juste valeur dans le résultat, si nécessaire.

Impôts

Des impôts différés sont comptabilisés pour tenir compte de l'incidence fiscale future des écarts temporaires entre rapports financiers et les

déclarations fiscales sur la base des lois fiscales promulguées et des taux d'imposition applicables. Nous conservons des provisions pour dépréciation à moins qu'il ne soit plus probable qu'improbable que l'actif d'impôt différé soit réalisé. En ce qui concerne les positions fiscales incertaines, nous déterminons s'il est plus probable qu'improbable que la position soit maintenue après examen des qualités techniques de la position. Toute position fiscale qui atteint le seuil de comptabilisation plus probable qu'improbable est évaluée et comptabilisée dans les états financiers consolidés au montant le plus élevé de bénéfice qui est supérieur à 50 % susceptible d'être réalisé lors du règlement final. Le passif relatif à des positions fiscales incertaines est classé comme courant dans les bilans consolidés dans la mesure où nous prévoyons d'effectuer un paiement dans un délai d'un an. Les intérêts et pénalités associés aux impôts sont classés dans le poste des charges (produits) d'impôt dans les comptes de résultat consolidés.

Conversion en devises étrangères

Les ajustements de conversion cumulés (CTA) liés aux opérations étrangères sont inclus dans les autres éléments du résultat global (ARG). Pour les opérations étrangères dans des économies hautement inflationnistes, les gains et pertes de change sont inclus dans les autres charges (produits), net(te)s, et n'étaient pas significatifs en 2023, 2022 et 2021.

Dérivés et activités de couverture

Les instruments dérivés sont comptabilisés en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur dans les bilans consolidés et sont classés comme à court terme ou à long terme en fonction de l'échéance prévue de l'instrument. Nous désignons certains de nos dérivés et de nos dettes libellées en devises étrangères comme instruments de couverture dans les couvertures de flux de trésorerie, de juste valeur ou d'investissement net.

Pour chaque instrument dérivé qui est désigné et efficace comme couverture de flux de trésorerie, le gain ou la perte sur l'instrument dérivé est comptabilisé dans les ARG puis comptabilisé en résultat en accord avec l'élément couvert sous-jacent. Les primes d'option ou les primes nettes payées sont comptabilisées initialement en tant qu'actifs et reclassées en ARG pendant la durée de vie de l'option, puis comptabilisées dans les bénéfices correspondant à l'élément couvert sous-jacent. Les couvertures de flux de trésorerie sont classées en coût des ventes et charges d'intérêts, nettes, et sont liées principalement, respectivement, aux ventes intra-groupe prévues libellées en devises étrangères et aux paiements d'intérêts prévus sur les émissions anticipées de dette.

Pour chaque instrument dérivé désigné et efficace comme couverture de juste valeur, le gain ou la perte sur l'instrument dérivé est comptabilisé immédiatement au bénéfice, et compense les variations de juste valeur attribuables à un risque particulier, tel que les variations des taux d'intérêt, de l'élément couvert, qui sont également comptabilisées dans les bénéfices.

Nous avons désigné certaines de nos obligations de premier rang libellés en euros comme couvertures de notre investissement net dans nos opérations européennes et, par conséquent, les ajustements de taux au comptant sur l'encours des dettes sont enregistrés comme éléments de l'ARGC.

Pour les instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme couvertures, la variation de la juste valeur est enregistrée directement dans les autres (produits) charges net(te)s.

S'il est déterminé qu'un instrument de couverture dérivé ou non dérivé n'est plus hautement efficace en tant que couverture, nous interrompons la comptabilité de couverture de manière prospective. Les gains ou pertes liés à la résiliation des couvertures de flux de trésorerie effectives continuent généralement à être reportés et sont comptabilisés conformément à la comptabilisation des pertes ou des revenus des éléments couverts sous-jacents. Toutefois, s'il est probable que les transactions couvertes prévues ne se produiront pas, les gains ou pertes seront immédiatement reclassés dans les autres éléments du résultat global cumulés (ARGC) en résultat. Si nous résilions une couverture de juste valeur, un montant égal à l'ajustement cumulé de la juste valeur de l'élément couvert à la date de résiliation est amorti au bénéfice sur la durée restante de l'élément couvert. Si nous supprimons une désignation de couverture d'investissement nette, tout gain ou perte comptabilisé dans l'ARGC n'est pas reclassé en résultat tant que nous ne vendons, ne liquidons ou ne déconsolidons pas les investissements étrangers qui étaient couverts.

Les flux de trésorerie liés au règlement d'instruments dérivés désignés comme couvertures d'investissement nettes d'opérations étrangères sont classés dans le tableau des flux de trésorerie consolidé dans les activités d'investissement. Les flux de trésorerie pour tous les autres dérivés, y

compris ceux qui ne sont pas désignés comme couverture, sont classés dans le même poste que les flux de trésorerie de l'élément couvert associé, qui se trouve généralement dans les activités d'exploitation.

Nouvelles normes comptables

Normes comptables publiées récemment mais pas encore adoptées

En novembre 2023, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié l'Accounting Standards Update (ASU) 2023-07, Segment Reporting (Topic 280): Improvements to Reportable Segment Disclosures, qui impose la fourniture d'informations détaillées sur les charges des segments en fin d'année et en cours d'année. Cette norme s'applique à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et pour des périodes intermédiaires commençant en 2025. Nous évaluons actuellement l'impact de cette norme sur nos états financiers consolidés.

En décembre 2023, le FASB a publié l'ASU 2023-09, Income Taxes (Topic 740): Improvement to Income Tax Disclosures, qui impose (1) la déclaration de catégories spécifiques dans le rapprochement des taux et (2) la fourniture d'informations supplémentaires pour le rapprochement des éléments atteignant un seuil quantitatif. En outre, la mise à jour impose la fourniture de certaines informations ventilées sur les impôts payés, le produit provenant des activités poursuivies avant la charge (le produit) d'impôt et la charge (le produit) d'impôt. La norme s'applique à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Nous évaluons actuellement l'impact de cette norme sur nos états financiers consolidés.

En juin 2022, le FASB a publié l'ASU 2022-03, Fair Value Measurement (Topic 820): Fair Value Measurement of Equity Securities Subject to Contractual Sales Restrictions, qui (1) clarifie les directives au Sujet 820 sur l'évaluation de la juste valeur d'un titre de participation soumis à des restrictions contractuelles qui interdisent la vente d'un titre de participation et (2) exige des déclarations spécifiques concernant ce titre de participation. La norme s'applique à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et pour des périodes intermédiaires commençant en 2025. L'impact de l'adoption de cette Mise à jour des normes comptables ne devrait pas avoir d'effet significatif sur nos états financiers consolidés.

Annonces récentes en matière comptable

Au 1er janvier 2022, nous avons adopté l'ASU 2021-05, Leases (Topic 842), qui exige qu'un bailleur classe un bail avec des loyers variables (qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux) comme bail d'exploitation si (1) le bail aurait été classé comme bail de type vente ou bail de location-financement, et (2) le bailleur aurait comptabilisé une perte de vente au début du bail. Ces changements visent à éviter de comptabiliser une perte au premier jour pour un bail avec des loyers variables, même si le bailleur s'attend à ce que l'accord soit rentable dans l'ensemble. L'impact de l'adoption de cette Mise à jour des normes comptables n'a pas eu d'impact significatif sur nos états financiers consolidés.

Au quatrième trimestre 2021, nous avons adopté l'ASU 2021-08, Business Combinations - Accounting for Contract Assets and Contract Liabilities from Contracts with Customers. Cette mise à jour des normes comptables impose à une entité de comptabiliser et d'évaluer les actifs et passifs contractuels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises conformément au Sujet 606 (Chiffre d'affaires provenant des contrats avec les clients). Cette mise à jour des normes comptables devrait réduire la diversité des pratiques et augmenter la comparabilité à la fois pour la comptabilisation et l'évaluation des contrats avec des clients acquis à partir de la date d'un regroupement d'entreprises. Conformément à cette mise à jour des normes comptables, nous avons comptabilisé des passifs contractuels d'un montant de 142 millions USD dans le cadre de l'acquisition de Hillrom en décembre 2021. Nous n'avons pas acquis d'actifs ou de passifs contractuels dans le cadre d'autres acquisitions réalisées depuis l'adoption de cette mise à jour des normes comptables.

NOTE 2
ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 29 septembre 2023, nous avons vendu notre division BPS à Advent International et Warburg Pincus (collectivement, les acheteurs). Aux termes du contrat d'achat d'actions associé conclu avec les acheteurs en mai 2023, nous avions droit à une contrepartie cumulée de 4,25 milliards USD, sous réserve d'ajustement pour les éléments spécifiés. Après avoir donné effet à ces ajustements, nous avons reçu un produit en espèces de 3,96 milliards USD. Nous avons constaté une plus-value avant impôts sur la vente de 2,88 milliards USD (2,59 milliards USD nets

d’impôts), qui représente l’excédent de (a) 3,91 milliards USD de contrepartie nette reçue, correspondant à (i) 3,96 milliards USD de produit en espèces reçu des acheteurs, moins (ii) 47 millions USD de coûts de transaction, sur (b) la somme de (i) la valeur comptable nette de 840 millions USD de la division BPS à la clôture de la transaction et (ii) le déficit de 181 millions USD de BPS comptabilisé dans les autres éléments du résultat global, qui a été reclassé en résultat.

La division BPS, qui était déclarée par le passé au sein de notre ancien segment Amériques, fournissait des services de fabrication et de développement en sous-traitance, notamment des services de fabrication remplissage-finition stérile dans des applications cliniques et commerciales, servant principalement les clients de l’industrie pharmaceutique. BPS était exploitée par le passé par l’intermédiaire de nos anciennes filiales en propriété exclusive Baxter Pharmaceutical Solutions LLC, une société à responsabilité limitée du Delaware, et Baxter Oncology GmbH, une société à responsabilité limitée allemande (collectivement, les entités cédées).

Nous avons conclu que notre division BPS répondait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente en mai 2023. Une unité d’une entité est déclarée dans les activités abandonnées une fois qu’elle répond aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente si la cession représente un changement stratégique qui a (ou aura) une incidence importante sur les opérations et les résultats financiers de l’entité. Nous avons analysé les facteurs quantitatifs et qualitatifs pertinents pour la cession de notre division BPS, y compris son importance pour notre résultat net par action, et nous avons déterminé que ces conditions de présentation dans les activités abandonnées avaient été remplies. Par conséquent, la situation financière, les résultats d’exploitation et les flux de trésorerie de cette division, y compris notre plus-value sur la cession de cette division et le produit en espèces connexe reçu, sont déclarés en tant qu’activités abandonnées dans les états financiers consolidés joints. Les montants de la période précédente ont été ajustés pour refléter la présentation dans les activités abandonnées.

À la clôture de la transaction, Baxter Pharmaceutical Solutions LLC incluait une usine de fabrication BPS à Bloomington dans l’Indiana et Baxter Oncology GmbH incluait une usine de fabrication à Halle en Allemagne. Auparavant, Baxter Oncology GmbH incluait un autre site de fabrication à Bielefeld en Allemagne qui ne faisait pas partie de la division BPS et qui a été transféré à une autre entité Baxter avant la clôture de la cession. Par conséquent, les montants liés au site de Bielefeld continuent d’être présentés dans les activités abandonnées dans les états financiers consolidés joints.

À la clôture de la transaction, Baxter a conclu un Contrat de services de transition (Transition Services Agreement, TSA) et un Contrat-cadre de fabrication et d’approvisionnement (Master Commercial Manufacturing and Supply Agreement, MSA) avec les entités cédées. Conformément au TSA, Baxter et les entités cédées se fourniront des services de transition spécifiques jusqu’à 24 mois après la clôture de la transaction pour assurer la continuité des activités et limiter les perturbations. Les services à fournir en vertu du TSA comprennent des services financiers, informatiques, de ressources humaines, de chaîne d’approvisionnement intégrée et certains autres services administratifs.
En vertu du MSA, les entités cédées fourniront des services de développement, de fabrication, réglementaires et autres services connexes pour certains produits pharmaceutiques Baxter jusqu’à 5 ans après la clôture de la transaction (avec certains droits de prolongation prévus au contrat).

Résultats des activités abandonnées et actifs et passifs des activités abandonnées

Le tableau suivant résume les principales catégories de postes figurant dans le résultat des activités abandonnées, net d'impôt, pour les exercices clos les 31 décembre 2023, 2022 et 2021 :

(en millions)	2023	2022	2021
Chiffre d'affaires net	$ 469	$ 607	$ 638
Coût des ventes	216	276	253
Marge brute	253	331	385
Frais de vente, généraux et administratifs	45	28	22
Frais de recherche et développement	1	3	3
Charges d'intérêts, nettes	(1)	—	(1)
Autres charges (produits), net(te)s	1	3	—
Revenus des activités abandonnées avant plus-value sur cession et impôts	207	297	361
Plus-value sur cession	2 882	—	—
Charge d'impôt	357	64	99
Revenus des activités abandonnées, net d'impôt	$ 2 732	$ 233	$ 262

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022, les dépenses SG&A comprennent respectivement 17 millions USD et 5 millions USD de coûts liés à la scission, engagés dans le cadre de la cession de BPS.

Le tableau suivant résume les valeurs comptables des principales catégories d'actifs et de passifs classées comme activités abandonnées dans les bilans consolidés au 31 décembre 2022 :

au 31 décembre (en millions)	2022
Comptes clients, nets de provisions	$ 88
Stocks	39
Charges prépayées et autres actifs courants	59
Immobilisations corporelles, nettes	284
Fonds de commerce	391
Actifs représentatifs du droit d'utilisation de location-exploitation	9
Autres actifs non courants	2
Actifs des activités abandonnées	$ 872
Comptes fournisseurs	$ 29
Charges à payer et autres passifs courants	32
Dettes locatives d'exploitation	9
Autres passifs non courants	111
Passifs des activités abandonnées	$ 181

NOTE 3
ACQUISITIONS ET AUTRES ARRANGEMENTS

Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus dans nos résultats d'exploitation à compter des dates d'acquisition respectives. Le prix d'achat de chaque acquisition est affecté aux actifs nets acquis sur la base des estimations de leur juste valeur (ou d'un autre indicateur requis par les PCGR des États-Unis) à la date de l'acquisition. Tout prix d'achat supérieur à ces actifs nets est comptabilisé dans le fonds de commerce.

La contrepartie conditionnelle liée aux regroupements d'entreprises est comptabilisée à sa juste valeur estimée à la date d'acquisition. Les

modifications ultérieures de la juste valeur de ces accords de contrepartie conditionnelle sont comptabilisées en résultat. Les contreparties conditionnelles liées aux acquisitions d'entreprises peuvent consister en des paiements d'étapes de développement, réglementaires et commerciales, et des paiements basés sur les ventes ou les bénéfices, et sont évaluées à l'aide de méthodes d'actualisation des flux de trésorerie. La juste valeur des paiements d'étapes de développement, réglementaires et commerciales reflète les attentes de la direction quant à la probabilité de paiement, et augmente ou diminue à mesure que la probabilité de paiement ou les prévisions de date ou de montant des paiements changent. La juste valeur des paiements basés sur les ventes est basée sur des estimations de revenus futurs pondérées en fonction de la probabilité et augmente ou diminue à mesure que les estimations de revenus ou les prévisions de date ou de montant des paiements changent.

Hillrom

Le 13 décembre 2021, nous avons finalisé l'acquisition de toutes les actions en circulation de Hillrom pour un prix d'achat de 10,48 milliards USD. En tenant compte de l'hypothèse d'un encours d'obligations de Hillrom, la valeur d'entreprise de l'opération s'élevait à environ 12,84 milliards USD. Aux termes de l'accord de l'opération, les actionnaires de Hillrom ont reçu 156,00 USD en espèces pour chaque action ordinaire Hillrom en circulation.

Hillrom est un leader mondial des technologies médicales dont les produits et services permettent un diagnostic et un traitement plus précoces, optimisent l'efficacité chirurgicale et accélèrent la récupération des patients tout en simplifiant la communication clinique et en déplaçant les soins à domicile. Hillrom a rendu ces résultats possibles grâce à des solutions de soins numériques et connectés et à des outils de collaboration, notamment des systèmes de lit intelligent, des technologies de surveillance et de diagnostic des patients, des appareils de santé respiratoire et des équipements avancés pour l'espace chirurgical, fournissant des informations exploitables en temps réel sur le lieu des soins.

Le tableau ci-dessous résume la juste valeur de la contrepartie totale payée :

(en millions)		
Contrepartie en espèces versée aux actionnaires de Hillrom[(a)]	$	10 474
Juste valeur des attributions d'actions émises aux détenteurs d'attribution d'actions Hillrom[(b)]		2
Contrepartie totale	$	10 476

[(a)] Représente une contrepartie en espèces transférée de 156,00 USD par action ordinaire Hillrom en circulation aux actionnaires et détenteurs existants d'attributions d'actions acquises au closing conformément à leurs conditions initiales.

[(b)] Représente la portion de service avant acquisition de la juste valeur de 668 000 actions restreintes de remplacement émises au profit des détenteurs d'actions Hillrom au closing.

L’évaluation des actifs acquis et des passifs assumés a été finalisée au cours du quatrième trimestre 2022. Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs des actifs acquis et des passifs assumés à la date d’acquisition :

(en millions)		
Actifs acquis et passifs repris		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	$	399
Comptes clients		561
Stocks		559
Charges prépayées et autres actifs courants		49
Immobilisations corporelles		506
Fonds de commerce		6 834
Autres immobilisations incorporelles		6 029
Actifs représentatifs du droit d’utilisation de location-exploitation		74
Autres actifs non courants		133
Dette à court terme		(250)
Comptes fournisseurs		(140)
Charges à payer et autres passifs courants		(578)
Dettes à long terme et obligations de location-financement		(2 118)
Dettes locatives d’exploitation		(57)
Autres passifs non courants		(1 525)
Total des actifs acquis et passifs repris	$	10 476

Au quatrième trimestre 2022, nous avons finalisé notre évaluation des actifs acquis et des passifs repris à la date d’acquisition. Les ajustements de la période d’évaluation enregistrés en 2022 ont affecté principalement les comptes clients, les immobilisations corporelles, les autres immobilisations incorporelles, les charges à payer et autres passifs courants et les passifs d’impôts différés. Individuellement, les ajustements de la période d’évaluation n’étaient pas significatifs et au total, ils ont augmenté le fonds de commerce de 49 millions USD. Les ajustements de la période d’évaluation n’ont pas eu d’impact significatif sur nos résultats d’exploitation. Nous avons affecté 804 millions USD de la contrepartie totale à la technologie développée avec une durée de vie utile moyenne pondérée de 5 ans, 1,91 milliard USD aux noms commerciaux avec une durée de vie utile indéfinie, 62 millions USD aux noms commerciaux avec une durée de vie utile moyenne pondérée de 7 ans, 3,19 milliards USD aux relations clients avec une durée de vie utile moyenne pondérée de 15 ans et 30 millions USD à l’IPR&D qui est considérée comme une immobilisation incorporelle à durée de vie indéfinie. Les justes valeurs des immobilisations incorporelles ont été déterminées selon la méthode par les résultats. Nous avons utilisé un taux d’actualisation de 8,5 % pour évaluer la technologie développée, les noms commerciaux et les relations clients et de 9,0 % pour évaluer l’IPR&D. Nous considérons la juste valeur des immobilisations incorporelles comme des indicateurs de niveau 3 en raison des estimations et hypothèses significatives utilisées par la direction pour établir la juste valeur estimée. Nous avons également comptabilisé 1,33 milliard USD de passifs d’impôts différés en lien avec l’acquisition.

Le fonds de commerce, qui n’est pas déductible du résultat imposable, comprend la valeur d’une main-d’œuvre assemblée ainsi que les avantages stratégiques globaux fournis à notre portefeuille de produits et est inclus dans le segment Systèmes et technologies de santé.

Voir la Note 5 pour plus d’informations sur les dépréciations comptabilisées au deuxième semestre 2022 liées au fonds de commerce et à certaines immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l’acquisition de Hillrom.

Les résultats d’exploitation de l’entreprise acquise ont été inclus dans notre compte de résultat consolidé depuis la date d’acquisition de l’entreprise. L’acquisition de Hillrom a contribué au chiffre d’affaires net à hauteur de 212 millions USD et au déficit avant impôts à hauteur de 96 millions USD pour l’exercice clos le 31 décembre 2021. Les facteurs importants du déficit avant impôts de l’entreprise acquise en 2021, qui reflète la période allant de la date d’acquisition du 13 décembre 2021 jusqu’à la fin de l’exercice, comprenaient les frais d’amortissement des immobilisations incorporelles, le coût marginal des ventes provenant d’augmentations de la juste valeur des stocks acquis, les frais liés à l’acquisition et les charges d’intérêts sur les emprunts utilisés pour financer l’acquisition.

Pour l’exercice clos le 31 décembre 2023, nous avons engagé 19 millions USD de coûts liés à l’intégration de Hillrom. Pendant l’exercice clos le 31 décembre 2022, nous avons engagé 93 millions USD de frais liés à l’intégration et 159 millions USD de coût marginal des ventes provenant des augmentations de la juste valeur sur le stock Hillrom acquis qui a été vendu en 2022.

En 2022, nous avons également engagé des frais de restructuration de 85 millions USD en lien avec notre intégration de Hillrom. Voir la Note 12 pour des informations complémentaires sur nos activités de restructuration. Pendant l'exercice clos le 31 décembre 2021, nous avons engagé 139 millions USD de frais liés à l'acquisition et à l'intégration, 48 millions USD de frais de facilité de crédit-relais et autres frais de financement pré-acquisition et 42 millions USD de coût marginal des ventes provenant des augmentations de la juste valeur sur le stock Hillrom acquis qui a été vendu en 2021. Voir la Note 6 pour plus d'informations sur les accords de financement liés à l'acquisition de Hillrom.

Le tableau ci-dessous présente les résultats pro forma combinés non vérifiés de Baxter et Hillrom pour l'exercice clos les 31 décembre 2021 comme si l'acquisition de Hillrom avait eu lieu le 1er janvier 2020 :

exercice clos le 31 décembre (en millions)		2021
Chiffre d'affaires net	$	15 574
Revenus net attribuable aux actionnaires de Baxter		962

L'acquisition a été comptabilisée dans les informations financières combinées pro forma non vérifiées en utilisant la méthode comptable de l'acquisition avec Baxter en tant qu'acquéreur. Afin de refléter la survenance de l'acquisition comme si elle avait eu lieu le 1er janvier 2020, les informations financières combinées pro forma non vérifiées comprennent des ajustements pour refléter la charge supplémentaire de dépréciation et d'amortissement basée sur les justes valeurs préliminaires actuelles des actifs corporels et incorporels identifiables acquis, les charges d'intérêts supplémentaires associés à l'émission de dette pour financer l'acquisition, les charges non récurrentes directement attribuables à l'acquisition et l'incidence fiscale des ajustements pro forma. Les informations financières combinées pro forma non vérifiées ne sont pas nécessairement indicatives de ce que les résultats d'exploitation consolidés auraient été si l'acquisition avait été finalisée le 1er janvier 2020. En outre, les informations financières combinées pro forma non vérifiées ne sont pas une projection des résultats futurs des opérations de la société combinée et ne reflètent pas la réalisation prévue de synergies ou d'économies de coûts potentielles associées à l'acquisition.

PerClot

Le 29 juillet 2021, nous avons acquis certains actifs liés au système hémostatique à base de polysaccharides PerClot (PerClot), y compris les droits de distribution aux États-Unis et dans des territoires spécifiés en dehors des États-Unis, auprès de CryoLife, Inc. pour un prix d'achat initial de 25 millions USD et la possibilité d'une contrepartie en espèces supplémentaire allant jusqu'à 36 millions USD, qui avait une juste valeur à la date d'acquisition de 28 millions USD, à l'atteinte d'étapes réglementaires et commerciales. PerClot est une poudre hémostatique résorbable indiquée pour une utilisation dans les interventions chirurgicales, y compris les chirurgies cardiaques, vasculaires, orthopédiques, rachidiennes, neurologiques, gynécologiques, ORL et traumatologiques comme adjuvant hémostatique lorsque le contrôle des saignements des vaisseaux capillaires, veineux ou artériolaires par pression, ligature et autres moyens conventionnels est inefficace ou peu pratique. PerClot est autorisé pour la distribution dans l'Union européenne et sur d'autres marchés et a fait l'objet d'une demande d'autorisation préalable à la mise sur le marché pour une distribution aux États-Unis au quatrième trimestre 2021, puis a obtenu une autorisation de mise sur le marché en mai 2023. Nous avons conclu que les actifs acquis répondaient à la définition d'une entreprise et avons comptabilisé l'opération en tant que regroupement d'entreprises en utilisant la méthode comptable de l'acquisition. Les justes valeurs des paiements potentiels de contrepartie conditionnelle ont été estimées en appliquant des modèles de paiements attendus pondérés en fonction de la probabilité et sont des indicateurs de juste valeur de niveau 3 en raison des estimations et hypothèses significatives utilisées par la direction pour établir les justes valeurs estimées.

Le tableau ci-dessous résume la juste valeur de la contrepartie transférée :

(en millions)		
Trésorerie	$	25
Contrepartie conditionnelle		28
Contrepartie totale	$	53

Le tableau suivant résume la juste valeur des actifs acquis à la date d'acquisition :

(en millions)

Actifs acquis		
Fonds de commerce	$	4
Autres immobilisations incorporelles		49
Total des actifs acquis	$	53

Les résultats d'exploitation de l'entreprise acquise ont été inclus dans notre compte de résultat consolidé depuis la date d'acquisition de l'entreprise et n'étaient pas significatifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Nous avons affecté 39 millions USD de la contrepartie totale à un actif IPR&D ayant une durée de vie utile indéfinie, 9 millions USD aux droits approuvés sur le produit développé PerClot ayant une durée de vie utile estimée à 10 ans et 1 million USD aux relations clients ayant une durée de vie utile estimée à 10 ans. Les justes valeurs des immobilisations incorporelles ont été déterminées selon la méthode par les résultats Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les immobilisations incorporelles étaient de 18,7 % pour IPR&D, 16,0 % pour les droits sur les produits développés et 15,0 % pour les relations clients. Nous considérons que les justes valeurs des immobilisations incorporelles sont des indicateurs de niveau 3 en raison des estimations et hypothèses significatives utilisées par la direction pour établir les justes valeurs estimées.

Le fonds de commerce déductible du résultat imposable comprend la valeur des avantages stratégiques globaux fournis à notre portefeuille de produits hémostatiques et scellants chirurgicaux, et est inclus dans le segment Produits et traitements médicaux.

Transderm Scop

Le 31 mars 2021, nous avons acquis les droits sur Transderm Scop (TDS) pour les États-Unis et des territoires spécifiés en dehors des États-Unis auprès de filiales de GlaxoSmithKline pour un prix d'achat initial de 60 millions USD, y compris le coût des stocks acquis, et la possibilité d'une contrepartie en espèces supplémentaire de 30 millions USD, qui avait une juste valeur à la date d'acquisition de 24 millions USD, en cas d'obtention de l'approbation réglementaire d'un nouveau fabricant sous contrat à une date spécifiée. Nous vendions précédemment ce produit sous licence de distribution sur le marché institutionnel américain. TDS est indiqué pour les nausées et vomissements postopératoires aux États-Unis et le mal des transports sur les marchés européens. Nous avons conclu que les actifs acquis répondaient à la définition d'une entreprise et avons comptabilisé l'opération en tant que regroupement d'entreprises en utilisant la méthode comptable de l'acquisition. La juste valeur des paiements potentiels de contrepartie conditionnelle a été estimée en appliquant un modèle de paiements attendus pondérés en fonction de la probabilité et est un indicateur de juste valeur de niveau 3 en raison des estimations et hypothèses significatives utilisées par la direction pour établir la juste valeur estimée.

Le tableau ci-dessous résume la juste valeur de la contrepartie transférée :

(en millions)

Trésorerie	$	60
Contrepartie conditionnelle		24
Contrepartie totale	$	84

Le tableau suivant résume la juste valeur des actifs acquis à la date d'acquisition :

(en millions)

Actifs acquis		
Stocks	$	16
Fonds de commerce		1
Autres immobilisations incorporelles		67
Total des actifs acquis	$	84

Les résultats d'exploitation de l'entreprise acquise ont été inclus dans notre compte de résultat consolidé depuis la date d'acquisition de l'entreprise et n'étaient pas significatifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Nous avons affecté 64 millions USD de la contrepartie totale aux droits sur le produit développé TDS ayant une durée de vie utile estimée à 9 ans et 3 millions USD aux relations clients ayant une durée de vie utile estimée à 7 ans. Les justes valeurs des immobilisations incorporelles ont été déterminées selon la méthode par les résultats. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les immobilisations incorporelles étaient de 22,5 % pour les droits sur les produits développés et de 15,5 % pour les relations clients. Nous considérons que les justes valeurs des immobilisations incorporelles sont des indicateurs de niveau 3 en raison des estimations et hypothèses significatives utilisées par la direction pour établir les justes valeurs estimées.

Autres

La contrepartie totale transférée pour d'autres acquisitions s'élevait à 32 millions USD en 2022 et 21 millions USD en 2021, et a entraîné principalement la comptabilisation du fonds de commerce et d'autres immobilisations incorporelles. Ces acquisitions n'ont pas eu d'impact significatif sur nos résultats d'exploitation.

À l'exclusion de Hillrom, nous n'avons pas présenté d'informations financières pro forma pour les acquisitions de 2023, 2022 ou 2021, car leurs résultats ne sont pas significatifs pour nos états financiers consolidés.

Autres activités de développement commercial

Zosyn

En mars 2022, nous avons conclu un accord avec une filiale de Pfizer Inc. pour acquérir les droits sur Zosyn, un prémélange congelé de pipéracilline-tazobactam, aux États-Unis et au Canada. Zosyn est utilisé pour le traitement des infections intra-abdominales, de la pneumonie nosocomiale, des infections de la peau et de la structure cutanée, des infections pelviennes féminines et de la pneumonie communautaire. Aux termes de l'acquisition, nous avons payé le prix d'acquisition de 122 millions USD et avons reçu la propriété intellectuelle spécifiée, y compris les droits liés au brevet, au premier trimestre 2022, et nous avons reçu la propriété intellectuelle supplémentaire, y compris les droits liés au produit Zosyn, au premier trimestre 2023. En vertu de cet accord, nous avons reçu une participation aux bénéfices des ventes de Zosyn jusqu'au transfert des droits liés au produit en avril 2023. Les paiements de participation aux bénéfices qui ont été reçus en 2023 et 2022 n'étaient pas significatifs.

L'opération a été comptabilisée comme une acquisition d'actifs, étant donné que la quasi-totalité de la juste valeur des actifs acquis en vertu de l'accord était concentrée dans les droits sur les produits que nous avons reçus, que nous classons comme une immobilisation incorporelle de technologie développée. Par conséquent, le prix d'achat de 122 millions USD a été affecté principalement à la catégorie des immobilisations incorporelles de technologie développée et est amorti sur une durée de vie utile estimée à 9 ans.

Celerity Pharmaceuticals, LLC

En septembre 2013, nous avons conclu un accord avec Celerity Pharmaceuticals, LLC (Celerity) pour développer certains produits génériques injectables prémélangés et oncolytiques pour soins intensifs, sur la base d'un agrément réglementaire. Nous avons transféré nos droits sur ces produits à Celerity et Celerity a assumé la propriété et la responsabilité du développement des produits. Nous étions tenus d'acheter les droits sur les produits individuels auprès de Celerity si les produits obtenaient l'agrément réglementaire. En décembre 2020, nous avons conclu un accord avec un tiers pour céder nos droits sur l'un des produits développés par Celerity, une version générique de la doxorubicine liposomale, pour moins d'1 million USD si ce produit obtenait un agrément réglementaire aux États-Unis et dans l'Union européenne en 2022. La doxorubicine liposomale est un médicament de chimiothérapie utilisé pour traiter différents types de cancer et nous avons conclu cet accord pour céder nos droits sur cette version générique de ce produit après avoir conclu un accord distinct pour acquérir la version de marque.

Les agréments réglementaires associés ont ensuite été obtenus pour la version générique de la doxorubicine liposomale et nous avons constaté une perte d'environ 54 millions USD au troisième trimestre 2022, représentant la différence entre le montant que nous devions à Celerity suite à ces agréments réglementaires et le produit auquel nous avions en droit en contrepartie de notre cession de ces droits sur les produits. Cette perte est comptabilisée dans les autres charges (produits) d'exploitation, net(te)s dans notre compte de résultat consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Caelyx et Doxil

Le 17 février 2021, nous avons acquis les droits sur Caelyx et Doxil, les noms commerciaux de la doxorubicine liposomale, auprès d'une filiale

de Johnson & Johnson pour des territoires spécifiés en dehors des États-Unis. Nous avions acquis précédemment les droits américains sur ce produit en 2019. La doxorubicine liposomale est un médicament de chimiothérapie utilisé pour traiter différents types de cancer. L'opération a été comptabilisée comme une acquisition d'actifs, étant donné que la quasi-totalité de la juste valeur des actifs bruts acquis était concentrée dans l'immobilisation incorporelle de la technologie développée. Le prix d'achat de 325 millions USD a été affecté aux actifs acquis, qui comprenaient une immobilisation incorporelle de technologie développée avec une durée de vie utile estimée à 9 ans de 314 millions USD, et une immobilisation incorporelle de relations clients de 11 millions USD avec une durée de vie utile estimée à 8 ans. Le chiffre d'affaires net lié à cette acquisition a atteint 108 millions USD pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Autres acquisitions d'actifs

En 2021, nous avons également conclu des contrats de licence de distribution pour plusieurs produits qui n'ont pas encore obtenu d'agrément réglementaire pour des paiements initiaux en espèces de 3 millions USD. Le paiement en espèces a été traité comme une dépense de R&D dans notre compte de résultat consolidé. Nous pourrions effectuer des paiements supplémentaires allant jusqu'à 32 millions USD à l'atteinte de certaines étapes de développement, réglementaires ou commerciales.

Autres

Outre les accords susmentionnés, nous avons conclu plusieurs autres contrats de collaboration. Nous pourrions effectuer des paiements supplémentaires allant jusqu'à 19 millions USD à l'atteinte de certaines étapes de développement et réglementaires, en plus des paiements futurs liés aux étapes de commercialisation conditionnelles, à la participation aux bénéfices et aux redevances.

NOTE 4
INFORMATIONS FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Provision pour créances douteuses

Le tableau ci-dessous présente un résumé des variations de notre provision pour créances douteuses pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022.

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Solde au début de la période	$ 114	$ 122	$ 125
Acquisitions	—	—	13
Passé en charges	16	7	(2)
Radiations	(9)	(7)	(5)
Ajustements de conversion de devise	8	(8)	(9)
Solde à la fin de la période	$ 129	$ 114	$ 122

Stocks

au 31 décembre (en millions)	2023	2022
Matières premières	$ 731	$ 698
En-cours de production	285	294
Produits finis	1 808	1 687
Stocks	$ 2 824	$ 2 679

Charges payées d'avance et autres actifs courants

au 31 décembre (en millions)	2023	2022
Taxe sur la valeur ajoutée payée d'avance	$ 190	$ 188
Impôts payés d'avance	211	185
Actifs contractuels	53	52
Actifs détenus en vue de la vente	—	50
Actifs dérivés	51	14
Autres	387	368
Charges prépayées et autres actifs courants	$ 892	$ 857

En septembre 2022, nous avons conclu un contrat avec un acquéreur pour la vente de notre siège social à Deerfield, Illinois, pour un montant de 52 millions USD, qui correspondait approximativement à sa valeur nette comptable. Les actifs connexes étaient alors classés comme détenus en vue de la vente et étaient présentés dans les charges payées d'avance et autres actifs courants dans le bilan consolidé au 31 décembre 2022 ci-joint. En 2023, le contrat a été résilié et l'immeuble a été retiré du marché. Nous avons actuellement l'intention de continuer à utiliser l'immeuble comme siège social dans un avenir proche, et les actifs connexes, qui sont devenus des actifs détenus pour être utilisés à la résiliation du contrat, sont présentés dans les biens, les immobilisations corporelles dans le bilan consolidé au 31 décembre 2023 joint.

Immobilisations corporelles, nettes

au 31 décembre (en millions)	2023	2022
Terrains et améliorations foncières	$ 149	$ 137
Bâtiments et améliorations locatives	1 791	1 757
Machines et équipements	6 693	6 364
Équipement en location auprès de clients	1 640	1 613
Construction en cours	950	909
Total des immobilisations corporelles, au coût	11 223	10 780
Dépréciation cumulée	(6 790)	(6 085)
Immobilisations corporelles, nettes	$ 4 433	$ 4 695

Les charges d'amortissement se sont élevées à 611 millions USD en 2023, 627 millions USD en 2022 et 592 millions USD en 2021.

Dépréciations d'immobilisations corporelles et de certains autres actifs à long terme

Nous examinons les valeurs comptables des actifs à long terme utilisés dans les opérations pour détecter une dépréciation potentielle lorsque des événements ou une évolution de la situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. Lors de l'évaluation de la recouvrabilité d'actifs à long terme autres que le fonds de commerce et les immobilisations incorporelles non amorties, nous regroupons les actifs et les passifs au niveau le plus bas de sorte que les flux de trésorerie identifiés liés au groupe sont largement indépendants des flux de trésorerie des autres actifs et passifs. Si la valeur comptable d'un groupe d'actifs est supérieure aux flux de trésorerie futurs non actualisés estimés associés, cette valeur comptable n'est pas considérée comme recouvrable. Dans ce cas, une charge de dépréciation est comptabilisée et correspond au montant par lequel la valeur comptable du groupe d'actifs dépasse sa juste valeur, le cas échéant. Cependant, la partie d'une dépréciation attribuée à un actif à long terme individuel au sein d'un groupe d'actifs ne peut pas réduire la valeur comptable de cet actif en dessous de sa juste valeur si sa juste valeur est déterminable sans coûts et efforts excessifs.

Dépréciation du site de fabrication d'Opelika, Alabama

Notre usine de fabrication à Opelika, en Alabama, était l'une des trois usines de production Baxter qui fabriquaient des dialyseurs utilisés dans les traitements par hémodialyse (HD). L'environnement concurrentiel a augmenté l'approvisionnement mondial de ces produits et, dans le cadre de nos initiatives de rationalisation de nos capacités de production et d'amélioration de notre rentabilité, nous avons décidé au deuxième trimestre 2023 de cesser la fabrication de dialyseurs dans l'usine d'Opelika vers la fin 2023.

Suite à notre décision de cesser la fabrication de dialyseurs dans cette usine, nous avons évalué, à l'aide de déclencheurs, la recouvrabilité de ses actifs à long terme, qui se composent d'un bâtiment et d'équipements de production, dont un équipement spécialisé utilisé dans la fabrication de dialyseurs. La valeur comptable de ce groupe d'actifs a dépassé les flux de trésorerie non actualisés prévisionnels, et nous avons comptabilisé une charge de dépréciation de 243 millions USD, classée dans le coût des ventes dans le compte de résultat consolidé joint, au cours du second trimestre 2023 pour réduire les valeurs comptables à leur juste valeur estimée.

Les justes valeurs du bâtiment et des équipements de production soumis à des tests de dépréciation au cours du deuxième trimestre 2023 ont été déterminées sur la base des prix de vente d'actifs comparables. Les hypothèses significatives utilisées pour déterminer les justes valeurs comprenaient l'identification d'actifs comparables représentatifs. Les justes valeurs de nos actifs à long terme sont classées au niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs, car elles impliquent des données non observables significatives.

Autres dépréciations d'actifs à long terme liés à la division HD

Au troisième trimestre 2023, nous avons terminé la mise en œuvre d'un nouveau modèle opérationnel visant à simplifier et rationaliser nos opérations et à améliorer l'alignement entre notre chaîne de fabrication et d'approvisionnement et nos activités commerciales. Nos segments ont été modifiés au troisième trimestre 2023 pour les aligner sur notre nouveau modèle opérationnel. Voir la Note 18, Information sectorielle, pour des informations complémentaires. Dans le cadre de cette modification des segments, nous avons identifié de nouvelles unités déclarantes aux fins des tests de dépréciation et avons déterminé la juste valeur de nos unités déclarantes pour réaffecter le fonds de commerce aux nouvelles unités déclarantes en fonction de leurs justes valeurs relatives et pour évaluer la dépréciation de ces unités déclarantes. Nous avons identifié la division HD au sein de notre segment Soins rénaux comme l'une des nouvelles unités déclarantes à ce moment-là. Sur la base de la juste valeur estimée de notre division HD, nous ne lui avons affecté aucun fonds de commerce, et nous avons déterminé qu'un événement déclencheur était présent pour examiner les valeurs comptables des actifs à long terme au sein de la division HD, qui comprennent quatre sites de production fabriquant principalement des produits HD, des équipements HD loués à des clients dans le cadre de contrats de location-exploitation et des immobilisations incorporelles de technologies développées, afin d'identifier une dépréciation potentielle. Dans le cadre de cette évaluation, nous avons déterminé que la valeur comptable du groupe d'actifs représenté par notre division HD, qui est le niveau le plus bas pour lequel les flux de trésorerie identifiables sont largement indépendants des autres actifs et passifs, dépassait ses flux de trésorerie non actualisés prévisionnels. Nous avons ensuite mesuré l'excédent de la valeur comptable de ce groupe d'actifs par rapport à sa juste valeur et affecté la dépréciation résultante à ses actifs à long terme, limitant les dépréciations des actifs individuels au sein du groupe à des montants qui n'entraîneraient pas la dépréciation de leurs valeurs comptables en dessous de leur juste valeur. En conséquence, nous avons comptabilisé 267 millions USD de charges de dépréciation d'actifs à long terme, comprenant (i) une charge de dépréciation de 190 millions USD liée à certains équipements de fabrication, des actifs représentatifs du droit d'utilisation de location-exploitation et des équipements HD loués aux clients et (ii) une charge de dépréciation de 77 millions USD liée à des immobilisations incorporelles de technologies développées. Les charges de dépréciation sont classées dans le coût des ventes dans le compte de résultat consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

La juste valeur du groupe d'actifs HD était basée sur un modèle de flux de trésorerie actualisés (approche par le résultat). Les hypothèses significatives utilisées pour déterminer sa juste valeur comprennent les flux de trésorerie prévisionnels, les taux d'actualisation et les taux de croissance perpétuelle. Le modèle de flux de trésorerie actualisés utilisé pour déterminer la juste valeur du groupe d'actifs HD au cours du troisième trimestre 2023 reflétait nos projections de flux de trésorerie les plus récentes, un taux d'actualisation de 8 % et un taux de croissance perpétuelle de 1,5 %. Nous avons également déterminé la juste valeur des actifs individuels au sein de ce groupe d'actifs pour nous assurer que l'affectation de la dépréciation du groupe d'actifs aux actifs à long terme au sein de ce groupe ne réduirait pas la valeur comptable de tout actif individuel en dessous de sa juste valeur. Les justes valeurs des bâtiments au sein de ce groupe d'actifs ont été déterminées avec la méthode du coût de remplacement. Les hypothèses significatives utilisées pour déterminer ces justes valeurs comprenaient les coûts de remplacement d'actifs du même âge et dans le même état. Les justes valeurs des équipements de production et des équipements HD loués aux clients au sein de ce groupe ont été déterminées sur la base des prix de vente d'actifs comparables. Les hypothèses significatives utilisées pour déterminer ces justes valeurs comprenaient l'identification d'actifs comparables représentatifs. La juste valeur de l'actif représentatif du droit d'utilisation au sein de ce groupe a été déterminée sur la base des loyers et des taux d'actualisation du marché. Les justes valeurs de nos actifs à long terme sont classées au niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs, car elles impliquent des données non observables significatives.

Autres actifs non courants

au 31 décembre (en millions)	2023	2022
Actifs d'impôts différés	$ 384	$ 280
Créances non courantes, nettes	67	89
Actifs contractuels	113	122
Coûts de mise en œuvre immobilisés dans les contrats d'hébergement	121	119
Retraite et autres prestations postérieures à l'emploi	129	123
Investissements	194	247
Autres	118	129
Autres actifs non courants	$ 1 126	$ 1 109

Charges à payer et autres passifs courants

au 31 décembre (en millions)	2023	2022
Dividendes d'actions ordinaires payables	$ 147	$ 146
Rémunération et retenues des employés	636	409
Impôts fonciers, taxes sur les salaires et certaines autres taxes	147	161
Passifs contractuels	148	154
Passifs de restructuration	110	100
Rabais dus	263	257
Dettes locatives d'exploitation	128	120
Impôts exigibles	268	91
Retraite et autres prestations postérieures à l'emploi	49	48
Paiements conditionnels liés aux acquisitions	3	34
Autres	695	650
Charges à payer et autres passifs courants	$ 2 594	$ 2 170

Autres passifs non courants

au 31 décembre (en millions)	2023	2022
Retraite et autres prestations postérieures à l'emploi	$ 919	$ 846
Passifs d'impôt différé	447	661
Passifs d'impôts à long terme	125	64
Paiements conditionnels liés aux acquisitions	11	50
Passifs contractuels	46	40
Provisions pour litiges et environnementales	22	20
Passifs de restructuration	18	7
Autres	149	160
Autres passifs non courants	$ 1 737	$ 1 848

Charges d'intérêts, nettes

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Charges d'intérêts	$ 527	$ 426	$ 217
Charges d'intérêts immobilisées	(15)	(11)	(10)
Charges d'intérêts	512	415	207
Produits d'intérêts	(70)	(20)	(14)
Charges d'intérêts, nettes	$ 442	$ 395	$ 193

Autres charges (produits), net(te)s

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Pertes (gains) de change, net(te)s	$ 52	$ 1	$ 17
Variation de la juste valeur des titres de participation négociables	(7)	(8)	7
Perte sur annulation de dette	—	—	5
Pertes (gains) au titre de la liquidation et de la réduction des pensions	1	(12)	2
Pertes (gains) au titre des pensions de retraite et autres prestations postérieures à l'emploi	(42)	(26)	8
Reclassement de la perte de conversion cumulée en résultat	—	65	—
Dépréciations de placements non négociables	52	—	—
Autres, nets	(5)	(8)	2
Autres charges (produits), net(te)s	$ 51	$ 12	$ 41

Suite à la réduction progressive de nos activités en Argentine, nous avons déterminé que les actifs nets des entités liées avaient été substantiellement liquidés au cours du troisième trimestre 2022. En conséquence de cette détermination, nous avons reclassé leur perte de conversion cumulée de 65 millions USD des autres éléments cumulés du résultat global en autres charges (revenus), net(te)s.

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

Activités d'investissement sans incidence sur la trésorerie

Les achats d'immobilisations corporelles inclus dans les comptes fournisseurs et les charges à payer au 31 décembre 2023, 2022 et 2021 s'élevaient respectivement à 80 millions USD, 91 millions USD et 79 millions USD.

Autres informations supplémentaires

exercice clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Intérêts payés, nets de la partie immobilisée	$ 484	$ 355	$ 145
Impôts payés	$ 262	$ 273	$ 182

NOTE 5
FONDS DE COMMERCE ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, NETS

Fonds de commerce

Voici un rapprochement du fonds de commerce par segment d'activité.

(en millions)	Amériques	EMEA	APAC	Produits et traitements médicaux	Systèmes et technologies de santé[1]	Produits pharmaceutiques	Soins rénaux	Total
31 décembre 2021	$ 2 099	$ 309	$ 224	$ —	$ 6 786	$ —	$ —	$ 9 418
Dépréciations	—	—	—	—	(2 812)	—	—	(2 812)
Ajustements de la période d'évaluation	—	—	—	—	49	—	—	49
Conversion de devise	(134)	(20)	(14)	—	(35)	—	—	(203)
31 décembre 2022	$ 1 965	$ 289	$ 210	$ —	$ 3 988	$ —	$ —	$ 6 452
Conversion de devise et autres	(27)	(4)	(3)	46	1	21	28	62
Réaffectation du fonds de commerce	(1 938)	(285)	(207)	1 195	—	542	693	—
31 décembre 2023	$ —	$ —	$ —	$ 1 241	$ 3 989	$ 563	$ 721	$ 6 514

[1]Avant le troisième trimestre 2023, notre segment Systèmes et technologies de santé était appelé « segment Hillrom ».

Modification des segments à déclarer

Comme indiqué à la Note 18, Information sectorielle, nos segments à déclarer étaient auparavant composés des segments géographiques suivants liés à notre ancienne entité Baxter : Amériques (Amérique du Nord et du Sud), EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique) et APAC (Asie-Pacifique), et un segment mondial pour notre division Hillrom. Au troisième trimestre 2023, nous avons terminé la mise en œuvre d'un nouveau modèle opérationnel visant à simplifier et rationaliser nos opérations et à améliorer l'alignement entre notre chaîne de fabrication et d'approvisionnement et nos activités commerciales. Nos segments ont été modifiés au troisième trimestre 2023 pour les aligner sur notre nouveau modèle opérationnel. Dans le cadre de ce nouveau modèle opérationnel, nos activités sont divisées en quatre segments : Produits et traitements médicaux, Systèmes et technologies de santé (anciennement, « segment Hillrom »), Produits pharmaceutiques et Soins rénaux. Suite à cette modification des segments, nous avons réaffecté le fonds de commerce de nos anciens segments Amériques, EMEA et APAC aux unités déclarantes au sein de nos nouveaux segments Produits et traitements médicaux, Produits pharmaceutiques et Soins rénaux sur la base des justes valeurs relatives de ces unités déclarantes. Nous avons évalué la dépréciation du fonds de commerce avant et après la modification des unités déclarantes et n'avons identifié aucune dépréciation du fonds de commerce.

Dans le cadre de nos tests annuels de dépréciation du fonds de commerce du 1er novembre 2023, nous avons déterminé qu'aucune

dépréciation du fonds de commerce n'avait eu lieu. Les justes valeurs de l'unité déclarante Soins de première ligne au sein de notre segment Systèmes et technologies de santé et de l'unité déclarante Traitements pour maladies chroniques au sein de notre segment Soins rénaux ont dépassé leurs valeurs comptables respectivement d'environ 5 % et 6 %. Nous continuons à surveiller étroitement la performance de ces unités déclarantes, et en cas de changement défavorable important dans nos perspectives pour ces divisions à l'avenir, une dépréciation du fonds de commerce pourrait avoir lieu à ce moment-là. Au 31 décembre 2023, les valeurs comptables du fonds de commerce pour nos unités déclarantes Soins de première ligne et Traitements pour maladies chroniques étaient respectivement de 2,42 milliards USD et 444 millions USD.

Dépréciations du fonds de commerce

Comme décrit à la Note 3, nous avons acquis Hillrom le 13 décembre 2021 et comptabilisé 6,83 milliards USD de fonds de commerce et 6,03 milliards USD d'autres immobilisations incorporelles, dont 1,91 milliard USD d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, dans le cadre de cette acquisition. Au cours du troisième trimestre 2022, nous avons effectué des tests, basés sur des déclencheurs, de la dépréciation du fonds de commerce pour chacune de nos unités déclarantes au sein de notre segment Hillrom (désormais appelé segment Systèmes et technologies de santé), ainsi que des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, constituées principalement de noms commerciaux, que nous avons acquis dans le cadre de l'acquisition de Hillrom. Nous avons effectué ces tests au 30 septembre 2022 en raison (a) des conditions macroéconomiques actuelles, y compris du contexte de l'augmentation des taux d'intérêt et de la baisse générale des cours des actions, et (b) des prévisions de bénéfices réduites pour nos unités déclarantes Hillrom, principalement en raison des pénuries de certains composants utilisés dans nos produits, de l'augmentation des prix des matières premières et de l'augmentation des coûts de la chaîne d'approvisionnement. Ces tests de dépréciation ont abouti à des charges totales de dépréciation du fonds de commerce avant impôts de 2,79 milliards USD au troisième trimestre 2022. Dans le cadre de notre évaluation annuelle de la dépréciation du fonds de commerce au quatrième trimestre 2022, nous avons effectué des tests de dépréciation quantitatifs pour toutes nos unités déclarantes et enregistré une dépréciation supplémentaire du fonds de commerce de 27 millions USD liée à notre segment Hillrom. Aucune dépréciation du fonds de commerce n'a été enregistrée pour nos unités déclarantes restantes dans le cadre de nos tests annuels de dépréciation du fonds de commerce, car les justes valeurs de ces unités déclarantes dépassaient leurs valeurs comptables.

Les justes valeurs des unités déclarantes soumises à des tests de dépréciation en 2022 ont été déterminées sur la base d'un modèle de flux de trésorerie actualisés (méthode par les résultats) et de coefficients de capitalisation des résultats (méthode des comparables) basés sur la méthode des sociétés cotées comparables. Les hypothèses significatives utilisées pour déterminer les justes valeurs de nos unités déclarantes comprennent les flux de trésorerie prévisionnels, les taux d'actualisation, les taux de croissance perpétuelle et les coefficients de capitalisation des résultats. Les modèles de flux de trésorerie actualisés utilisés pour déterminer les justes valeurs de nos unités déclarantes en 2022 reflétaient nos dernières projections de flux de trésorerie, des taux d'actualisation allant de 9 % à 10 % et des taux de croissance perpétuelle de 2 % à 3 %. Les indicateurs de la juste valeur des unités déclarantes sont classés au niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs, car ils impliquent des données non observables significatives.

Voir la discussion ci-dessous pour des informations concernant les charges de dépréciation des immobilisations incorporelles comptabilisées au cours des troisième et quatrième trimestres 2022.

Autres immobilisations incorporelles, nettes

Une synthèse de nos autres immobilisations incorporelles est présentée ci-dessous.

(en millions)	Relations clients	Technologie développée, y compris les brevets	Noms commerciaux	Autres immobilisations incorporelles amorties	Immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée		Total
					Noms commerciaux	Recherche et développement en cours	
31 décembre 2023							
Autres immobilisations incorporelles brutes	$ 3 446	$ 3 823	$ 1 106	$ 120	$ 680	$ 157	$ 9 332
Amortissement cumulé	(689)	(2 285)	(180)	(99)	—	—	(3 253)
Autres immobilisations incorporelles, nettes	$ 2 757	$ 1 538	$ 926	$ 21	$ 680	$ 157	$ 6 079
31 décembre 2022							
Autres immobilisations incorporelles brutes	$ 3 442	$ 3 836	$ 209	$ 116	$ 1 571	$ 202	$ 9 376
Amortissement cumulé	(460)	(1 888)	(147)	(88)	—	—	$ (2 583)
Autres immobilisations incorporelles, nettes	$ 2 982	$ 1 948	$ 62	$ 28	$ 1 571	$ 202	$ 6 793

Les charges d'amortissement des immobilisations incorporelles s'élevaient à 652 millions USD en 2023, 753 millions USD en 2022 et 298 millions USD en 2021. Les charges d'amortissement annuelles anticipées pour les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée comptabilisées au 31 décembre 2023 sont de 665 millions USD en 2024, 632 millions USD en 2025, 602 millions USD en 2026, 437 millions USD en 2027 et 427 millions USD en 2028.

Suite à la mise à jour de notre stratégie de branding à long terme, nous avons reclassé deux immobilisations incorporelles sous forme d'appellations commerciales d'une valeur comptable de 870 millions USD et de 21 millions USD d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en immobilisations incorporelles amortissables au cours du quatrième trimestre 2023. La durée de vie utile estimée attribuée à ces actifs était respectivement de 15 ans et de 5 ans, et nous avons comptabilisé 10 millions USD de charge d'amortissement sur ces immobilisations incorporelles à compter de la date de reclassement jusqu'au 31 décembre 2023.

Dépréciations d'immobilisations incorporelles

Dépréciations d'immobilisations incorporelles de technologie développée liées à la division HD

Au cours du troisième trimestre 2023, nous avons examiné les actifs à long terme de notre unité déclarante HD pour détecter une dépréciation potentielle et avons comptabilisé une dépréciation de 77 millions USD d'immobilisations incorporelles de technologie développée, en plus d'autres dépréciations d'immobilisations incorporelles et d'actifs représentatifs du droit d'utilisation de location-exploitation.

Voir la Note 4, Informations financières supplémentaires, pour des informations sur la dépréciation de ces immobilisations incorporelles, les dépréciations d'autres actifs à long terme liés à notre division HD et les indicateurs de juste valeur associés.

Dépréciation d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée provenant de notre acquisition Hillrom

Outre les dépréciations du fonds de commerce susmentionnées, nous avons comptabilisé des charges de dépréciation avant impôts de 332 millions USD au troisième trimestre 2022 afin de réduire les montants comptables de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, qui étaient liés principalement aux noms commerciaux Hillrom et Welch Allyn acquis dans le cadre de l'acquisition de Hillrom, à leurs justes valeurs estimées. Ces charges de dépréciation d'immobilisations incorporelles sont classées dans le coût des ventes dans le compte de résultat consolidé ci-joint pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Les justes valeurs des immobilisations incorporelles de noms commerciaux ont été déterminées à l'aide de la méthode d'exonération des redevances. Les hypothèses significatives utilisées dans la détermination de la juste valeur des immobilisations incorporelles de noms commerciaux comprenaient les taux de croissance du chiffre d'affaires, les taux de croissance perpétuelle, les taux d'actualisation et les taux de

redevance. Les modèles d’exonération de redevances utilisés pour calculer les justes valeurs de nos immobilisations incorporelles sous forme de noms commerciaux en 2022 reflétaient nos dernières projections de chiffre d’affaires, un taux d’actualisation de 9,5 %, des taux de redevance allant de 3 % à 5 % et des taux de croissance perpétuelle allant de 2 % à 3 %. Les indicateurs de la juste valeur de nos immobilisations incorporelles sous forme de noms commerciaux sont classés au niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs, car ils impliquent des données non observables significatives.

Au quatrième trimestre 2022, nous avons comptabilisé une charge de dépréciation de 12 millions USD liée aux immobilisations incorporelles de technologie développée en raison du recul des attentes du marché pour les produits connexes. Les justes valeurs des immobilisations incorporelles ont été évaluées à l’aide de l’approche des flux de trésorerie actualisés et la charge a été classée dans le coût des ventes dans le compte de résultat consolidé pour l’exercice clos le 31 décembre 2022 joint. Nous considérons les justes valeurs des actifs comme des indicateurs de niveau 3 en raison des estimations et hypothèses significatives, y compris des flux de trésorerie futurs anticipés, que nous avons utilisées pour établir les justes valeurs estimées.

NOTE 6
DETTE ET FACILITÉS DE CRÉDIT

Encours de la dette

Au 31 décembre 2023 et 2022, nous avions l'encours de dette suivant :

au 31 décembre (en millions)	Taux d'intérêt effectif en 2023[1]	2023[1]	2022[1]
Effets de commerce	— %	$ —	$ 299
Obligations à 0,868 % arrivant à échéance en 2023	— %	—	799
Obligations à taux variable arrivant à échéance en 2023	— %	—	299
Obligations à 0,4 % arrivant à échéance en 2024	0,3 %	828	799
Obligations à 1,322 % arrivant à échéance en 2024	1,5 %	1 398	1 395
Obligations à 7,0 % arrivant à échéance en 2024	7,0 %	13	13
Obligations à taux variable arrivant à échéance en 2024	5,7 %	300	299
Prêt à terme arrivant à échéance en 2024	6,9 %	130	1 664
Obligations à 1,3 % arrivant à échéance en 2025	1,1 %	662	640
Obligations à 2,6 % arrivant à échéance en 2026	2,7 %	748	748
Prêt à terme arrivant à échéance en 2026	6,5 %	1 643	1 643
Obligations sans nantissement à 7,65 % arrivant à échéance en 2027	8,3 %	5	5
Obligations à 1,915 % arrivant à échéance en 2027	2,0 %	1 445	1 443
Obligations sans nantissement à 6,625 % arrivant à échéance en 2028	5,7 %	95	96
Obligations à 2,272 % arrivant à échéance en 2028	2,4 %	1 244	1 242
Obligations à 1,3 % arrivant à échéance en 2029	1,4 %	828	792
Obligations à 3,95 % arrivant à échéance en 2030	4,1 %	496	496
Obligations à 1,73 % arrivant à échéance en 2031	2,7 %	646	645
Obligations à 2,539 % arrivant à échéance en 2032	2,6 %	1 540	1 538
Obligations à 6,25 % arrivant à échéance en 2037	6,4 %	265	265
Obligations à 3,65 % arrivant à échéance en 2042	3,8 %	6	7
Obligations à 4,5 % arrivant à échéance en 2043	4,6 %	256	256
Obligations à 3,5 % arrivant à échéance en 2046	3,7 %	440	441
Obligations à 3,132 % arrivant à échéance en 2051	3,2 %	741	742
Obligations de location-financement et autres	9,1 %	69	70
Total des dettes et des obligations de location-financement		13 798	16 636
Dette à court terme		—	(299)
Échéances actuelles de la dette à long terme et obligations de location-financement		(2 668)	(1 105)
Dettes à long terme et obligations de location-financement		$ 11 130	$ 15 232

[1] Les valeurs comptables comprennent toutes les remises, primes et ajustements liés aux instruments de couverture et les taux d'intérêt effectifs reflètent l'amortissement de ces éléments.

Principes activités d'émission de dette

En 2023, nous avons remboursé 800 millions USD d'obligations à 0,868 % arrivant à échéance en 2023, 300 millions USD d'obligations à taux variable arrivant à échéance en 2023 et 1,54 milliard USD au titre de notre facilité de prêt à terme sur trois ans de 2,00 milliards USD arrivant à échéance en 2024.

En 2022, nous avons remboursé 203 millions USD d'obligations à 2,4 % arrivant à échéance en 2022, 335 millions USD au titre de notre facilité de prêt à terme sur trois ans de 2,00 milliards USD arrivant à échéance en 2024 et 355 milliards USD au titre de notre facilité de prêt à terme sur cinq ans de 2,00 milliards USD arrivant à échéance en 2026.

Les pertes sur nos remboursements anticipés de dette en 2023 et 2022 n'étaient pas significatives.

Facilités de crédit

Au 31 décembre 2023, nous avions une facilité de crédit à terme libellée en dollars américains, qui avait deux tranches de prêts à terme en cours, une facilité de crédit renouvelable libellée en dollars américains et une facilité de crédit renouvelable libellée en euros.

Les emprunts dans le cadre de la facilité de crédit à terme portent intérêt sur le montant du capital restant dû au taux SOFR à terme plus une marge applicable plus un ajustement de spread de crédit, ou à un « taux de base » plus une marge applicable. La facilité de crédit à terme contient divers engagements, y compris un ratio d'endettement net maximum. Nous avons la possibilité de rembourser tout ou partie des montants restant dus en vertu de la facilité de crédit à terme par anticipation à tout moment.

Notre facilité de crédit renouvelable libellée en dollars américains a une capacité de 2,50 milliards USD et notre facilité de crédit renouvelable libellée en euros a une capacité de 200 millions EUR. Les frais des facilités de crédit sont de 0,125 % par an au 31 décembre 2023 et 2022 et sont basés sur nos notations financières et la capacité totale de la facilité. Il n'y avait aucun emprunt en cours lié aux facilités de crédit renouvelable au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022. Nos accords d'emprunt sous forme d'effets de commerce nous obligent à maintenir une capacité d'emprunt non utilisée dans le cadre de nos facilités de crédit renouvelable d'un montant au moins égal à nos emprunts sous forme d'effets de commerce en cours. Chacune des facilités de crédit renouvelable arrive à échéance en 2026. Les facilités de crédit renouvelable nous permettent d'emprunter des fonds sans garantie à des taux d'intérêt variables et contiennent différents engagements, y compris un ratio d'endettement net maximal. Au cours du premier trimestre 2023, nous avons modifié les accords de crédit régissant notre facilité de crédit à terme libellée en dollars américains et notre facilité de crédit renouvelable, ainsi que l'accord de garantie concernant notre facilité de crédit renouvelable libellée en euros, dans chaque cas pour modifier l'engagement de ratio d'endettement net afin d'augmenter le ratio d'endettement net maximal pour les quatre trimestres fiscaux se terminant le 31 mars 2023, le 30 juin 2023, le 30 septembre 2023 et le 31 décembre 2023. Au cours du troisième trimestre 2022, nous avions modifié les contrats de prêt régissant notre facilité de prêt à terme et notre facilité de crédit renouvelable libellée en dollars américains et la convention de garantie concernant notre facilité de crédit renouvelable libellée en euros, dans chaque cas pour reporter le début de l'échéancier de réduction de notre engagement de ratio d'endettement net jusqu'au 30 juin 2024. Nous avons également modifié les contrats de prêt régissant notre facilité de prêt à terme et notre facilité de crédit renouvelable libellée en dollars américains pour remplacer le taux de référence du LIBOR par le taux de financement au jour le jour garanti (Secured Overnight Financing Rate, SOFR). Sur la base de nos calculs d'engagement au 31 décembre 2023, nous avons la capacité de puiser dans les montants complets de nos facilités de crédit renouvelables.

Nous conservons également d'autres accords de crédit qui s'élèvent au total à environ 238 millions USD et 230 millions USD respectivement au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022. Il n'y avait aucun impayé au titre de ces accords au 31 décembre 2023 et 2022.

Au 31 décembre 2023, nous étions en conformité avec les engagements financiers établis par ces accords. Une défaillance d'un quelconque établissement financier finançant l'une des facilités de crédit réduirait la capacité maximale de ces facilités de l'engagement respectif de chaque établissement.

Effets de commerce

Il n'y avait aucun effet de commerce en circulation au 31 décembre 2023. Au 31 décembre 2022, nous avions 299 millions USD d'effets de commerce en circulation avec un taux d'intérêt moyen pondéré de 4,75 % et une durée moyenne pondérée originale de 32 jours.

Échéances futures des dettes et obligations de location-financement

au 31 décembre et pour les exercices clos le 31 décembre (en millions)		Échéances de dettes
2024	$	2 677
2025		668
2026		2 401
2027		1 460
2028		1 347
Ultérieures		5 302
Total des échéances futures des dettes et obligations de location-financement		13 855
Remises, primes et ajustements liés aux instruments de couverture		(57)
Total des dettes et des obligations de location-financement	$	13 798

NOTE 7
BAUX

Activités de location en tant que locataire

Nous avons conclu des contrats de location-exploitation et de location-financement principalement pour les bureaux, les sites de production, les entrepôts et les installations de R&D, les véhicules et les équipements. Nos contrats de location ont des durées restantes de 1 à 39 ans et certains de ces contrats de location comprennent des options qui nous permettent de prolonger la durée du bail pour des périodes allant de 1 à 12 ans. Ces options sont incluses dans la durée du bail lorsqu'il est raisonnablement certain que l'option sera exercée.

Certains de nos baux comprennent des clauses de loyers variables qui sont basés notamment sur la hausse des charges de maintenance, des assurances, des taxes et des indices et les consommations. Pour toutes les classes d'actifs, nous avons choisi d'appliquer une méthode pratique pour comptabiliser les autres services dans les contrats de location en tant que composantes du bail. Nous avons également choisi d'appliquer une méthode pratique pour les baux à court terme par laquelle nous ne comptabilisons pas de passif de location et d'actif de droit d'utilisation pour les baux d'une durée inférieure à 12 mois.

Nous classons nos baux comme contrats de location-exploitation ou de location-financement à la date de début du bail. Les contrats de location-financement sont généralement les baux pour lesquels nous paierons la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif sous-jacent ou utiliserons l'actif pour la totalité ou une grande partie de sa vie économique, y compris les circonstances dans lesquelles nous serons le propriétaire ultime de l'actif. Tous les autres baux sont des baux d'exploitation. Pour les contrats de location-financement, nous comptabilisons les charges d'intérêts à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif et nous comptabilisons les charges d'amortissement sur l'actif de droit d'utilisation sur la durée du bail ou sur la durée de vie utile de l'actif, la durée la plus courte étant retenue. Pour les contrats de location-exploitation, nous comptabilisons le coût du contrat de location de manière linéaire pendant toute la durée du bail.

Les passifs locatifs et les actifs de droit d'utilisation sont comptabilisés à la date de début du bail sur la base de la valeur actuelle des loyers minimums sur la durée du bail. Nous déterminons la valeur actuelle des paiements au titre d'un bail en fonction de notre taux d'emprunt marginal à la date de début du bail. Le taux d'emprunt marginal est égal au taux d'intérêt que nous devrions payer pour emprunter, avec constitution d'une garantie, sur une durée similaire et pour un montant égal aux loyers dans un environnement économique similaire.

Les charges locatives pour les exercices clos les 31 décembre 2023, 2022 et 2021 se présentent comme suit :

(en millions)		2023		2022		2021
Charge de location-exploitation	$	127	$	124	$	112
Charge de location-financement						
Amortissement des actifs de droit d'utilisation		6		6		6
Intérêts sur passifs locatifs		5		5		5
Charges locatives variables		63		62		52
Charges locatives	$	201	$	197	$	175

Le tableau ci-dessous contient des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux baux pour les exercices clos les 31 décembre 2023, 2022 et 2021 :

(en millions)	2023	2022	2021
Paiement en espèces pour les montants inclus dans l'évaluation des passifs locatifs :			
Flux de trésorerie d'exploitation provenant des contrats de location-exploitation	$ 154	$ 141	$ 123
Flux de trésorerie d'exploitation provenant des contrats de location-financement	5	5	5
Flux de trésorerie de financement provenant des contrats de location-financement	4	4	4
Actifs de droit d'utilisation de location-exploitation obtenus en échange d'obligations locatives	90	73	71
Actifs de droit d'utilisation de location-financement obtenus en échange d'obligations locatives	15	3	4

Les informations complémentaires du bilan relatives aux baux au 31 décembre 2023 et 2022 comprennent :

(en millions)	2023	2022
Contrats de location-exploitation		
Actifs représentatifs du droit d'utilisation de location-exploitation	$ 524	$ 541
Charges à payer et autres passifs courants	$ 128	$ 120
Dettes locatives d'exploitation	438	447
Passifs de location-exploitation	$ 566	$ 567
Contrats de location-financement		
Immobilisations corporelles, au coût	$ 91	$ 82
Dépréciation cumulée	(39)	(34)
Immobilisations corporelles, nettes	$ 52	$ 48
Échéances actuelles de la dette à long terme et obligations de location-financement	$ 3	$ 2
Dettes à long terme et obligations de location-financement	66	62
Total des passifs de location-financement	$ 69	$ 64

La durée du bail et les taux d'actualisation au 31 décembre 2023 et 2022 étaient les suivants :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Durée de bail restante moyenne pondérée (années)		
Contrats de location-exploitation	7	7
Contrats de location-financement	10	11
Taux d'actualisation moyen pondéré		
Contrats de location-exploitation	3,0 %	2,7 %
Contrats de location-financement	9,1 %	9,5 %

Les échéances des passifs de location-exploitation et de location-financement au 31 décembre 2023 étaient les suivantes :

(en millions)	Contrats de location-financement	Contrats de location-exploitation
2024	$ 11	$ 143
2025	11	115
2026	11	94
2027	10	76
2028	10	55
Ultérieures	63	139
Total des loyers minimum	116	622
Moins : intérêts imputés	(47)	(56)
Valeur actuelle des passifs locatifs	$ 69	$ 566

Activités de location en tant que bailleur

Nous louons aux clients des équipements médicaux, tels que des lits intelligents, des équipements de dialyse rénale et des pompes à perfusion, souvent en combinaison avec des contrats de fourniture de produits médicaux consommables tels que des thérapies de dialyse, des liquides intraveineux (IV) et des anesthésiques inhalés. Certains de nos contrats de location d'équipement sont classés comme contrats de location-vente et les autres sont des contrats de location-exploitation. Les conditions des contrats connexes, y compris la proportion de paiements fixes par rapport aux paiements variables et toutes les options de raccourcissement ou de prolongation de la durée du bail, varient d'un client à l'autre. Nous répartissons les revenus entre les locations d'équipement et les produits médicaux en fonction de leurs prix de vente individuels.

Les revenus locatifs pour les exercices clos les 31 décembre 2023, 2022 et 2021 se présentent comme suit :

(en millions)	2023	2022	2021
Revenus de location-vente	$ 10	$ 15	$ 27
Revenus de location-exploitation	518	513	135
Revenus locatifs variables	53	54	79
Total des revenus locatifs	$ 581	$ 582	$ 241

Les composantes de notre investissement net dans les contrats de location-vente au 31 décembre 2023 et 2022 se présentent comme suit :

(en millions)	2023	2022
Loyers minimum	$ 71	$ 87
Valeurs résiduelles non garanties	—	1
Investissement net dans les baux	$ 71	$ 88

Notre investissement net dans les contrats de location-vente est classé comme suit dans les bilans consolidés au 31 décembre 2023 et 2022 joints :

(en millions)	2023	2022
Comptes clients, nets	$ 31	$ 35
Autres actifs non courants	40	53
Total	$ 71	$ 88

Notre investissement net dans les contrats de location-vente s'élevait à 71 millions USD au 31 décembre 2023, dont 14 millions USD provenaient de 2019 et d'avant, 17 millions USD de 2020, 17 millions USD de 2021, 13 millions USD de 2022 et 10 millions USD de 2023.

Les échéances des contrats de location-vente et de location-exploitation au 31 décembre 2023 étaient les suivantes :

(en millions)	Contrats de location-vente[1]	Contrats de location-exploitation
2024	$ 34	$ 80
2025	18	75
2026	9	55
2027	4	39
2028	3	11
Ultérieures	3	—
Total des loyers minimum	$ 71	$ 260

[1] Les intérêts imputés non amortis sur les loyers minimum étaient inférieurs à 1 million USD au 31 décembre 2023.

Au troisième trimestre 2023, nous avons comptabilisé 267 millions USD de dépréciations d'actifs à long terme liées à notre division HD, qui comprenaient des dépréciations de 14 millions USD d'actifs représentatifs du droit d'utilisation de location-exploitation et 58 millions USD d'équipements loués aux clients. Voir la Note 4 pour plus d'informations.

NOTE 8
ENGAGEMENTS ET FRAIS DIVERS

Voir la Note 3 pour des informations concernant les paiements conditionnels associés à des accords de collaboration et autres.

Indemnisations

Dans le cours normal de nos activités, nous prenons des engagements et offrons des garanties en vertu desquels nous pourrions être tenus d'effectuer des paiements en lien avec des transactions spécifiques. Les indemnisations comprennent : (i) les indemnités de propriété intellectuelle versées aux clients en lien avec l'utilisation, la vente ou concession de licences de produits et services ; (ii) les indemnités versées aux clients en lien avec des préjudices subis lors de la fourniture de services dans leurs locaux ; (iii) les indemnités versées aux fournisseurs et prestataires de services en lien avec des réclamations invoquant une négligence ou une faute intentionnelle ; (iv) les indemnités impliquant les déclarations et garanties figurant dans certains contrats ; et (v) les indemnités contractuelles versées à nos administrateurs et certains de nos cadres dirigeants pour les services fournis à nous ou à notre demande. En outre, en vertu de notre acte constitutif modifié et mis à jour, et conformément à la loi générale sur les sociétés du Delaware (Delaware General Corporation Law), nous nous sommes engagés à indemniser nos administrateurs et dirigeants pour certains préjudices et frais en cas de survenance de certains événements prescrits. La majorité de ces engagements et garanties ne prévoient aucune limite quant aux paiements futurs que nous pourrions être tenus d'effectuer. Pour couvrir certains de ces risques, nous conservons différentes couvertures d'assurance. Sur la base de l'expérience historique et de l'évaluation des accords, nous ne pensons pas que les paiements liés à nos indemnités auront un impact significatif sur notre situation financière ou nos résultats d'exploitation.

Frais divers de justice

Nous sommes impliqués dans des affaires de responsabilité du fait des produits, de brevets, commerciales et autres affaires juridiques qui apparaissent dans le cours normal de nos activités. Nous enregistrons un passif lorsqu'une perte est considérée comme probable et que le montant peut être raisonnablement estimé. Si l'estimation raisonnable d'une perte probable est une fourchette et qu'aucun montant dans la fourchette n'est une meilleure estimation que tout autre montant, le montant minimum dans la fourchette est imputé. Si une perte n'est pas probable ou si une perte probable ne peut pas être raisonnablement estimée, aucun passif n'est comptabilisé. Au 31 décembre 2023 et 2022, le total de nos provisions comptabilisées pour les litiges et dommages environnementaux s'élevait respectivement à 31 millions USD et 28 millions USD.

Nous avons constitué des provisions pour certaines des affaires présentées ci-dessous. Nous ne sommes pas en mesure d'estimer le montant ou la fourchette de toute perte pour certaines éventualités pour lesquelles il n'y a pas de provision ou de perte supplémentaire pour les affaires déjà provisionnées. Bien que notre responsabilité en lien avec ces actions ne puisse pas être estimée et que leur résolution au cours d'une période de référence puisse avoir un impact significatif sur nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie pour cette période, l'issue de ces procédures judiciaires ne devrait pas avoir d'effet négatif significatif sur notre situation financière consolidée. Bien que nous pensions avoir une défense solide dans les affaires présentées ci-dessous, l'issue des procès est par nature incertaine, des jugements excessifs sont toujours possibles, et nous pourrions subir de lourdes condamnations ou accepter des règlements impliquant d'importantes indemnisations.

Outre les affaires décrites ci-dessous, nous restons exposés au risque de futures actions administratives et judiciaires. En ce qui concerne les affaires gouvernementales et réglementaires, ces actions peuvent conduire à des rappels de produits, des injonctions et d'autres restrictions de nos opérations (y compris notre capacité à lancer de nouveaux produits) ainsi qu'à des sanctions monétaires, y compris des sanctions civiles ou pénales importantes. En ce qui concerne la propriété intellectuelle, nous pouvons être exposés à des litiges importants concernant la portée de nos droits et de ceux de tiers. De tels litiges pourraient conduire à la perte de la protection d'un brevet ou de la capacité à commercialiser des produits, ce qui pourrait entraîner une perte de chiffre d'affaires importante, ou affecter sensiblement les résultats d'exploitation futurs.

Dommages environnementaux

Nous sommes impliqués en tant que partie potentiellement responsable (PRP) de coûts de dépollution sur six sites « Superfund » aux États-Unis. En vertu de la loi fédérale américaine Superfund et de nombreuses lois d'États américains, les parties responsables de la production de déchets dangereux envoyés vers un site d'élimination ou de recyclage sont responsables du nettoyage du site si des contaminants issus de ces déchets sont rejetés ultérieurement dans l'environnement. Les lois prévoient généralement qu'une PRP peut être tenue solidairement responsable des frais d'enquête et de remise en état du site. Outre ces cas de Superfund susmentionnés, nous sommes impliqués dans des actions correctives environnementales continues associées à des opérations historiques dans certaines de nos installations. Au 31 décembre 2023 et 2022, nos provisions environnementales, qui sont évaluées sur une base non actualisée, s'élevaient respectivement à 15 millions USD et 19 millions USD. Compte tenu de ces provisions, l'issue de ces affaires ne devrait pas avoir d'effet défavorable important sur notre situation financière ou nos résultats d'exploitation.

Litiges généraux

En août 2019, nous avons été désignés dans une plainte modifiée déposée par le comté de Fayette, en Géorgie, dans le MDL dans l'affaire : *Litige national sur les opiacés sur ordonnance* en instance devant le tribunal de district des États-Unis, district nord de l'Ohio. La plainte prétend que plusieurs fabricants et distributeurs de médicaments opiacés ont commercialisé ces produits de manière abusive, ce qui a causé un préjudice au comté de Fayette. La plainte est limitée dans ses allégations à l'égard de Baxter et ne fait pas de distinction entre les opiacés injectables et les opiacés administrés par voie orale. Nous avons fabriqué des opiacés génériques injectables dans notre usine de Cherry Hill, dans le New Jersey, que nous avons cédée en 2011. Le 17 juillet 2023, nous avons obtenu un rejet sous réserve.

En novembre 2019, nous et certains de nos dirigeants avons été visés par un recours collectif pour violation des sections 10(b) et 20(a) du Securities Exchange Act de 1934 et de la règle 10b-5 promulguée en vertu de cette loi en faisant des déclarations prétendument fausses et trompeuses et en ne divulguant pas des faits importants relatifs à certaines transactions intra-groupe entreprises pour générer des gains de change ou éviter des pertes de change, ainsi que nos contrôles internes sur les rapports financiers. Les parties sont parvenues à un accord pour régler l'affaire pour 16 millions USD, accord qui est entré en vigueur le 13 septembre 2021 et a été réglé en 2021. Nous avons également

coopéré avec le personnel de la SEC dans son enquête sur des questions connexes, et le 18 février 2022, nous avons conclu un accord avec la SEC. Sans admettre ni nier les observations de l'ordonnance administrative émise par la SEC, nous avons accepté de payer une amende civile de 18 millions USD et de cesser toute violation de dispositions spécifiées des lois fédérales sur les valeurs mobilières et des règles connexes. Dans l'ordonnance, la SEC a reconnu la coopération de Baxter et nous avons payé l'amende au premier trimestre 2022.

En mars 2020, deux procès ont été intentés contre nous dans le District Nord de l'Illinois par des plaignants alléguant un préjudice corporel résultant d'une exposition à l'oxyde d'éthylène utilisé dans notre usine de fabrication de Mountain Home, dans l'Arkansas, pour stériliser certains de nos produits. Les demandeurs ont demandé des dommages-intérêts, y compris des dommages-intérêts compensatoires et punitifs d'un montant non spécifié, et des mesures injonctives et déclaratoires non spécifiées. Les parties ont conclu un accord pour mettre fin à ces poursuites au troisième trimestre 2021 pour des montants qui n'étaient pas significatifs pour nos résultats financiers, et qui ont été payés au quatrième trimestre 2021. Depuis, nous avons résolu, sans procès, d'autres réclamations pour préjudice corporel dû à l'exposition à l'oxyde d'éthylène à Mountain Home pour des montants couverts par les provisions constituées précédemment au 31 décembre 2021. Le 20 octobre 2022, une action en justice a été intentée contre nous dans le district ouest de l'Arkansas, alléguant un préjudice corporel résultant d'une exposition à l'oxyde d'éthylène à Mountain Home. Le 16 décembre 2022, nous avons déposé une requête de rejet et une déposition plus précise. En réponse, les Demandeurs ont déposé une première plainte modifiée le 6 janvier 2023. Nous avons répondu à la première plainte modifiée le 27 janvier 2023. Les parties ont conclu un accord pour mettre fin à ces poursuites au troisième trimestre 2023 pour un montant qui n'est pas significatif pour nos résultats financiers, et qui a été payé au quatrième trimestre 2023. L'affaire a été classée le 17 octobre 2023. En décembre 2023, cinq procédures ont été intentées contre nous devant la Cour de circuit du comté de Cook, Illinois, par des plaignants alléguant avoir subi un préjudice du fait de l'exposition à l'oxyde d'éthylène utilisé par plusieurs sociétés, dont nous dans notre usine de Round Lake, Illinois, pour stériliser certains de nos produits. Les plaignants demandent des dommages et intérêts d'un montant non précisé.

Nous avons racheté Hillrom le 13 décembre 2021. En juillet 2021, Hill-Rom, Inc. a reçu une assignation du Bureau de l'inspecteur général des États-Unis pour le Département de la santé et des services sociaux (Department of Health and Human Services, DHHS) demandant des documents et des informations en lien avec la conformité au False Claims Act (loi sur les fausses déclarations) et à l'Anti-Kickback Statute (loi anti-corruption). L'assignation était liée à un procès intenté en vertu des dispositions *qui tam* du False Claims Act. Les allégations incluses dans la plainte rendue publique concernent des pratiques antérieures à notre acquisition de Hillrom, et la division impliquée n'est plus opérationnelle. Hillrom a initié volontairement un examen interne connexe et Hillrom et Baxter ont coopéré pleinement avec le DHHS et le Département de la Justice (Department of Justice, DOJ) dans cette affaire. En janvier 2024, les parties ont trouvé un accord pour régler l'affaire. Nous avons payé les montants de règlement, qui n'étaient pas significatifs pour nos résultats financiers, en janvier 2024. Une demande de renvoi stipulée a été déposée et est pendante devant le tribunal. En octobre 2022, le DOJ a émis une demande d'enquête civile (Civil Investigative Demand, CID) distincte adressée à Hillrom, demandant des documents et des informations en lien avec la conformité au False Claims Act (loi sur les fausses déclarations) et à l'Anti-Kickback Statute (loi anti-corruption). Baxter coopère pleinement avec le DOJ pour répondre à la CID. Le DHHS et le DOJ émettent souvent ces types de demandes lorsqu'ils enquêtent sur des violations présumées du False Claims Act.

Le 28 décembre 2021, Linet Americas, Inc. (Linet) a déposé une plainte contre Hill-Rom Holdings, Inc., Hill-Rom Company, Inc. et Hill-Rom Services, Inc. devant le tribunal de district des États-Unis pour le district nord de l'Illinois, intitulée Linet Americas, Inc. v. Hill-Rom Holdings, Inc.; Hill-Rom Company, Inc.; Hill-Rom Services, Inc. Linet prétend que Hillrom a violé les Sections 1, 2 et 3 du Sherman Antitrust Act de 1890 et de l'Illinois Antitrust Act en se livrant prétendument à une conduite anticoncurrentielle sur les marchés allégués pour des lits standard, d'unité de soins intensifs et d'accouchement. Hillrom a déposé une réponse à la plainte le 28 janvier 2022 et a déposé une requête contestant certains aspects de l'argumentaire du plaignant le 27 mai 2022, qui a été rejetée le 17 janvier 2024 sous réserve de la communication ultérieure de pièces.

En juillet 2023, nous et certains de nos dirigeants avons été désignés dans un recours collectif intitulé Grover J. Kelley et al. c. Baxter International Inc. et al. qui a été déposé auprès du tribunal de district des États-Unis pour le district nord de l'Illinois. Le demandeur, qui aurait acheté des titres au cours de la période de la catégorie spécifiée, a introduit ce recours collectif en son nom et au nom des actionnaires qui ont acquis des titres Baxter en bourse entre le 25 mai 2022 et le 8 février 2023. Le demandeur a allégué que nous et certains dirigeants avions violé les sections 10(b) et 20(a) du Securities Exchange Act de 1934 et de la règle 10b-5 promulguée en vertu de cette loi en faisant des déclarations prétendument fausses et trompeuses et en ne divulguant pas des faits importants relatifs à la chaîne d'approvisionnement et l'orientation financière. Le Tribunal a désigné Kelley demandeur principal le 20 septembre 2023. Cette affaire a été rejetée sur demande du demandeur le 3 décembre 2023.

NOTE 9
CAPITAUX PROPRES

Rémunération à base d'actions

Notre rémunération à base d'actions comprend généralement des options d'achat d'actions, des droits d'attribution d'actions gratuites (Restricted Stock Units, UAR), des unités d'actions de performance (Performance Share Units, PSU) et des achats dans le cadre de notre plan d'actionnariat salarié. Les actions émises dans le cadre de nos plans de rémunération à base d'actions sont généralement émises sur les actions propres.

Au 31 décembre 2023, environ 20 millions d'actions autorisées sont disponibles pour des attributions futures dans le cadre de nos plans de rémunération à base d'actions.

Charges de rémunération en actions

Les charges de rémunération en actions se sont élevées à 133 millions USD, 153 millions USD et 146 millions USD respectivement en 2023, 2022 et 2021. Le produit d'impôt associé comptabilisé s'élevait à 14 millions USD en 2023, 34 millions USD en 2022 et 36 millions USD en 2021. Les charges d'impôt pour les insuffisances de rémunération en actions de 11 millions USD sont incluses dans le produit d'impôt de 2023. Le produit d'impôt de 2022 et 2021 incluait les produits d'impôt excédentaires réalisés avec la rémunération en actions respectivement de 5 millions USD et 13 millions USD.

Environ 70 % de la charge de rémunération en actions est classée dans les dépenses SG&A, le reste étant classé dans le coût des ventes et les dépenses de R&D. Les charges immobilisées dans les bilans consolidés au 31 décembre 2023 et 2022 n'étaient pas significatifs.

La charge de rémunération en actions est basée sur les attributions qui devraient être acquises, et a donc été réduite des attributions perdues estimées.

Options d'achat d'actions

Les options d'achat d'actions sont accordées aux employés et aux administrateurs non salariés avec des prix d'exercice égaux à 100 % de la valeur de marché à la date d'attribution. Les options d'achat d'actions attribuées aux employés sont généralement acquises par paliers d'un tiers sur une période de trois ans. Les options d'achat d'actions attribuées aux administrateurs non salariés sont généralement acquises dès la date d'attribution et sont émises avec une clause de récupération à six mois. Les options d'achat d'actions ont généralement une durée contractuelle de 10 ans. La juste valeur à la date d'attribution, ajustée des attributions perdues estimées, est comptabilisée en charges de façon linéaire sur la période d'acquisition réelle.

La juste valeur des options d'achat d'actions est déterminée à l'aide du modèle Black-Scholes. Les hypothèses moyennes pondérées utilisées pour estimer la juste valeur des options d'achat d'actions attribuées au cours de chaque année, ainsi que les justes valeurs moyennes pondérées à la date d'attribution, étaient les suivantes :

exercices clos le 31 décembre	2023	2022	2021
Volatilité attendue	27 %	24 %	24 %
Durée de vie prévue (en années)	6,0	5,5	5,5
Taux d'intérêt sans risque	4,2 %	1,8 %	0,8 %
Rendement en dividendes	3,0 %	1,3 %	1,3 %
Juste valeur par option d'achat d'action	$ 9	$ 18	$ 16

Le tableau ci-dessous résume l'activité des options d'achat d'actions pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 et les options d'achat d'actions en circulation au 31 décembre 2023.

(options et valeurs intrinsèques agrégées en milliers)	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Durée contractuelle restante moyenne pondérée (en années)	Valeur intrinsèque agrégée
En circulation au 1er janvier 2023	19 641	$ 63,51		
Attribuées	4 361	$ 39,03		
Exercées	(1 204)	$ 38,13		
Perdues	(1 232)	$ 57,33		
Expirées	(2 099)	$ 69,36		
En circulation au 31 décembre 2023	19 467	$ 59,35	5,29	$ 3 688
Acquises ou devant être acquises au 31 décembre 2023	18 994	$ 59,69	5,20	$ 3 635
Exerçables au 31 décembre 2023	13 987	$ 61,93	4,02	$ 3 458

La valeur intrinsèque cumulée figurant dans le tableau ci-dessus représente la différence entre le prix d'exercice et le cours de clôture de notre action le dernier jour de bourse de l'année. La valeur intrinsèque totale des options exercées en 2023, 2022 et 2021 était respectivement de 5 millions USD, 38 millions USD et 78 millions USD.

Au 31 décembre 2023, une charge de rémunération non comptabilisée de 35 millions USD liée aux options d'achat d'actions devrait être comptabilisée en charge sur une durée moyenne pondérée d'environ 1,7 an.

RSU (droits d'attribution d'actions gratuites)

Les RSU sont attribués aux employés et aux administrateurs non salariés. Les RSU attribués aux employés sont généralement acquis par paliers d'un tiers sur une période de trois ans. Les RSU attribués aux administrateurs non salariés sont généralement acquis dès la date d'attribution et sont émis avec une clause de récupération à six mois. La juste valeur à la date d'attribution, ajustée des attributions perdues estimées, est comptabilisée en charges de façon linéaire sur la période d'acquisition réelle. La juste valeur des RSU est déterminée en fonction du nombre d'actions attribuées et du prix de clôture de nos actions ordinaires à la date d'attribution.

Le tableau ci-dessous résume l'activité des RSU non acquis pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

(unités d'actions en milliers)	Unités d'action	Juste valeur moyenne pondérée de la date d'attribution
RSU non acquis au 1er janvier 2023	1 912	$ 79,51
Attribués	3 443	$ 39,21
Acquis	(752)	$ 76,02
Perdus	(597)	$ 51,13
RSU non acquis au 31 décembre 2023	4 006	$ 49,77

Au 31 décembre 2023, une charge de rémunération non comptabilisée de 121 millions USD liée aux RSU devrait être comptabilisée en charge sur une durée moyenne pondérée d'environ 1,9 an. La juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution des RSU attribués en 2023, 2022 et 2021 était respectivement de 39,21 USD, 81,53 USD et 79,30 USD. La juste valeur des RSU acquis en 2023, 2022 et 2021 était respectivement de 30 millions USD, 76 millions USD et 47 millions USD.

PSU

Notre programme annuel de rémunération en actions pour la haute direction comprend l'émission de PSU. Les PSU attribuées après 2019 étaient basées sur notre performance en termes de taux de croissance annuel composé (TCAC), de rendement du capital investi (ROIC) ajusté

et notre performance boursière par rapport à notre groupe de pairs. Les PSU attribuées entre 2018 et 2019 étaient basées sur la marge opérationnelle ajustée ainsi que sur la performance boursière par rapport à notre groupe de pairs. La condition d'acquisition des PSU basées sur le TCAC et le ROIC est définie au début de la période de service de 3 ans, tandis que la condition d'acquisition des PSU basées sur la marge d'exploitation ajustée est définie au début de chaque année pour chaque tranche de l'attribution pendant la période de service de 3 ans. La charge de rémunération pour les PSU basées sur le TCAC, le ROIC ajusté et la marge opérationnelle ajustée est évaluée sur la base de la juste valeur des attributions à la date à laquelle les conditions d'acquisition spécifiques pour chaque attribution sont établies et la juste valeur des attributions est déterminée sur la base du cours de nos actions à la date d'attribution. La charge de rémunération pour les PSU basées sur le TCAC, le ROIC ajusté et la marge opérationnelle ajustée sont ajustés à chaque date de clôture pour refléter le résultat estimé de l'acquisition.

La juste valeur des PSU basées sur notre performance boursière par rapport à notre groupe de pairs est déterminée à l'aide d'une méthode de Monte-Carlo. Les hypothèses utilisées pour estimer la juste valeur de ces PSU attribuées au cours de la période, ainsi que les justes valeurs à la date d'attribution, étaient les suivantes :

exercices clos le 31 décembre	2023	2022	2021
Volatilité Baxter	27 %	27 %	28 %
Volatilité du groupe de pairs	23 %-54 %	24 %-54 %	26 %-81 %
Corrélation des rendements	0,23-0,48	0,21-0,61	0,05-0,65
Taux d'intérêt sans risque	4,6 %	1,6 %	0,3 %
Juste valeur par PSU	$ 30	$ 102	$ 86

Le tableau ci-dessous résume l'activité des PSU non acquises pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

(unités d'actions en milliers)	Unités d'action		Juste valeur moyenne pondérée de la date d'attribution
PSU non acquises au 1er janvier 2023	698	$	85,00
Attribués	451	$	29,57
Acquises	(80)	$	76,25
Perdus	(340)	$	73,52
PSU non acquises au 31 décembre 2023	729	$	57,03

Une charge de rémunération non comptabilisée de 17 millions USD liée au total des PSU non acquises au 31 décembre 2023 devrait être comptabilisée en charge sur une durée moyenne pondérée d'environ 2,7 ans.

Plan d'actionnariat salarié

Presque tous les employés ont le droit de participer à notre plan d'actionnariat salarié. Le prix d'achat d'actions pour les salariés représente 85 % du prix de clôture du marché à la date d'achat.

Au 31 décembre 2023, environ 9 millions d'actions ordinaires étaient disponibles pour distribution aux participants admissibles.

En 2023, 2022 et 2021, nous avons émis respectivement environ 1,4 million, 0,9 million et 0,7 millions d'actions dans le cadre du plan d'actionnariat salarié.

Dividendes en espèces

Le total des dividendes en espèces déclarés par action pour 2023, 2022 et 2021 s'élevait respectivement à 1,16 USD, 1,15 USD et 1,085 USD.

Un dividende trimestriel de 0,29 USD par action (1,16 USD sur une base annualisée) a été déclaré en février, mai et juillet 2023 et a été payé respectivement en avril, juillet et octobre 2023. Notre conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,29 USD par action en novembre 2023, qui a été payé en janvier 2024.

Programmes de rachat d'actions

Avec l'autorisation du Conseil d'administration, nous rachetons nos actions en fonction de nos flux de trésorerie, de notre niveau d'endettement net et des conditions du marché. En juillet 2012, le conseil d'administration a autorisé un programme de rachat d'actions et l'autorisation associée a ensuite été augmentée plusieurs fois. Nous n'avons racheté aucune action en vertu de cette autorisation en 2023. Nous avons racheté pour 0,5 million d'actions en vertu de cette autorisation dans le cadre d'un plan relevant de la Règle 10b5-1 pour 32 millions USD en espèces en 2022 et 7,3 millions d'actions en vertu de cette autorisation dans le cadre de plans relevant de la Règle 10b5-1 pour 600 millions USD en espèces en 2021. Au 31 décembre 2023, nous disposions d'une autorisation d'achat de 1,30 milliard USD.

Autres

En plus des actions ordinaires, notre capital social comprend 100 millions d'actions privilégiées, sans valeur nominale. Au 31 décembre 2023 et 2022, aucune action privilégiée n'était en circulation.

NOTE 10
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (PERTE)

Le résultat global (perte) comprend tous les changements dans les capitaux propres des actionnaires qui ne découlent pas des transactions avec les actionnaires et qui comprennent le résultat net (perte), l'écart de conversion cumulé (CTA), certains gains et pertes provenant des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux postérieurs à l'emploi (OPEB), certains gains et pertes provenant des activités de couverture et les plus-values et moins-values latentes sur les titres de créance disponibles à la vente.

Le tableau suivant est un résumé net d'impôt des variations des autres éléments de résultat étendu (ARGC) par composante pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022.

(en millions)	CTA	Régimes de retraite et OPEB	Activités de couverture	Titres de créance disponibles à la vente	Total
Gains (pertes)					
Solde au 31 décembre 2022	$ (3 386)	$ (331)	$ (119)	$ 3	$ (3 833)
Autres éléments du résultat global (perte) avant reclassement	216	(106)	5	—	115
Montants reclassés des ARGC (a)	185	(15)	(6)	—	164
Autres éléments nets du résultat global	401	(121)	(1)	—	279
Solde au 31 décembre 2023	$ (2 985)	$ (452)	$ (120)	$ 3	$ (3 554)

(en millions)	CTA	Régimes de retraite et OPEB	Activités de couverture	Titres de créance disponibles à la vente	Total
Gains (pertes)					
Solde au 31 décembre 2021	$ (2 907)	$ (347)	$ (126)	$ —	$ (3 380)
Autres éléments du résultat global (perte) avant reclassement	(544)	(9)	22	3	(528)
Montants reclassés des ARGC (a)	65	25	(15)	—	75
Autres éléments nets du résultat global	(479)	16	7	3	(453)
Solde au 31 décembre 2022	$ (3 386)	$ (331)	$ (119)	$ 3	$ (3 833)

(a) Voir le tableau ci-dessous pour plus de détails sur ces reclassements.

Le tableau suivant est un résumé des montants reclassés des autres éléments de résultat étendu (ARGC) en résultat net (perte) au cours des exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022.

(en millions)	Montants reclassés des ARGC (a) 2023	2022	Poste impacté dans le compte de résultat
CTA			
Reclassement de la perte de conversion cumulée en résultat	$ —	$ (65)	Autres charges (produits), net(te)s
Reclassement de la perte de conversion cumulée provenant de la cession de BPS en résultat	(185)	—	Revenus des activités abandonnées, net d'impôt
	(185)	(65)	
Moins : Effet fiscal	—	—	Charge (produit) d'impôts
	$ (185)	$ (65)	
Retraite et éléments OPEB			
Amortissement des pertes nettes et des coûts ou crédits de services antérieurs	$ 18	$ (30)	Autres charges (produits), net(te)s
Frais de règlement	(2)	(1)	Autres charges (produits), net(te)s
Règlement des pensions provenant de la cession de BPS	4	—	Revenus des activités abandonnées, net d'impôt
	20	(31)	Total HT
Moins : Effet fiscal	(5)	6	Charge (produit) d'impôts
	$ 15	$ (25)	Net d'impôts
Gains (pertes) sur les activités de couverture			
Contrats de change	$ 16	$ 26	Coût des ventes
Contrats de taux d'intérêt	(6)	(6)	Charges d'intérêts, nettes
Couvertures de juste valeur	(3)	—	Autres charges (produits), net(te)s
	7	20	Total HT
Moins : Effet fiscal	(1)	(5)	Charge (produit) d'impôts
	$ 6	$ 15	Net d'impôts
Total des reclassements pour la période	$ (164)	$ (75)	Total net d'impôts

(a) Les montants entre parenthèses indiquent des réductions du résultat net.

Reportez-vous à la Note 4 pour plus d'informations concernant le reclassement d'une perte de conversion cumulée en bénéfices, à la Note 13 pour plus d'informations concernant l'amortissement des retraites et éléments OPEB et à la Note 16 pour plus d'informations concernant l'activité de couverture.

NOTE 11
REVENUS

Soldes du contrat

Le calendrier de comptabilisation des revenus, des facturations et des recouvrements de trésorerie entraîne la comptabilisation des comptes clients, des créances non facturées, des actifs contractuels et des avances et dépôts des clients (passifs contractuels) sur nos bilans consolidés. Les comptes clients nets s'élevaient à 2,43 milliards USD et 2,34 milliards USD respectivement au 31 décembre 2023 et 2022.

Pour les accords de fabrication sous contrat, les revenus sont principalement comptabilisés tout au long du cycle de production, qui dure généralement jusqu'à 90 jours, ce qui entraîne la comptabilisation des actifs sous contrat jusqu'à ce que les services connexes soient terminés

et que les clients soient facturés. En outre, pour certains accords contenant une obligation de résultat de fournir un logiciel qui peut être utilisé avec des dispositifs médicaux, nous comptabilisons les revenus à la livraison du logiciel, ce qui entraîne la comptabilisation des actifs contractuels lorsque les clients sont facturés au fil du temps, généralement sur une période d'un à cinq ans. Pour les contrats groupés impliquant des équipements livrés à l'avance et des produits médicaux consommables à livrer au fil du temps, le chiffre d'affaires total du contrat est réparti entre les équipements et les produits médicaux consommables. Dans certains de ces accords, un actif contractuel est créé pour la différence entre le montant des revenus d'équipement comptabilisés à la livraison et le montant de la contrepartie à recevoir initialement du client. Dans ces accords, l'actif contractuel devient un compte client commercial lorsque les produits médicaux consommables sont fournis et facturés, généralement sur une période de un à sept ans.

Le tableau suivant résume nos actifs contractuels :

au 31 décembre (en millions)	2023	2022
Services de fabrication sous contrat	$ 5	$ 10
Ventes de logiciels	44	43
Contrats groupés d'équipement et de produits médicaux consommables	117	121
Actifs contractuels	$ 166	$ 174

Les passifs contractuels représentent les revenus différés qui résultent des espèces reçues des clients ou lorsque le calendrier de facturation des services précède le respect de nos obligations de résultat. Ces obligations de résultat restantes représentent la partie du prix du contrat pour laquelle le travail n'a pas été effectué et sont principalement liées à nos contrats d'installation et de service. Nous prévoyons de respecter la majorité des obligations de résultat restantes et de comptabiliser les revenus liés aux contrats d'installation et de service au cours des 12 prochains mois, la plupart des obligations de résultat non courantes étant respectées dans les 24 prochains mois.

Le tableau suivant résume l'activité du passif contractuel pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022. Le solde du passif contractuel représente le prix de transaction alloué aux obligations de rendement restantes.

exercice clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022
Solde au début de la période	$ 194	$ 196
Nouveaux reports de revenus	623	665
Revenus affectés au respect des obligations de résultat	(625)	(661)
Conversion de devise	2	(6)
Solde à la fin de la période	$ 194	$ 194

En 2023 et 2022, respectivement 127 millions USD et 115 millions USD de chiffre d'affaires ont été comptabilisés, qui étaient inclus dans les passifs contractuels respectivement au 31 décembre 2022 et 2021. En 2021, 17 millions USD de chiffre d'affaires ont été comptabilisés qui étaient inclus dans les passifs contractuels au 31 décembre 2020.

Le tableau suivant récapitule la classification des actifs et passifs contractuels tels qu'ils sont déclarés dans le bilan consolidé :

au 31 décembre (en millions)	2023	2022
Charges prépayées et autres actifs courants	$ 53	$ 52
Autres actifs non courants	113	122
Actifs contractuels	$ 166	$ 174
Charges à payer et autres passifs courants	$ 148	$ 154
Autres passifs non courants	46	40
Passifs contractuels	$ 194	$ 194

Ventilation du chiffre d'affaires net

Voir la Note 18 pour des informations complémentaires sur notre chiffre d'affaires net, y compris la ventilation du chiffre d'affaires net par segment et région.

NOTE 12
FRAIS D'OPTIMISATION COMMERCIALE

Ces dernières années, nous avons entrepris des actions pour transformer notre structure de coûts et améliorer l'efficacité opérationnelle. Ces efforts comprennent la restructuration de l'organisation, l'optimisation de l'empreinte de fabrication, les opérations de R&D et le réseau de la chaîne d'approvisionnement, l'utilisation d'une gestion disciplinée des coûts ainsi que la centralisation et la rationalisation de certaines fonctions d'assistance. Nous prévoyons actuellement d'engager des coûts au comptant avant impôts supplémentaires, liés principalement à la mise en œuvre de programmes d'optimisation commerciale, d'environ 50 millions USD, par l'achèvement d'initiatives en cours. Nous continuons à poursuivre des initiatives d'économies de coûts, y compris celles visant à atténuer une partie des dissynergies attendues de la scission envisagée de notre division Soins rénaux et, dans la mesure où d'autres opportunités d'économies de coûts seront identifiées, nous engagerons des frais et coûts de restructuration supplémentaires pour mettre en œuvre des programmes d'optimisation commerciale à l'avenir. Pour les rapports des segments, les frais d'optimisation commerciale sont des dépenses non affectées.

Nous avons enregistré les frais suivants liés aux programmes d'optimisation commerciale en 2023, 2022 et 2021 :

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Frais de restructuration	$ 478	$ 163	$ 91
Coûts de mise en œuvre des programmes d'optimisation commerciale[1]	56	62	23
Total des frais d'optimisation commerciale	$ 534	$ 225	$ 114

[1] Les coûts de mise en œuvre des programmes d'optimisation commerciale pour les exercices clos respectivement les 31 décembre 2023, 2022 et 2021 comprenaient principalement des coûts de consultation externe et de transition, y compris la rémunération des employés et les coûts connexes. Les coûts étaient principalement inclus dans le coût des ventes et les dépenses SG&A.

Les coûts des actions de restructuration comprenaient principalement les coûts de licenciement des employés, les coûts de résiliation des contrats et les dépréciations d'actifs. Au cours des exercices clos les 31 décembre 2023, 2022 et 2021, nous avons enregistré les frais de restructuration suivants :

	2023			
(en millions)	COGS	SG&A	R&D	Total
Frais de licenciement des employés	$ 47	$ 115	$ 12	$ 174
Résiliation des contrats et autres coûts	6	2	—	8
Dépréciations d'actifs	289	7	—	296
Total des frais de restructuration	$ 342	$ 124	$ 12	$ 478

	2022			
(en millions)	COGS	SG&A	R&D	Total
Frais de licenciement des employés	$ 24	$ 102	$ 3	$ 129
Résiliation des contrats et autres coûts	—	22	—	22
Dépréciations d'actifs	2	10	—	12
Total des frais de restructuration	$ 26	$ 134	$ 3	$ 163

	2021			
(en millions)	COGS	SG&A	R&D	Total
Frais de licenciement des employés	$ 37	$ 35	$ 1	$ 73
Résiliation des contrats et autres coûts	—	2	—	2
Dépréciations d'actifs	16	—	—	16
Total des frais de restructuration	$ 53	$ 37	$ 1	$ 91

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, 111 millions USD des frais de restructuration présentés ci-dessus, composés des coûts de licenciement des employés, étaient liés à la mise en œuvre de notre nouveau modèle opérationnel annoncé précédemment, visant à simplifier et rationaliser nos opérations. Pour l'exercice clos le 31 décembre, 2023, 267 millions USD des frais de restructuration présentés dans le

tableau ci-dessus, comprenant 243 millions USD de charges de dépréciation d'actifs à long terme, 14 millions USD d'autres dépréciations d'actifs liées aux stocks et aux pièces de rechange et 10 millions USD de coûts de licenciement des employés, étaient liés à notre décision de cesser la production dans l'une de nos usines de production de dialyseurs dans le cadre de nos initiatives visant à rationaliser nos capacités de production et à améliorer notre rentabilité. Voir la Note 4 pour plus d'informations.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, 85 millions USD des frais de restructuration présentés dans le tableau ci-dessus étaient liés aux activités d'intégration pour l'acquisition de Hillrom, comprenant 55 millions USD de coûts de licenciement des employés, 22 millions USD pour la résiliation des contrats et autres coûts et 8 millions USD de dépréciations d'actifs.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, 37 millions USD et 12 millions USD, respectivement, des frais de restructuration présentés dans le tableau ci-dessus, composés de coûts de licenciement des employés, étaient liés à des programmes mondiaux visant à simplifier et rationaliser notre chaîne d'approvisionnement et nos fonctions financières.

Le tableau suivant récapitule l'activité au niveau du passif lié à nos initiatives de restructuration.

(en millions)		
Solde passif au 31 décembre 2020	$	113
Passifs repris à l'acquisition		6
Frais		94
Paiements		(78)
Ajustements de réserve		(19)
Conversion de devise		(7)
Solde passif au 31 décembre 2021		109
Frais		172
Paiements		(145)
Ajustements de réserve		(21)
Conversion de devise		(8)
Solde passif au 31 décembre 2022		107
Frais		212
Paiements		(151)
Ajustements de réserve		(30)
Conversion de devise		(10)
Solde passif au 31 décembre 2023	$	128

Les ajustements de réserve concernent principalement les réserves pour les coûts de licenciement des employés constituées au cours des périodes précédentes.

La quasi-totalité de nos passifs de restructuration au 31 décembre 2023 concerne les coûts de licenciement des employés, les passifs restants étant attribuables aux coûts de résiliation des contrats. La quasi-totalité des paiements en espèces pour ces passifs devraient être débloqués d'ici la fin de l'année 2024.

NOTE 13
RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Nous parrainons un certain nombre de régimes de retraite qualifiés et non qualifiés pour les employés éligibles. Nous parrainons également certaines prestations d'assurance-vie et de santé contributives non financées pour la quasi-totalité des employés retraités nationaux. Les employés nouvellement embauchés aux États-Unis et à Porto Rico ne sont pas admissibles aux régimes de retraite, mais reçoivent un niveau plus élevé de cotisations d'entreprise dans nos régimes à cotisations définies.

Rapprochement des obligations, des actifs et du niveau de provisionnement du régime de retraite et des autres régimes d'avantages sociaux postérieurs à l'emploi

Les informations sur les régimes de retraite dans le tableau ci-dessous concernent tous nos régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux postérieurs à l'emploi (OPEB), aux États-Unis et dans d'autres pays.

	Prestations de retraite		OPEB	
au 31 décembre et pour les exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2023	2022
Obligations en matière d'avantages sociaux				
Début de la période	$ 3 112	$ 4 390	$ 160	$ 211
Coût de service	23	75	—	1
Coût des intérêts	155	97	8	4
Cotisations des participants	4	4	—	—
Perte actuarielle (gain)	195	(1 197)	5	(37)
Paiements de prestations	(141)	(123)	(19)	(19)
Règlements	(19)	(17)	—	—
Réduction	—	(13)	—	—
Acquisitions	2	—	—	—
Modifications du plan	3	1	—	—
Change de devises étrangères et autres	44	(105)	—	—
Fin de la période	3 378	3 112	154	160
Juste valeur des actifs du plan				
Début de la période	2 501	3 784	—	—
Rendement réel des actifs du plan	268	(1 118)	—	—
Cotisations de l'employeur	47	47	19	19
Cotisations des participants	4	4	—	—
Paiements de prestations	(141)	(123)	(19)	(19)
Règlements	(19)	(17)	—	—
Acquisitions	—	—	—	—
Change de devises étrangères et autres	33	(76)	—	—
Fin de la période	2 693	2 501	—	—
Niveau de provisionnement au 31 décembre	$ (685)	$ (611)	$ (154)	$ (160)
Montants comptabilisés dans les bilans consolidés				
Actif non courant	$ 129	$ 123	$ —	$ —
Passif courant	(32)	(30)	(17)	(18)
Passif non courant	(782)	(704)	(137)	(142)
Passif net comptabilisé au 31 décembre	$ (685)	$ (611)	$ (154)	$ (160)

Les gains et pertes actuariels résultent de changements dans les hypothèses actuarielles (comme les changements dans le taux d'actualisation et les taux de mortalité révisés). Les pertes actuarielles en 2023 et les gains en 2022 liés aux obligations de prestations du régime étaient principalement le résultat des variations des taux d'actualisation.

Les informations sur l'obligation de retraite dans le tableau ci-dessus représentent l'obligation de prestation projetée (PBO). La PBO intègre des hypothèses relatives aux niveaux de rémunération futurs. L'obligation de prestations cumulées (ABO) est la même que la PBO, sauf qu'elle ne comprend aucune hypothèse relative aux niveaux de rémunération futurs. L'ABO pour tous nos régimes de retraite était de 3,28 milliards USD et de 3,01 milliards USD aux dates de mesure respectives de 2023 et 2022.

Les informations contenues dans le tableau de niveau de provisionnement ci-dessus représentent les totaux de tous nos régimes de retraite. Le tableau suivant contient des informations relatives aux régimes individuels dans le tableau de niveau de provisionnement ci-dessus qui ont une ABO supérieure aux actifs du régime.

au 31 décembre (en millions)	2023	2022
ABO	$ 2 710	$ 2 561
Juste valeur des actifs du plan	$ 1 932	$ 1 865

Le tableau suivant présente les informations relatives aux régimes individuels dans le tableau de niveau de provisionnement ci-dessus qui ont une PBO en surplus des actifs du régime (dont beaucoup ont également une ABO en surplus des actifs et sont donc également inclus dans le tableau directement ci-dessus).

au 31 décembre (en millions)	2023	2022
PBO	$ 2 796	$ 2 740
Juste valeur des actifs du plan	$ 1 982	$ 2 006

Paiements nets des régimes de retraite et OPEB prévus pour les 10 prochaines années

(en millions)	Prestations de retraite	OPEB
2024	$ 161	$ 17
2025	167	16
2026	178	15
2027	189	14
2028	199	14
De 2029 à 2033	1 092	59
Total des paiements nets de prestations prévus pour les 10 prochaines années	$ 1 986	$ 135

Les paiements de prestations nettes prévues ci-dessus reflètent les prestations nettes totales qui devraient être payées à partir des actifs des régimes (pour les régimes financés) ou de nos actifs (pour les régimes non financés). Les subventions fédérales relatives à la loi sur l'amélioration et la modernisation des médicaments sur ordonnance (Medicare Prescription Drug, Improvement and Modernization Act) ne devraient pas être significatives.

Montants comptabilisés en ARGC

Les plus-values ou moins-values des régimes de retraite et OPEB, les coûts ou crédits de services antérieurs, et les actifs ou obligations de transition non encore comptabilisés dans le coût net des prestations périodiques sont comptabilisés sur une base nette d'impôt dans les autres éléments de résultat étendu (ARGC) et seront amortis des ARGC au coût net des prestations périodiques à l'avenir. Pour les employés actifs, nous utilisons la durée de vie future moyenne comme période d'amortissement pour les services antérieurs. Pour les employés inactifs, nous utilisons l'espérance de vie restante moyenne comme période d'amortissement pour les services antérieurs.

Le tableau suivant est un résumé des pertes avant impôts incluses dans les ARGC au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022.

(en millions)	Prestations de retraite	OPEB
Perte actuarielle (gain)	$ 626	$ (50)
Crédit de service antérieur et obligation de transition	11	(16)
Perte (gain) totale avant impôts comptabilisée dans les ARGC au 31 décembre 2023	$ 637	$ (66)
Perte actuarielle (gain)	$ 513	$ (69)
Crédit de service antérieur et obligation de transition	8	(27)
Perte (gain) totale avant impôts comptabilisée dans les ARGC au 31 décembre 2022	$ 521	$ (96)

Voir la Note 10 pour les soldes nets d'impôts inclus dans les ARGC à chacune des dates de fin d'année. Le tableau suivant est un résumé des montants nets d'impôts enregistrés dans les ARG relatifs aux régimes de retraite et OPEB.

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Gain (perte) découlant de l'exercice, net d'impôt de 31 USD en 2023, 6 USD en 2022 et 43 USD en 2021	$ 132	$ (8)	$ 161
Amortissement de la perte sur les bénéfices, net d'impôt de (5) USD en 2023, 6 USD en 2022 et 16 USD en 2021	(13)	23	64
Frais de règlement, nets d'impôts nuls en 2023, 2022 et 2021	2	1	2
Retraite et autres avantages sociaux	$ 121	$ 16	$ 227

En 2023, 2022 et 2021, les ARG pour les régimes de retraite et OPEB étaient principalement liés aux gains et pertes actuariels.

Coût net périodique des prestations

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Prestations de retraite			
Coût de service	$ 23	$ 75	$ 86
Coût des intérêts	155	97	71
Rendement attendu des actifs du plan	(188)	(157)	(143)
Amortissement des pertes nettes et autres montants différés	6	43	89
Gain de réduction	—	(13)	—
Frais de règlement	2	1	2
Autres	1	1	(4)
Coût net périodique des prestations de retraite	$ (1)	$ 47	$ 101
OPEB			
Coût de service	$ —	$ 1	$ 1
Coût des intérêts	8	4	4
Amortissement des pertes nettes et crédit de service antérieur	(24)	(14)	(9)
Gain de réduction	(1)	—	—
Coût net périodique de l'OPEB	$ (17)	$ (9)	$ (4)

Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour déterminer les obligations en matière de prestations à la date de mesure

	Prestations de retraite		OPEB	
	2023	2022	2023	2022
Taux d'actualisation				
Plans pour les États-Unis et Porto Rico	5,20 %	5,55 %	5,11 %	5,46 %
Plans internationaux	3,41 %	4,01 %	S.O.	S.O.
Taux d'augmentation de la rémunération				
Plans pour les États-Unis et Porto Rico	2,60 %	2,93 %	S.O.	S.O.
Plans internationaux	3,24 %	3,34 %	S.O.	S.O.
Taux annuel d'augmentation du coût par habitant	S.O.	S.O.	6,25 %	6,50 %
Taux réduit à	S.O.	S.O.	5,00 %	5,00 %
d'ici la fin de l'exercice	S.O.	S.O.	2029	2029

Les hypothèses ci-dessus, qui ont été utilisées pour le calcul des obligations de prestations de la date d'évaluation du 31 décembre 2023, seront utilisées pour le calcul du coût net des prestations périodiques en 2024.

Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour déterminer le coût net des prestations périodiques

	Prestations de retraite			OPEB		
	2023	2022	2021	2023	2022	2021
Taux d'actualisation						
Plans pour les États-Unis et Porto Rico	5,55 %	3,01 %	2,73 %	5,46 %	2,76 %	2,33 %
Plans internationaux	4,01 %	1,47 %	1,00 %	S.O.	S.O.	S.O.
Rendement attendu des actifs du plan						
Plans pour les États-Unis et Porto Rico	6,43 %	5,00 %	5,50 %	S.O.	S.O.	S.O.
Plans internationaux	5,00 %	3,82 %	3,58 %	S.O.	S.O.	S.O.
Taux d'augmentation de la rémunération						
Plans pour les États-Unis et Porto Rico	2,93 %	3,68 %	3,68 %	S.O.	S.O.	S.O.
Plans internationaux	3,34 %	3,11 %	3,03 %	S.O.	S.O.	S.O.
Taux annuel d'augmentation du coût par habitant	S.O.	S.O.	S.O.	6,25 %	6,50 %	6,25 %
Taux réduit à	S.O.	S.O.	S.O.	5,00 %	5,00 %	5,00 %
d'ici la fin de l'exercice	S.O.	S.O.	S.O.	2029	2029	2027

Nous avons établi l'hypothèse de rendement attendu sur les actifs du plan principalement sur la base d'un examen des rendements moyens composés historiques des actifs, à la fois spécifiques à la société et liés au marché général (basé sur notre allocation d'actifs), ainsi que d'une analyse des informations actuelles sur le marché et économiques et des attentes futures. Nous prévoyons de partir d'une hypothèse de 6,65 % pour nos plans aux États-Unis et à Porto Rico pour 2024.

Actifs du régime de retraite

Un comité d'investissement composé de membres de la haute direction est chargé de superviser, surveiller et évaluer les actifs investis de nos régimes de retraite financés. Le comité d'investissement, qui se réunit au moins une fois par trimestre, se conforme aux politiques et procédures documentées relatives aux objectifs d'investissement, aux allocations d'actifs ciblées, aux pratiques de gestion des risques, aux participations d'investissement autorisées et interdites, à la diversification, à l'utilisation de produits dérivés, à la relation entre les actifs du plan et les obligations en matière de prestations, ainsi qu'à d'autres facteurs et considérations pertinents.

Les politiques et procédures du comité d'investissement comprennent les éléments suivants :

- la capacité à payer toutes les prestations à échéance ;
- les attentes de rendement à long terme ciblées par rapport aux indices du marché applicables, tels que Russell, MSCI EAFE et d'autres indices ;
- les plages de pourcentage d'allocation d'actifs ciblées (résumées ci-dessous) et examens périodiques de ces allocations ;
- la diversification des actifs parmi les gestionnaires d'investissement tiers, et par zone géographique, secteur, étape du cycle d'affaires et autres mesures ;
- des interdictions spécifiques de détention d'investissements et de transactions (par exemple, placements privés ou autres titres restreints, titres qui ne sont pas négociés sur un marché suffisamment actif, ventes à découvert, certains dérivés, produits de base et transactions sur marge) ;
- les limites spécifiées en pourcentage du portefeuille sur les participations dans une seule société ou autre entité (généralement 5 % au moment de l'achat, à l'exception des participations dans des titres du gouvernement ou d'une agence américaine) ;
- la qualité de crédit moyenne spécifiée pour le portefeuille de titres à revenu fixe (au moins A- par Standard & Poor's ou A3 par Moody's) ;
- les limites de pourcentage de portefeuille spécifiées sur les participations étrangères ; et
- la surveillance périodique de la performance du gestionnaire d'investissement et du respect des politiques du comité d'investissement.

Les actifs du plan sont investis en utilisant une approche d'investissement à rendement total par laquelle un mélange de titres de participation, de titres de créance et d'autres investissements est utilisé pour préserver les valeurs des actifs, diversifier le risque et dépasser le rendement d'investissement de référence prévu. Les stratégies d'investissement et les allocations d'actifs sont basées sur la prise en compte des passifs du régime, du niveau de provisionnement des régimes et d'autres facteurs, tels que les données démographiques et la durée des passifs des régimes. Le rendement des investissements est examiné par le comité d'investissement sur une base trimestrielle et les allocations d'actifs sont examinées au moins une fois par an.

Les actifs du plan sont gérés dans un portefeuille équilibré composé de deux composantes principales : les investissements de recherche de rendement et les investissements de couverture de passif. Les allocations cibles pour les actifs du plan sont de 50 % en investissements à la recherche de rendement et de 50 % en investissements de couverture de passif et autres participations. La politique documentée comprend une fourchette d'allocations basée sur chaque type d'investissement individuel au sein des principaux composants qui permet une variance par rapport aux allocations cibles en fonction du type d'investissement. Les investissements à la recherche de rendement comprennent principalement les actions ordinaires de sociétés américaines et internationales, les fonds fiduciaires communs/collectifs, les fonds communs de placement, les fonds spéculatifs et les investissements en partenariat. Les investissements de couverture de passif et autres participations comprennent principalement les liquidités, les fonds du marché monétaire ayant une échéance initiale de trois mois ou moins, les émissions de gouvernements et d'agences gouvernementales américaines et étrangères, les obligations d'entreprises, les titres municipaux, les contrats dérivés et les titres adossés à des actifs.

Bien que le comité d'investissement assure la supervision des actifs du plan pour les plans américains et internationaux, le résumé ci-dessus est spécifique aux plans aux États-Unis. Les actifs du plan pour les plans internationaux sont gérés et alloués par les entités de chaque pays, avec la contribution et la supervision assurées par le comité d'investissement. Les actifs du plan pour les plans américains et internationaux sont inclus dans le tableau ci-dessous.

Les tableaux suivants résument les instruments financiers de notre régime de retraite qui sont évalués à leur juste valeur de manière récurrente.

		Base de la mesure de la juste valeur			
(en millions)	Solde au 31 décembre 2023	Prix cotés sur les marchés actifs pour des actifs identiques (Niveau 1)	Autres intrants significatifs observables (Niveau 2)	Entrées significatives non observables (Niveau 3)	Mesuré à la valeur liquidative (a)
Actifs					
Trésorerie	$ 63				
Titres à revenu fixe					
Équivalents de trésorerie	$ 399	$ —	$ 399	$ —	$ —
Problèmes avec le gouvernement américain et les agences gouvernementales	96	—	96	—	—
Obligations d'entreprise	265	—	265	—	—
Titres de participation					
Actions ordinaires	345	345	—	—	—
Fonds communs de placement	211	211	—	—	—
Fonds fiduciaires communs/collectifs	834	—	294	—	540
Investissements en partenariat	216	—	—	—	216
Autres participations	264	13	94	157	—
Juste valeur des actifs du plan de retraite	$ 2 693	$ 569	$ 1 148	$ 157	$ 756

(a) Certains actifs évalués à la juste valeur en utilisant la valeur liquidative (NAV) par action (ou son équivalent) pratique n'ont pas été classés dans la hiérarchie de la juste valeur.

(en millions)	Solde au 31 décembre 2022	Base de la mesure de la juste valeur: Prix cotés sur les marchés actifs pour des actifs identiques (Niveau 1)	Autres intrants significatifs observables (Niveau 2)	Entrées significatives non observables (Niveau 3)	Mesuré à la valeur liquidative (a)
Actifs					
Trésorerie	$ 74				
Titres à revenu fixe					
Équivalents de trésorerie	$ 297	$ —	$ 297	$ —	$ —
Problèmes avec le gouvernement américain et les agences gouvernementales	46	—	46	—	—
Obligations d'entreprise	310	—	310	—	—
Titres de participation					
Actions ordinaires	296	296	—	—	—
Fonds communs de placement	340	184	156	—	—
Fonds fiduciaires communs/collectifs	790	—	251	—	539
Investissements en partenariat	263	—	—	—	263
Autres participations	85	21	56	8	—
Juste valeur des actifs du plan de retraite	$ 2 501	$ 501	$ 1 116	$ 8	$ 802

(a) Certains actifs évalués à la juste valeur en utilisant la valeur liquidative (NAV) par action (ou son équivalent) pratique n'ont pas été classés dans la hiérarchie de la juste valeur.

Le tableau suivant est un rapprochement des changements dans les mesures de la juste valeur qui ont utilisé des intrants non observables significatifs (Niveau 3).

(en millions)	Autres participations
Solde au 31 décembre 2021	$ 9
Transferts sortants	(1)
Solde au 31 décembre 2022	8
Achats[1]	149
Solde au 31 décembre 2023	$ 157

[1] Les achats en 2023 comprenaient 148 millions USD pour l'adhésion à un contrat d'assurance lié à notre régime de retraite au Royaume-Uni.

Les actifs et passifs de nos régimes de retraite sont évalués selon les méthodes d'évaluation suivantes :

Catégorie d'investissement	Méthodologie d'évaluation
Équivalents de trésorerie	Il s'agit en grande partie d'un fonds d'investissement à court terme, en dollars américains et en devises étrangères. La juste valeur du fonds d'investissement à court terme est basée sur la valeur liquidative.
Problèmes avec le gouvernement américain et les agences gouvernementales	Les valeurs sont basées sur des fournisseurs de prix réputés, qui utilisent généralement des matrices de prix ou des modèles qui utilisent des intrants observables.
Obligations d'entreprise	Les valeurs sont basées sur des fournisseurs de prix réputés, qui utilisent généralement des matrices de prix ou des modèles qui utilisent des intrants observables.
Actions ordinaires	Les valeurs sont basées sur les cours de clôture à la date d'évaluation sur un marché actif sur les bourses nationales et internationales.
Fonds communs de placement	Les valeurs sont basées sur la valeur nette d'inventaire des parts détenues dans le fonds respectif qui sont obtenues à partir d'échanges nationaux et internationaux ou sur la valeur nette d'inventaire des actifs sous-jacents du fonds fournie par le gestionnaire du fonds.
Fonds fiduciaires communs/collectifs	Les valeurs sont basées sur la valeur nette d'inventaire des parts détenues à la fin de l'exercice.
Investissements en partenariat	Les valeurs sont basées sur la valeur nette d'inventaire de la participation de notre part à l'investissement, telle que déterminée par le commandité ou le gestionnaire d'investissement du partenariat respectif.
Autres participations	Les autres participations comprennent des actifs évalués par des fournisseurs de cours de bourse à l'aide de matrices de cours de bourse ou de modèles qui utilisent des données observables, ainsi qu'un contrat d'assurance détenu par notre régime de retraite au Royaume-Uni qui est évalué à l'aide d'un modèle de flux de trésorerie actualisés. En plus des données de marché observables telles que les taux d'intérêt, l'évaluation de la juste valeur du contrat d'assurance reflète également les données non observables, telles que les jugements qualitatifs sur la tarification de contrats similaires sur le marché de l'assurance.

Financement prévu des régimes de retraite et OPEB

Notre politique de financement pour nos régimes de retraite consiste à verser des montants suffisants pour répondre aux exigences légales de financement, ainsi que tout montant supplémentaire que nous pouvons juger approprié compte tenu du niveau de provisionnement des régimes, de la déductibilité fiscale, des flux de trésorerie générés par nous et d'autres facteurs. La volatilité des marchés financiers mondiaux pourrait avoir un impact défavorable sur les exigences de financement futures. En 2024, nous n'avons aucune obligation de financer nos plans principaux aux États-Unis, mais nous réévaluons régulièrement le montant et le calendrier des cotisations discrétionnaires. À l'inverse, nous prévoyons de verser des cotisations d'au moins 18 millions USD sur notre régime de Porto Rico et de 48 millions USD sur nos régimes de retraite étrangers en 2024.
En outre, nous prévoyons des sorties de trésorerie nettes liées à nos plans OPEB d'environ 17 millions USD en 2024.

Le tableau suivant détaille le pourcentage de niveau de provisionnement de nos régimes de retraite au 31 décembre 2023, y compris certains régimes qui ne sont pas financés conformément aux directives de notre politique de financement décrite ci-dessus.

	États-Unis et Porto Rico		International		
au 31 décembre 2023 (en millions)	Plans qualifiés	Plans non qualifiés	Plans financés	Plans non financés	Total
Juste valeur des actifs du plan	$ 1 846	$ S.O.	$ 847	$ S.O.	$ 2 693
PBO	2 097	197	760	324	3 378
Pourcentage du niveau de provisionnement	88 %	S.O.	111 %	S.O.	80 %

Amendements au régime de retraite

En mai 2022, nous avons annoncé que les montants des salaires et des services utilisés pour calculer les prestations de retraite pour les participants actifs non négociants de notre régime de retraite américain Hillrom seraient gelés à compter du 31 décembre 2022. Les années de service supplémentaire gagnées et la rémunération éligible reçue après le 31 décembre 2022 ne seront pas incluses dans la détermination des prestations payables à ces participants. Cette modification a entraîné une baisse de 11 millions USD de l'obligation de prestation projetée (PBO) avec un gain de réduction de compensation inclus dans les autres charges (de revenu), net sur les comptes de résultat consolidés (perte) pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2022, nous avons transféré les actifs et passifs de Baxter International Inc. et du Régime de retraite des filiales II au Régime de retraite de Baxter International Inc. et des filiales, ce qui a donné lieu à un régime à prestations définies américain qualifié.

Régime à cotisations définies des États-Unis

La plupart des employés aux États-Unis sont admissibles à participer à un régime à cotisations définies qualifié. Nous avons comptabilisé des dépenses de 116 millions USD en 2023, 96 millions USD en 2022 et 59 millions USD en 2021 liées aux cotisations à ce régime.

NOTE 14
IMPÔTS

Résultat avant charge (produit) d'impôt par catégorie

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
États-Unis	$ (1 666)	$ (3 831)	$ (505)
International	1 563	1 181	1 621
Résultat des activités poursuivies avant impôts	$ (103)	$ (2 650)	$ 1 116

Charge (produit) d'impôt

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Courant			
États-Unis			
Fédéral	$ 9	$ 3	$ (11)
Étatique et local	(3)	—	6
International	459	231	249
Charge (produit) d'impôt courant(e)	465	234	244
Différé			
États-Unis			
Fédéral	(346)	(248)	(120)
Étatique et local	(41)	(52)	(7)
International	(112)	70	(34)
Charge (produit) d'impôt différé	(499)	(230)	(161)
Charge (produit) d'impôt	$ (34)	$ 4	$ 83

Actifs et passifs d'impôts différés

au 31 décembre (en millions)	2023	2022
Actifs d'impôts différés		
Charges à payer et autres	$ 326	$ 404
Retraite et autres prestations postérieures à l'emploi	152	143
Report du crédit d'impôt et de la perte d'exploitation nette	800	1 143
Augmentation de la base d'imposition de l'actif net suite à la réforme fiscale suisse	157	151
Dettes locatives d'exploitation	141	144
Indemnités d'évaluation	(658)	(704)
Total des actifs d'impôt différé	918	1 281
Passifs d'impôt différé		
Bénéfices non versés des filiales	81	55
Actifs à long terme et autres	769	1 470
Actifs représentatifs du droit d'utilisation de location-exploitation	131	137
Total des passifs d'impôt différé	981	1 662
Actif (passif) net d'impôt différé	$ (63)	$ (381)

Au 31 décembre 2023, nous avions des reports de pertes d'exploitation de l'État américain totalisant 756 millions USD, des reports de pertes d'exploitation fédérales américaines totalisant 129 millions USD et des reports de crédits d'impôt totalisant 299 millions USD, ce qui inclut un report de crédit d'impôt étranger américain de 228 millions USD. Les reports de pertes d'exploitation et de crédits d'impôt fédéraux et étatiques des États-Unis expirent entre 2024 et 2043, 165 millions USD des reports de pertes d'exploitation n'ayant aucune date d'expiration.

Au 31 décembre 2023, en ce qui concerne nos opérations en dehors des États-Unis, nous avions des reports de pertes d'exploitation à l'étranger totalisant 698 millions USD et des reports de crédit d'impôt à l'étranger totalisant 15 millions USD. Les reports de pertes d'exploitation à l'étranger expirent entre 2024 et 2040, 432 millions USD n'ayant aucune date d'expiration. Tous les reports de crédit d'impôt étranger n'ont pas de date d'expiration.

La réalisation des pertes d'exploitation américaines et étrangères et des reports de crédit d'impôt dépend de la génération de bénéfices futurs suffisants. Une provision pour dépréciation de 658 millions USD et 704 millions USD a été comptabilisée respectivement au 31 décembre 2023 et 2022 pour réduire les actifs d'impôt différé associés à la perte d'exploitation nette et aux reports de crédit d'impôt, car nous ne pensons pas qu'il soit plus probable qu'improbable que ces actifs soient entièrement réalisés avant l'expiration.

Après avoir évalué les lois fiscales américaines pertinentes, toutes les élections ou autres opportunités qui pourraient être disponibles et l'expiration future de certaines dispositions fiscales américaines qui auront une incidence sur l'utilisation de nos reports de crédit d'impôt étranger américains, la direction s'attend à être en mesure de réaliser certains, mais pas tous, des actifs d'impôt différé de crédit d'impôt étranger américain jusqu'à ses autres inclusions étrangères récurrentes et non récurrentes. Par conséquent, une provision pour dépréciation de 130 millions USD et 119 millions USD a été comptabilisée en ce qui concerne les reports de crédit d'impôt étranger respectivement au 31 décembre 2023 et 2022. Nous continuerons à évaluer la nécessité d'allocations d'évaluation supplémentaires et, à mesure que les circonstances changent, l'allocation d'évaluation peut changer.

Suite à la législation suisse sur la réforme fiscale promulguée en 2019, nous avons reconnu une augmentation de la base d'imposition de l'actif net de 863 millions USD qui est amortissable en tant que déduction fiscale au prorata sur les années d'imposition 2025 à 2029. Un actif d'impôt différé de 157 millions USD et de 151 millions USD pour l'augmentation de la base d'imposition a été comptabilisé respectivement au 31 décembre 2023 et 2022. Nous prévoyons de réaliser certains, mais pas tous, des actifs d'impôt différé suisses pour cette augmentation de la base d'imposition en fonction des bénéfices futurs attendus générés par notre filiale suisse pendant la période au cours de laquelle la base d'imposition sera amortie. Par conséquent, une provision pour dépréciation de 90 millions USD et 84 millions USD a été comptabilisée sur les actifs d'impôt différé suisse pour l'augmentation de la base d'imposition respectivement au 31 décembre 2023 et 2022. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, nous avons comptabilisé 9 millions USD de charges d'impôt différé pour augmenter notre provision pour dépréciation afin de refléter notre estimation actuelle de sa recouvrabilité.

Le tableau ci-dessous présente un résumé des variations de notre provision pour impôts différés pour les exercices clos les 31 décembre 2023, 2022 et 2021.

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Solde au début de la période	$ 704	$ 401	$ 454
Acquisitions	—	—	38
Cession	(5)	—	—
Imputé à la charge d'impôt	90	315	37
Déductions	(135)	(1)	(98)
Ajustements de conversion de devise	4	(11)	(30)
Solde à la fin de la période	$ 658	$ 704	$ 401

Rapprochement des charges (produits) d'impôt

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Charge (produit) d'impôt au taux légal américain	$ (22)	$ (557)	$ 234
Incitations fiscales	(209)	(157)	(193)
Impôts étatiques et locaux, nets des prestations fédérales	(36)	(26)	8
Impact des impôts étrangers	189	89	180
Perte légale étrangère déductible fiscalement sur un investissement dans une filiale étrangère	—	—	(58)
Décision de justice défavorable dans une juridiction étrangère liée à une situation fiscale incertaine	—	—	22
Dépréciations non déductibles du fonds de commerce	—	591	—
Coûts liés à la séparation non déductibles	26	—	—
Charge de déduction d'intérêts notionnels (avantages)	31	(306)	(97)
Indemnités d'évaluation	(45)	314	(61)
Charge (produit) d'impôt sur les déficits (hausses imprévues) de rémunération en actions	11	(5)	(13)
Crédits d'impôt pour la recherche et le développement	(21)	(10)	(4)
Positions fiscales incertaines	5	(13)	14
Crédits d'impôts étrangers non utilisés	20	43	13
Revenus de la sous-partie F	26	11	10
Crédits d'impôt étrangers	(9)	6	(2)
Autres, nets	—	24	30
Charge (produit) d'impôt	$ (34)	$ 4	$ 83

Notre taux effectif d'imposition peut différer du taux légal fédéral américain de 21 % en raison d'un certain nombre de facteurs, notamment les incitations fiscales, les différences de taux à l'étranger, les impôts locaux, les charges non déductibles, les revenus non imposables, les augmentations ou diminutions des allocations et passifs d'évaluation pour les positions fiscales incertaines et les produits d'impôt excédentaires ou les insuffisances sur les attributions de rémunération en actions, les résultats d'audit ou les changements législatifs.

En 2023, notre taux effectif d'imposition a été impacté favorablement par la répartition géographique des bénéfices qui a été impactée par les dépréciations d'actifs à long terme que nous avons comptabilisées en 2023, un produit d'impôt net de 50 millions USD après les provisions pour dépréciations associées provenant des déductions d'intérêts notionnels reçues par certaines filiales étrangères en propriété exclusive qui ont financé leurs opérations avec du capital-actions et un produit d'impôt de 21 millions USD lié aux crédits d'impôt recherche et développement, partiellement compensés par des charges d'impôt liées à la scission non déductibles et les déficits fiscaux sur les attributions de rémunération en actions.

En 2022, notre taux effectif d'imposition a été affecté négativement par les dépréciations non déductibles du fonds de commerce acquis dans le cadre des augmentations de la provision pour acquisition et évaluation de Hillrom, y compris l'augmentation décrite ci-dessus liée aux actifs d'impôt différé à partir d'une augmentation de la base d'imposition qui est née de la législation suisse sur la réforme fiscale en 2019. Ces éléments ont été partiellement compensés par un produit d'impôt net de 47 millions USD après provisions pour dépréciation connexes découlant des déductions d'intérêts notionnels.

En 2021, notre taux effectif d'imposition a été affecté favorablement par la répartition géographique des bénéfices, dont un produit d'impôt net de 50 millions USD, après déductions d'intérêts notionnels des provisions pour valorisation associées, un produit d'impôt de 58 millions USD lié à une perte légale étrangère déductible d'impôt sur un investissement dans une filiale étrangère, un produit d'impôt lié à une modification de la réglementation américaine en matière de crédit d'impôt à l'étranger, qui se reflète dans l'élément des provisions pour dépréciation du tableau ci-dessus, et les produits d'impôt excédentaires sur les primes de rémunération en actions, partiellement compensée par une décision de justice défavorable dans une juridiction étrangère liée à une situation fiscale incertaine.

Nous prévoyons de rapatrier nos bénéfices étrangers à l'exception d'environ 505 millions USD de bénéfices cumulés qui sont indéfiniment réinvestis au 31 décembre 2023 en lien avec deux de nos opérations étrangères. Des retenues d'impôt supplémentaires et des impôts sur les plus-values de 61 millions USD seraient encourus si ces bénéfices étaient actuellement versés.

Nos dispositions fiscales pour 2023, 2022 et 2021 n'incluent pas de charges fiscales importantes liées aux dispositions de l'impôt visant à contrer l'érosion de la base d'imposition et la fraude fiscale (BEAT) ou du revenu global incorporel faible taxé (GILTI), à l'exception de l'incapacité à utiliser pleinement les crédits d'impôt étrangers contre ces GILTI. Notre politique comptable consiste à comptabiliser tous les frais GILTI comme un coût de période.

Produits d'impôt non comptabilisés

Nous classons les intérêts et les pénalités associés aux impôts dans les charges (produits) d'impôt dans les comptes de résultat consolidés. Les intérêts nets et les pénalités comptabilisés n'étaient pas significatifs en 2023, 2022 et 2021. Le passif comptabilisé lié aux intérêts et pénalités s'élevait à 23 millions USD et 16 millions USD respectivement au 31 décembre 2023 et 2022. Le montant total des produits d'impôt bruts non comptabilisés qui, s'ils étaient reconnus, auraient un impact sur le taux d'imposition effectif est de 57 millions USD, 33 millions USD et 39 millions USD respectivement au 31 décembre 2023, 2022 et 2021. Nous pensons qu'il est raisonnablement possible que nos produits d'impôt bruts non comptabilisés soient réduits de 11 millions USD au cours des 12 prochains mois.

Le tableau suivant est un rapprochement de nos produits d'impôt non comptabilisés pour les exercices clos les 31 décembre 2023, 2022 et 2021.

pour les exercices (en millions)	2023	2022	2021
Solde en début d'année	$ 89	$ 111	$ 90
Augmentation due à l'acquisition	—	—	11
Augmentation associée aux positions fiscales prises au cours de l'année en cours	77	11	31
Augmentation (baisse) associée aux positions fiscales prises au cours d'une année précédente	12	11	(3)
Règlements	(3)	(7)	(2)
Diminution associée aux délais de prescription	(8)	(37)	(16)
Solde en fin d'année	$ 167	$ 89	$ 111

Parmi les produits d'impôt bruts non comptabilisés, 83 millions USD et 35 millions USD ont été comptabilisés comme passifs dans les bilans consolidés respectivement au 31 décembre 2023 et 2022.

Incitations fiscales

Nous avons reçu des incitations fiscales à Porto Rico, en Suisse, en République dominicaine, au Costa Rica et en Thaïlande. L'impact financier des réductions par rapport aux taux d'imposition légaux est indiqué dans le tableau de rapprochement des charges (produits) d'impôt sur le revenu ci-dessus. Les réductions d'impôt par rapport au taux légal local ont eu un impact favorable sur le résultat par action diluée de 0,41 USD en 2023, 0,31 USD en 2022 et 0,38 USD en 2021. Les subventions ci-dessus prévoient que nos opérations de fabrication sont et seront partiellement exemptées des taxes locales avec des expirations variables de 2024 à 2034.

Examens des déclarations fiscales

Au 31 décembre 2023, nous avions des audits en cours aux États-Unis, en Allemagne, en Italie et dans d'autres pays. En 2022, nous avons clôturé les exercices fiscaux américains 2017-2018 avec l'IRS sans ajustement important de nos états financiers. Les années fiscales 2019 et 2020 continuent à être examinées par l'IRS et les années fiscales 2012 et ultérieures continuent à être examinées par diverses autorités fiscales étrangères. Bien que l'issue finale de ces examens soit intrinsèquement incertaine, nous pensons avoir pris des dispositions fiscales adéquates pour toutes les années soumises à examen.

NOTE 15
BÉNÉFICE (DÉFICIT) PAR ACTION

Le numérateur pour le bénéfice (déficit) par action (BPA) de base et dilué est le bénéfice (déficit) net attribuable aux actionnaires de Baxter. Le dénominateur du BPA de base est le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. L'effet dilutif des options d'achat d'actions, des RSU et PSU en circulation est reflété dans le dénominateur pour le BPA dilué en utilisant la méthode du stock de trésorerie.

Le tableau suivant est un rapprochement du résultat net attribuable aux actionnaires de Baxter.

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Résultat des activités poursuivies	$ (69)	$ (2 654)	$ 1 033
Moins : Résultat net attribuable aux participations minoritaires	7	12	11
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires de Baxter	(76)	(2 666)	1 022
Revenus des activités abandonnées	2 732	233	262
Résultat net attribuable aux actionnaires de Baxter	$ 2 656	$ (2 433)	$ 1 284

Le tableau suivant est un rapprochement des actions de base et des actions diluées.

exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Actions de base	506	504	502
Effet des titres dilutifs	—	—	6
Actions diluées	506	504	508

Les actions de base et diluées sont les mêmes pour les exercices clos le 31 décembre 2023 et 2022 en raison de notre déficit net provenant des activités poursuivies pour ces périodes. L'effet des titres dilutifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 comprenait des options d'achat d'actions non exercées, des RSU (restricted stock units, unités d'actions gratuites ou à cessibilité restreinte) non acquises et des actions pouvant être émises de manière conditionnelle liées aux PSU (performance stock units, unités d'actions liées au rendement) attribuées. Le calcul du BPA dilué excluait 25 millions, 22 millions et 7 millions d'attributions d'actions respectivement pour 2023, 2022 et 2021, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif sur le BPA dilué. Reportez-vous à la Note 9 pour plus d'informations concernant les éléments ayant un impact sur les actions de base.

NOTE 16
INSTRUMENTS FINANCIERS, PRODUITS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE

Ventes des comptes clients

Pour les comptes débiteurs originaires du Japon, nous avons conclu des accords avec un établissement financier dans lesquels l'intégralité de l'intérêt et de la propriété de la créance est vendue. Nous continuons à traiter les créances dans le cadre de cet accord.

Vous trouverez ci-dessous un résumé de l'activité relative à l'arrangement.

au 31 décembre et pour les exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Créances vendues en début d'année	$ 71	$ 81	$ 96
Produit des ventes de créances	274	291	339
Encaissements en espèces (envoyés aux propriétaires des créances)	(275)	(293)	(346)
Effet des variations du taux de change	(4)	(8)	(8)
Créances vendues en fin d'année	$ 66	$ 71	$ 81

Les plus ou moins-values nettes relatives aux ventes de comptes débiteurs étaient immatérielles pour chaque année.

Concentrations du risque de crédit

Nous investissons des liquidités excédentaires dans des certificats de dépôt ou sur le marché monétaire ou d'autres fonds et diversifions la concentration des liquidités entre différentes institutions financières. En ce qui concerne les instruments financiers, le cas échéant, nous avons diversifié notre sélection de contreparties et avons conclu des accords de garantie et de compensation principale pour minimiser le risque de perte.

Les conditions économiques mondiales et les problèmes de liquidité dans certains pays ont entraîné, et peuvent continuer à entraîner, des retards dans le recouvrement des créances et des pertes de crédit. Les conditions économiques mondiales, les actions gouvernementales et les facteurs spécifiques au client peuvent nous obliger à réévaluer la recouvrabilité de nos créances et nous pourrions potentiellement subir des pertes de crédit supplémentaires.

Gestion du risque de change et de taux d'intérêt

Nous opérons à l'échelle mondiale et sommes exposés au risque que nos bénéfices, nos flux de trésorerie et nos capitaux propres soient affectés négativement par les fluctuations des taux de change et d'intérêt. Notre politique de couverture tente de gérer ces risques à un niveau acceptable en fonction de notre jugement quant au compromis approprié entre le risque, l'opportunité et les coûts.

Nous sommes principalement exposés au risque de change en ce qui concerne les actifs et passifs reconnus, les transactions prévues et les actifs nets libellés en euros, livres sterling, renminbi chinois, yen japonais, couronne suédoise, zloty polonais, peso mexicain, dollar australien, dollar canadien, won coréen, peso colombien, réel brésilien, rouble russe, livre turque, roupie indienne. Nous gérons nos expositions aux devises étrangères sur une base consolidée, ce qui nous permet d'obtenir des expositions nettes et de tirer parti de toute compensation naturelle. En outre, nous utilisons des instruments dérivés et non dérivés pour réduire davantage l'exposition nette au risque de change. Les gains et les pertes sur les instruments de couverture compensent les pertes et les gains sur les transactions couvertes et réduisent la volatilité des bénéfices et des actions résultant des variations des taux de change. La volatilité des marchés financiers et des devises peut limiter notre capacité à couvrir ces expositions de manière rentable.

Nous sommes également exposés au risque que nos bénéfices et flux de trésorerie soient affectés négativement par les fluctuations des taux d'intérêt. Notre politique consiste à gérer les coûts d'intérêts en utilisant la combinaison de la dette à taux fixe et variable que nous estimons appropriée à ce moment-là. Pour gérer cette combinaison de manière rentable, nous concluons périodiquement des swaps de taux d'intérêt dans lesquels nous acceptons d'échanger, à des intervalles spécifiés, la différence entre les montants d'intérêts fixes et flottants calculés par référence à un montant notionnel convenu.

Nous ne détenons aucun instrument à des fins de négociation et aucun de nos instruments dérivés en circulation ne contient des caractéristiques contingentes liées au risque de crédit.

Couvertures de flux de trésorerie

Nous pouvons utiliser des options, y compris des options d'achat et des collars, des contrats à terme et des swaps interdevises pour couvrir le risque de change par rapport aux bénéfices liés aux transactions prévues et aux actifs et passifs comptabilisés. Nous utilisons périodiquement des blocages de taux de trésorerie pour couvrir le risque pour les bénéfices associé aux mouvements des taux d'intérêt liés aux émissions anticipées de dette.

Les montants théoriques des contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie étaient de 340 millions USD et 398 millions USD respectivement au 31 décembre 2023 et 2022. La durée maximale pendant laquelle nous avons mis en place des contrats de couverture de flux de trésorerie liés aux transactions prévues au 31 décembre 2023 est de 12 mois pour les contrats de change. Il n'y avait pas de contrats de taux d'intérêt en cours désignés comme couvertures de flux de trésorerie au 31 décembre 2023 et 2022.

Couvertures de juste valeur

Nous utilisons périodiquement des swaps de taux d'intérêt pour convertir une partie de notre dette à taux fixe en dette à taux variable. Ces instruments couvrent nos bénéfices des variations de la juste valeur de la dette en raison des fluctuations du taux d'intérêt de référence désigné.

Il n'y avait pas de contrats de taux d'intérêt en cours désignés comme couvertures de juste valeur au 31 décembre 2023 et 2022.

En octobre 2023, nous avons conclu un contrat de change à terme avec un montant notionnel de 798 millions USD arrivant à échéance en mai 2024 et avons désigné ce produit dérivé comme couverture de juste valeur de nos 750 millions EUR d'obligations de premier rang à 0,40 % arrivant à échéance en mai 2024.

Couvertures d'investissement nettes

En mai 2017, nous avons émis 600 millions EUR de billets de premier rang à 1,3 % arrivant à échéance en mai 2025. En mai 2019, nous avons émis 750 millions EUR d'obligations de premier rang à 1,3 % arrivant à échéance en mai 2029. Nous avons désigné ces dettes comme couvertures de notre investissement net dans nos opérations européennes et, par conséquent, les ajustements de taux au comptant des soldes de dette en circulation sont enregistrés comme une composante d'ARGC.

En mai 2019, nous avons émis 750 millions EUR d'obligations de premier rang à 0,40 % arrivant à échéance en mai 2024. Nous avions désigné ces dettes comme couvertures de notre investissement net dans nos opérations européennes et, par conséquent, les ajustements de taux au comptant des soldes de dette en circulation étaient enregistrés précédemment dans les ARGC. En octobre 2023, nous avons résilié cette couverture d'investissement net désignée précédemment et avons simultanément établi une relation de couverture de juste valeur comme indiqué dans la section « Couvertures de juste valeur » ci-dessus.

Au 31 décembre 2023, nous avions un gain de conversion non réalisé avant impôts cumulé dans l'ARGC de 37 millions USD lié aux obligations de premier rang libellées en euros.

Désignations

S'il est déterminé qu'un instrument de couverture dérivé ou non dérivé n'est plus hautement efficace en tant que couverture, nous interrompons la comptabilité de couverture de manière prospective. Les gains ou pertes liés à la résiliation des couvertures de flux de trésorerie effectives continuent généralement à être reportés et sont comptabilisés conformément à la comptabilisation des pertes ou des revenus des éléments couverts sous-jacents. Toutefois, s'il est probable que les transactions prévues couvertes ne se produiront pas, les gains ou pertes seront immédiatement reclassés d'ARGC en résultat. Il n'y a eu aucune annulation de couverture de flux de trésorerie en 2023, 2022 ou 2021 résultant de changements dans notre évaluation de la probabilité que les transactions prévues couvertes se produisent. Les pertes liées à ces résiliations continuent d'être différées et sont comptabilisées conformément à l'élément couvert sous-jacent, les intérêts débiteurs sur l'émission de la dette.

Si nous résilions une couverture de juste valeur, un montant égal à l'ajustement cumulé de la juste valeur de l'élément couvert à la date de

résiliation est amorti au bénéfice sur la durée restante de l'élément couvert. Aucune couverture de juste valeur n'a été résiliée en 2023, 2022 ou 2021.

Si nous supprimons une désignation de couverture d'investissement nette, tout gain ou perte comptabilisé en ARGC n'est pas reclassé en résultat tant que nous ne vendons, ne liquidons ou ne déconsolidons pas les investissements étrangers qui étaient couverts. En octobre 2023, nous avons résilié l'une de nos couvertures d'investissement net comme indiqué dans la section « Couvertures d'investissement nettes » ci-dessus. Il n'y a eu aucune couverture d'investissement nette résiliée en 2022 ou 2021.

Instruments dérivés non désignés

Nous utilisons des contrats à terme pour couvrir les bénéfices provenant des effets de change liés à certaines de nos créances et de nos dettes intra-entreprise et tierces libellées dans une devise étrangère. Ces instruments dérivés ne sont généralement pas formellement désignés comme couvertures et les conditions de ces instruments ne dépassent généralement pas un mois.

Le montant nominal total des instruments dérivés non désignés était de 709 millions USD et 753 millions USD respectivement au 31 décembre 2023 et 2022.

Gains et pertes sur instruments de couverture et instruments dérivés non désignés

Les tableaux suivants résument les gains et pertes sur nos instruments de couverture et la classification de ces gains et pertes dans nos états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2023, 2022 et 2021.

	Gain (perte) comptabilisé en ARG			Poste affecté par le gain (la perte) dans le compte de résultat	Gain (perte) reclassé d'ARGC en résultat		
(en millions)	2023	2022	2021		2023	2022	2021
Couvertures de flux de trésorerie							
Contrats de taux d'intérêt	$ —	$ —	$ —	Charges d'intérêts, nettes	$ (6)	$ (6)	$ (6)
Contrats de change	16	28	5	Coût des ventes	16	26	(23)
Couvertures de juste valeur							
Contrats de change	(4)	—	—	Autres charges (produits), net(te)s	(3)	—	—
Couvertures d'investissement nettes	(58)	141	200	Autres charges (produits), net(te)s	—	—	—
Total	$ (46)	$ 169	$ 205		$ 7	$ 20	$ (29)

	Poste affecté par le gain (la perte) dans le compte de résultat	Gain (perte) comptabilisé en revenus		
(en millions)		2023	2022	2021
Couvertures de juste valeur				
Contrats de change	Autres charges (produits), net(te)s	$ 38	$ —	$ —
Instruments dérivés non désignés				
Contrats de change	Autres charges (produits), net(te)s	2	(30)	(36)
Total		$ 40	$ (30)	$ (36)

Le tableau suivant résume l'activité nette d'impôt dans ARGC, une composante des capitaux propres, liée à nos couvertures de flux de trésorerie.

au 31 décembre et pour l'exercice clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Solde cumulé des autres éléments du résultat global au début de l'exercice	$ (119)	$ (126)	$ (153)
(Perte) gain de juste valeur des dérivés au cours de l'exercice	5	22	4
Montant reclassé en bénéfices au cours de l'exercice	(6)	(15)	23
Autres éléments cumulés du résultat global à la fin de l'exercice	$ (120)	$ (119)	$ (126)

Au 31 décembre 2023, 6 millions USD de pertes nettes après impôts différés sur les instruments dérivés inclus dans les ARGC devraient être comptabilisés en résultat au cours des 12 prochains mois, coïncidant avec le moment où les éléments couverts devraient avoir une incidence sur les bénéfices.

Actifs et passifs dérivés

Le tableau suivant résume la classification et les justes valeurs des instruments dérivés déclarés au bilan consolidé au 31 décembre 2023.

	Dérivés en positions d'actif		Dérivés en positions de passif	
(en millions)	Emplacement du bilan	Juste valeur	Emplacement du bilan	Juste valeur
Instruments dérivés désignés comme couvertures				
Contrats de change	Charges prépayées et autres actifs courants	$ 47	Charges à payer et autres passifs courants	$ —
Instruments dérivés non désignés				
Contrats de change	Charges prépayées et autres actifs courants	4	Charges à payer et autres passifs courants	5
Total des instruments dérivés		$ 51		$ 5

Le tableau suivant résume la classification et la juste valeur des instruments dérivés déclarés au bilan consolidé au 31 décembre 2022.

	Dérivés en positions d'actif		Dérivés en positions de passif	
(en millions)	Emplacement du bilan	Juste valeur	Emplacement du bilan	Juste valeur
Instruments dérivés désignés comme couvertures				
Contrats de change	Charges prépayées et autres actifs courants	$ 8	Charges à payer et autres passifs courants	$ 5
Instruments dérivés non désignés				
Contrats de change	Charges prépayées et autres actifs courants	6	Charges à payer et autres passifs courants	7
Total des instruments dérivés		$ 14		$ 12

Bien que certains de nos instruments dérivés soient soumis à des accords de compensation maîtres, nous présentons nos actifs et passifs liés aux instruments dérivés sur une base brute dans les bilans consolidés. En outre, nous ne sommes pas tenus de publier des garanties pour l'un de nos dérivés en circulation.

Le tableau suivant fournit des informations sur nos positions dérivées comme si elles étaient présentées sur une base nette, permettant le droit de compensation par contrepartie.

	31 décembre 2023		31 décembre 2022	
(en millions)	Actif	Passif	Actif	Passif
Montants bruts comptabilisés dans les bilans consolidés	$ 51	$ 5	$ 14	$ 12
Montant brut soumis à compensation dans les accords de compensation principaux non compensé dans les bilans consolidés	(5)	(5)	(4)	(4)
Total	$ 46	$ —	$ 10	$ 8

Le tableau suivant présente les montants inscrits aux bilans consolidés relatifs aux couvertures de juste valeur :

	Montant comptable des éléments couverts		Montant cumulé de l'ajustement de couverture de la juste valeur inclus dans la valeur comptable des éléments couverts (a)	
(en millions)	Solde au 31 décembre 2023	Solde au 31 décembre 2022	Solde au 31 décembre 2023	Solde au 31 décembre 2022
Dette à long terme	$ 100	$ 101	$ 3	$ 4

(a) Ces couvertures de juste valeur ont été résiliées en 2018 et dans les périodes antérieures.

NOTE 17
MESURES DE LA JUSTE VALEUR

La hiérarchie de la juste valeur se compose des trois niveaux suivants :

- Niveau 1 — Prix cotés sur les marchés actifs auxquels nous avons la possibilité d'accéder pour des actifs ou passifs identiques ;
- Niveau 2 — Prix cotés pour des instruments similaires sur les marchés actifs, prix cotés pour des instruments identiques ou similaires sur des marchés qui ne sont pas actifs, et évaluations basées sur des modèles dans lesquelles toutes les données significatives sont observables sur le marché ; et
- Niveau 3 — Évaluations utilisant des intrants significatifs qui ne sont pas observables sur le marché et qui comprennent le recours au jugement de la direction sur les hypothèses que les participants au marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif.

Les tableaux suivants résument nos actifs et passifs qui sont évalués à la juste valeur de manière récurrente.

		Base de la mesure de la juste valeur		
(en millions)	Solde au 31 décembre 2023	Prix cotés sur les marchés actifs pour des actifs identiques (Niveau 1)	Autres intrants significatifs observables (Niveau 2)	Entrées significatives non observables (Niveau 3)
Actifs				
Contrats de change	$ 51	$ —	$ 51	$ —
Titres de créance disponibles à la vente	22	—	—	22
Titres de participation négociables	44	44	—	—
Total	$ 117	$ 44	$ 51	$ 22
Passifs				
Contrats de change	$ 5	$ —	$ 5	$ —
Paiements conditionnels liés aux acquisitions	14	—	—	14
Total	$ 19	$ —	$ 5	$ 14

		Base de la mesure de la juste valeur		
(en millions)	Solde au 31 décembre 2022	Prix cotés sur les marchés actifs pour des actifs identiques (Niveau 1)	Autres intrants significatifs observables (Niveau 2)	Entrées significatives non observables (Niveau 3)
Actifs				
Contrats de change	$ 14	$ —	$ 14	$ —
Titres de créance disponibles à la vente	47	—	—	47
Titres de participation négociables	32	32	—	—
Total	$ 93	$ 32	$ 14	$ 47
Passifs				
Contrats de change	$ 12	$ —	$ 12	$ —
Paiements conditionnels liés aux acquisitions	84	—	—	84
Total	$ 96	$ —	$ 12	$ 84

Au 31 décembre 2023 et 2022, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de respectivement 3,19 milliards USD et 1,72 milliard USD comprenaient des fonds du marché monétaire et d'autres fonds à court terme de respectivement environ 1,63 milliard USD et 341 millions USD qui sont considérés comme de Niveau 2 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Pour les actifs qui sont mesurés à l'aide des prix cotés sur les marchés actifs, la juste valeur est le prix de marché publié par unité multiplié par

le nombre d'unités détenues, sans tenir compte des coûts de transaction. Une majorité des produits dérivés que nous avons conclus sont évalués à l'aide de techniques d'évaluation internes, car il n'existe aucun prix de marché coté pour ces instruments. Les principales techniques utilisées pour évaluer ces instruments sont les modèles de flux de trésorerie actualisés et Black-Scholes. Les données clés, qui sont considérées comme observables et varient en fonction du type de produit dérivé, comprennent les conditions contractuelles, les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change et la volatilité.

Les titres de créance disponibles à la vente, qui se composent d'une dette convertible et d'actions privilégiées convertibles rachetables émises par des entités non publiques, sont mesurés à l'aide de modèles de flux de trésorerie actualisés et de tarification des options. Ces titres de créance disponibles à la vente sont classés comme mesures de la juste valeur de Niveau 3 lorsqu'il n'y a pas de transactions observables à la date du bilan en raison du manque de données observables sur certaines données de juste valeur telles que la volatilité des actions. Les justes valeurs des titres de créance disponibles à la vente augmentent lorsque les taux d'intérêt diminuent, la volatilité des actions augmente ou les justes valeurs des actions sous-jacentes aux options de conversion augmentent.

Les paiements conditionnels liés aux acquisitions, qui consistent en des paiements d'étape et des paiements basés sur les ventes, sont évalués à l'aide de techniques de flux de trésorerie actualisés intégrant les attentes de la direction en ce qui concerne les résultats futurs. La juste valeur des paiements par étapes augmente à mesure que la probabilité de paiement estimée augmente ou que le calendrier prévu des paiements est accéléré. La juste valeur des paiements basés sur les ventes est basée sur des estimations de revenus futurs pondérées en fonction de la probabilité, et augmente à mesure que les estimations de revenus augmentent, que la pondération de probabilité de scénarios de revenus plus élevés augmente ou que le calendrier de paiement prévu est accéléré.

Le tableau suivant est un rapprochement des mesures récurrentes de la juste valeur qui utilisent des intrants non observables significatifs (Niveau 3), qui consistent en paiements conditionnels liés aux acquisitions et aux titres de créance disponibles à la vente.

	2023		2022	
au 31 décembre et pour les exercices clos le 31 décembre (en millions)	Paiements conditionnels liés aux acquisitions	Titres de créance disponibles à la vente	Paiements conditionnels liés aux acquisitions	Titres de créance disponibles à la vente
Juste valeur au début de la période	$ 84	$ 47	$ 143	$ 30
Ajouts	—	2	—	23
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les bénéfices	(19)	(22)	(39)	—
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les ARGC	—	—	—	4
Paiements	(51)	—	(20)	—
Transferts hors du Niveau 3	—	(5)	—	(10)
Juste valeur à la fin de la période	$ 14	$ 22	$ 84	$ 47

Au cours des exercices clos le 31 décembre 2023 et 2022, des titres de créance disponibles à la vente classés au Niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs ont été reclassés au Niveau 1 à leur conversion en titres de participation négociables, lors de l'offre publique initiale de l'entité bénéficiaire.

Instruments financiers non évalués à la juste valeur

En plus des instruments financiers que nous sommes tenus de comptabiliser à la juste valeur dans les bilans consolidés, nous avons certains instruments financiers qui sont comptabilisés au coût amorti ou sur une base autre que la juste valeur. Pour ces instruments financiers, le tableau suivant fournit les valeurs comptabilisées dans les bilans consolidés et les justes valeurs estimées.

	Valeurs comptables		Justes valeurs(a)	
au 31 décembre (en millions)	2023	2022	2023	2022
Passifs				
Dette à court terme	$ —	$ 299	$ —	$ 299
Échéances actuelles de la dette à long terme et obligations de location-financement	2 668	1 105	2 621	1 079
Dettes à long terme et obligations de location-financement	11 130	15 232	10 067	13 657

(a) Ces montants de juste valeur sont classés au Niveau 2 dans la hiérarchie des justes valeurs, car ils sont estimés sur la base des données observables.

La valeur comptable de la dette à court terme se rapproche de sa juste valeur en raison des échéances à court terme des obligations. Les justes valeurs estimées de la dette actuelle et de la dette à long terme ont été calculées en multipliant le prix par le montant notionnel des instruments de dette respectifs. Le prix est calculé à l'aide des conditions énoncées de l'instrument de dette respectif et des courbes de rendement proportionnelles à notre risque de crédit. Les valeurs comptables d'autres instruments financiers non présentés dans le tableau ci-dessus, tels que les comptes clients et les comptes fournisseurs, se rapprochent de leur juste valeur en raison des échéances à court terme de la plupart de ces actifs et passifs.

Les valeurs comptables des investissements en actions sans justes valeurs facilement déterminables que nous mesurons au coût, moins la dépréciation, étaient de 66 millions USD et 104 millions USD respectivement au 31 décembre 2023 et 2022. Le cas échéant, nous ajustons également la mesure de ces investissements en actions pour les prix observables dans des transactions ordonnées pour un investissement identique ou similaire du même émetteur. Ces investissements sont inclus dans les Autres actifs non courants de nos bilans consolidés.

NOTE 18
INFORMATION SECTORIELLE

Nos segments à déclarer étaient auparavant composés des segments géographiques suivants liés à notre ancienne entité Baxter : Amériques, EMEA et APAC, et un segment mondial pour notre division Hillrom. Au troisième trimestre 2023, nous avons terminé la mise en œuvre d'un nouveau modèle opérationnel visant à simplifier et rationaliser nos opérations et à améliorer l'alignement entre notre chaîne de fabrication et d'approvisionnement et nos activités commerciales. Dans le cadre de ce nouveau modèle opérationnel, nos activités sont divisées en quatre segments : Produits et traitements médicaux, Systèmes et technologies de santé (anciennement, « segment Hillrom »), Produits pharmaceutiques et Soins rénaux. Nos segments ont été modifiés au cours du troisième trimestre 2023 pour les aligner avec notre nouveau modèle opérationnel et les informations fournies sur les segments pour la période précédente ont été révisées pour refléter les nouveaux segments.

Le segment Produits et traitements médicaux comprend les ventes de nos solutions IV stériles, systèmes de perfusion, kits d'administration, thérapies de nutrition parentérale et produits hémostatiques et scellants chirurgicaux et produits de prévention des adhérences. Le segment Systèmes et technologies de santé comprend les ventes de nos solutions de soins connectés et d'outils de collaboration, notamment des systèmes de lit intelligent, des technologies de surveillance et de diagnostic des patients, des appareils de santé respiratoire et des équipements avancés pour l'espace chirurgical, y compris les technologies vidéo chirurgicales, les dispositifs de positionnement de précision et d'autres accessoires. Le segment Produits pharmaceutiques comprend les ventes de produits pharmaceutiques injectables spécialisés, d'anesthésiques par inhalation et de préparations pharmaceutiques. Le segment Soins rénaux comprend les ventes de traitements et de services de dialyse pour insuffisance rénale chronique et aiguë, y compris la dialyse péritonéale (DP), l'hémodialyse (HD), les traitements de remplacement rénal continu (TRRC) et d'autres traitements de suppléance d'organes. Les autres ventes qui ne sont pas affectées à un segment comprennent principalement les ventes de produits et services fournis directement par certains de nos sites de fabrication et les redevances perçues dans le cadre d'un accord de développement commercial qui a pris fin début 2023 lorsque nous avons acquis les droits sur les produits connexes.

Ventilation du chiffre d’affaires net

Les tableaux suivants présentent notre chiffre d’affaires net ventilé aux États-Unis et à l’international. Les ventes intersegments sont éliminées lors de la consolidation.

pour les exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023			2022			2021		
	États-Unis	International	Total	États-Unis	International	Total	États-Unis	International	Total
Traitements et technologies de perfusion	$ 2 227	$ 1 733	$ 3 960	$ 2 241	$ 1 576	$ 3 817	$ 2 202	$ 1 642	$ 3 844
Chirurgie avancée	582	469	1 051	574	424	998	545	432	977
Produits et traitements médicaux	2 809	2 202	5 011	2 815	2 000	4 815	2 747	2 074	4 821
Solutions de soins et de connectivité	1 263	537	1 800	1 295	496	1 791	98	44	142
Soins de première ligne	905	308	1 213	840	308	1 148	51	19	70
Systèmes et technologies de santé	2 168	845	3 013	2 135	804	2 939	149	63	212
Produits injectables et anesthésiques	759	588	1 347	682	623	1 305	753	637	1 390
Préparations pharmaceutiques	—	902	902	—	821	821	—	901	901
Produits pharmaceutiques	759	1 490	2 249	682	1 444	2 126	753	1 538	2 291
Traitements pour maladies chroniques[1]	927	2 756	3 683	923	2 791	3 714	869	2 993	3 862
Traitements pour maladies aiguës[1]	271	499	770	263	472	735	308	512	820
Soins rénaux	1 198	3 255	4 453	1 186	3 263	4 449	1 177	3 505	4 682
Autre[1]	66	21	87	137	40	177	112	28	140
Total Baxter	$ 7 000	$ 7 813	$ 14 813	$ 6 955	$ 7 551	$ 14 506	$ 4 938	$ 7 208	$ 12 146

[1]Suite à la modification de nos segments au troisième trimestre 2023, nous avons reclassé 16 millions USD de ventes du premier semestre 2023, 34 millions USD de ventes pour l’exercice clos le 31 décembre 2022 et 38 millions USD de ventes pour l’exercice clos le 31 décembre 2021 de Traitements pour maladies chroniques à Traitements pour maladies aiguës pour nous conformer à la présentation de la période considérée. En outre, dans le cadre de la reclassification de notre division BPS en activités abandonnées au cours du deuxième trimestre 2023, nous avons reclassé 2 millions USD de revenus de fabrication en sous-traitance du premier trimestre 2023, 37 millions USD de ventes pour l’exercice clos le 31 décembre 2022 et 31 millions USD de ventes pour l’exercice clos le 31 décembre 2021 de BPS à Autres (dans les activités poursuivies), car l’usine de fabrication associée ne faisait pas partie de cette transaction de cession.

Informations géographiques

Notre chiffre d'affaires net est attribué aux régions géographiques suivantes en fonction de la localisation du client.

pour les exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Chiffre d'affaires net :			
États-Unis	$ 7 000	$ 6 955	$ 4 938
Marchés émergents[1]	3 319	3 222	3 012
Reste du monde[2]	4 494	4 329	4 196
Chiffre d'affaires net total	$ 14 813	$ 14 506	$ 12 146

[1] Les marchés émergents comprennent le chiffre d'affaires provenant de nos opérations en Europe de l'Est, au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine et en Asie (hors Japon).

[2] Le reste du monde comprend le chiffre d'affaires provenant de nos opérations en Europe de l'Ouest, au Canada, au Japon, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Nos immobilisations corporelles, ainsi que nos actifs représentatifs du droit d'utilisation de location-exploitation nets sont attribués aux régions géographiques suivantes.

au 31 décembre (en millions)	2023	2022
Immobilisations corporelles et actifs de droit d'utilisation de location-exploitation, nets :		
États-Unis	$ 1 995	$ 2 011
Marchés émergents	1 485	1 492
Reste du monde	1 477	1 733
Total des immobilisations corporelles et actifs de droit d'utilisation de location-exploitation, nets	$ 4 957	$ 5 236

Résultat d'exploitation des segments

Nous utilisons le résultat d'exploitation des segments pour évaluer la performance de nos segments et prendre des décisions d'allocation des ressources. Le résultat d'exploitation des segments représente le résultat avant impôts, intérêts et autres produits ou charges hors exploitation, les coûts du siège non affectés, l'amortissement des immobilisations incorporelles et d'autres éléments exceptionnels. Les éléments exceptionnels, qui sont présentés ci-dessous dans nos rapprochements du résultat d'exploitation des segments et du résultat des activités poursuivies avant impôts, sont exclus du résultat d'exploitation des segments car ils sont très variables, difficiles à prévoir et d'une taille qui peut avoir un impact significatif sur nos résultats d'exploitation déclarés pour la période.

Dans le cadre de notre nouveau modèle opérationnel, la plupart des coûts de support fonctionnel, des frais généraux et d'autres coûts partagés qui profitent à nos segments sont affectés à ces segments. Les coûts du siège qui ne sont pas affectés à nos segments, ainsi que les différences entre les coûts du siège réels et les montants affectés à nos segments, sont présentés dans les coûts du siège non affectés. Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation de nos segments et les rapprochements du résultat d'exploitation des segments et du résultat des activités poursuivies avant impôts.

pour les exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Produits et traitements médicaux	$ 972	$ 962	$ 955
Systèmes et technologies de santé	483	494	60
Produits pharmaceutiques	401	391	523
Soins rénaux	300	408	488
Autres	18	77	59
Total	2 174	2 332	2 085
Coûts du siège non affectés	(51)	(54)	(49)
Charge d'amortissement des immobilisations incorporelles	(652)	(753)	(298)
Éléments d'optimisation commerciale	(534)	(225)	(114)
Règlement européen relatif aux dispositifs médicaux	(48)	(48)	(42)
Dépréciations d'actifs à long terme	(267)	(344)	—
Coûts liés à la scission	(225)	(7)	—
Affaires juridiques	(7)	—	(13)
Éléments d'acquisition et d'intégration	—	(213)	(188)
Éléments liés aux produits	—	(44)	—
Perte sur accord de cession de produit	—	(54)	—
Dépréciations du fonds de commerce	—	(2 812)	—
Perte sur liquidation subsidiaire	—	(21)	—
Frais d'enquête et associés	—	—	(31)
Résultat d'exploitation total (perte)	390	(2 243)	1 350
Charges d'intérêts, nettes	442	395	193
Autres charges (produits), net(te)s	51	12	41
Perte provenant des activités poursuivies avant impôts	$ (103)	$ (2 650)	$ 1 116

Des informations financières complémentaires pour nos segments sont fournies ci-dessous :

pour les exercices clos le 31 décembre (en millions)	2023	2022	2021
Charges d'amortissement[1] :			
Produits et traitements médicaux	$ 202	$ 204	$ 213
Systèmes et technologies de santé	91	95	3
Produits pharmaceutiques	41	57	71
Soins rénaux	277	271	282
Total des charges d'amortissement	$ 611	$ 627	$ 569

[1] Les charges d'amortissement liées aux immobilisations corporelles du siège ont été entièrement affectées à nos segments et ces affectations sont reflétées dans les montants d'amortissement présentés dans les présentes.

Notre principal décideur opérationnel ne reçoit pas d'informations sur les actifs ou immobilisations par segment et, par conséquent, nous ne communiquons pas cette information pour nos segments.

NOTE 19
DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES (NON VÉRIFIÉES)

Le tableau suivant présente des données issues de nos comptes de résultat consolidés non vérifiés pour les huit derniers trimestres. Ces informations trimestrielles ont été préparées sur la même base que les états financiers consolidés et comprennent tous les ajustements

récurrents normaux nécessaires pour refléter fidèlement les informations pour les périodes présentées. Les résultats d'exploitation de tout trimestre ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats qui peuvent être attendus pour toute période future.

	2023				
(en millions, sauf données par action)	Premier trimestre	Deuxième trimestre[2]	Troisième trimestre[3]	Quatrième trimestre	Exercice complet[1]
Chiffre d'affaires net	$ 3 513	$ 3 707	$ 3 708	$ 3 885	$ 14 813
Marge brute	1 275	1 111	1 117	1 472	4 975
Résultat des activités poursuivies	—	(193)	51	73	(69)
Résultat des activités abandonnées	45	54	2 460	173	2 732
Résultat net	45	(139)	2 511	246	2 663
Résultat net attribuable aux actionnaires de Baxter	44	(141)	2 508	245	2 656
Résultat des activités poursuivies par action ordinaire					
Basique	$ 0,00	$ (0,39)	$ 0,09	$ 0,14	$ (0,15)
Dilué	$ 0,00	$ (0,39)	$ 0,09	$ 0,14	$ (0,15)
Résultat des activités abandonnées par action ordinaire					
Basique	$ 0,09	$ 0,11	$ 4,85	$ 0,34	$ 5,40
Dilué	$ 0,09	$ 0,11	$ 4,83	$ 0,34	$ 5,40
Résultat net par action ordinaire					
Basique	$ 0,09	$ (0,28)	$ 4,95	$ 0,48	$ 5,25
Dilué	$ 0,09	$ (0,28)	$ 4,93	$ 0,48	$ 5,25

	2022				
(en millions, sauf données par action)	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre[4]	Quatrième trimestre	Exercice complet[1]
Chiffre d'affaires net	$ 3 558	$ 3 594	$ 3 609	$ 3 745	$ 14 506
Marge brute	1 262	1 371	1 045	1 388	5 066
Résultat des activités poursuivies	8	185	(2 991)	144	(2 654)
Revenus des activités abandonnées	65	70	57	41	233
Résultat net	73	255	(2 934)	185	(2 421)
Résultat net attribuable aux actionnaires de Baxter	71	252	(2 937)	181	(2 433)
Résultat des activités poursuivies par action ordinaire					
Basique	$ 0,01	$ 0,36	$ (5,94)	$ 0,28	$ (5,29)
Dilué	$ 0,01	$ 0,36	$ (5,94)	$ 0,28	$ (5,29)
Revenus des activités abandonnées par action ordinaire					
Basique	$ 0,13	$ 0,14	$ 0,11	$ 0,08	$ 0,46
Dilué	$ 0,13	$ 0,14	$ 0,11	$ 0,08	$ 0,46
Résultat net par action ordinaire					
Basique	$ 0,14	$ 0,50	$ (5,83)	$ 0,36	$ (4,83)
Dilué	$ 0,14	$ 0,50	$ (5,83)	$ 0,36	$ (4,83)

1 La somme des montants par action des trimestres peut ne pas être égale aux montants de l'exercice complet en raison des arrondis.

2 Nos résultats des activités poursuivies pour le trimestre clos le 30 juin 2023 comprenaient 243 millions USD de charges de dépréciation d'actifs à long terme résultant de notre décision de cesser la production dans l'une de nos usines de fabrication de dialyseurs.

3 Nos résultats des activités poursuivies pour le trimestre clos le 30 septembre 2023 comprenaient 267 millions USD de charges de dépréciation d'actifs à long terme liées à notre division HD, et nos résultats des activités abandonnées pour ce trimestre comprenaient une plus-value de 2,88 milliards USD sur la cession de notre division BPS.

4 Nos résultats des activités poursuivies pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 comprenaient 2,79 milliards USD de dépréciations de fonds de commerce et 332 millions USD de dépréciations d'actifs à long terme liées aux actifs acquis dans le cadre de notre acquisition de Hillrom en décembre 2021.

Rapport d'un cabinet d'expertise comptable indépendant

Au conseil d'administration et aux actionnaires de Baxter International Inc.

Avis sur les états financiers et le contrôle interne des rapports financiers

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Baxter International Inc. et ses filiales (la « Société ») au 31 décembre 2023 et 2022, ainsi que les comptes de résultat consolidés associés (perte), états du résultat global, tableaux des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour chacun des trois exercices de la période close le 31 décembre 2023, y compris les notes connexes (collectivement, les « états financiers consolidés »). Nous avons également vérifié le contrôle interne de la Société sur les rapports financiers au 31 décembre 2023, sur la base des critères établis dans le *Cadre intégré de contrôle interne* (2013) publié par le Comité des organisations de parrainage de la Commission Treadway (COSO).

À notre avis, les états financiers consolidés mentionnés ci-dessus présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 2023 et 2022, ainsi que les résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour chacun des trois exercices de la période close le 31 décembre 2023 conformément aux principes comptables généralement acceptés aux États-Unis d'Amérique. De plus, à notre avis, la Société a maintenu, à tous égards importants, un contrôle interne efficace sur les rapports financiers au 31 décembre 2023, sur la base des critères établis dans le *Cadre intégré de contrôle interne* (2013) publié par la COSO.

Base des opinions

La direction de la Société est responsable de ces états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace sur les rapports financiers et de son évaluation de l'efficacité du contrôle interne sur les rapports financiers, incluse dans l'évaluation par la direction du contrôle interne sur les rapports financiers figurant sous la rubrique 9A. Notre responsabilité est d'exprimer des opinions sur les états financiers consolidés de la Société et sur le contrôle interne de la Société sur les rapports financiers en fonction de nos audits. Nous sommes un cabinet comptable public enregistré auprès du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis) (PCAOB) et nous sommes tenus d'être indépendants à l'égard de la Société conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons mené nos audits conformément aux normes du PCAOB. Ces normes exigent que nos contrôles soient organisés et exécutés de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes, et qu'un contrôle interne efficace sur les rapports financiers a été maintenu dans tous les aspects significatifs.

Nos audits des états financiers consolidés comprenaient l'exécution de procédures visant à évaluer les risques d'inexactitudes significatives des états financiers consolidés, que ce soit en raison d'erreurs ou de fraudes, et l'exécution de procédures qui répondent à ces risques. Ces procédures comprenaient l'examen, sur une base de test, des preuves concernant les montants et les divulgations dans les états financiers consolidés. Nos audits comprenaient également l'évaluation des principes comptables utilisés et des estimations significatives faites par la direction, ainsi que l'évaluation de la présentation globale des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne sur les rapports financiers comprenait l'obtention d'une compréhension du contrôle interne sur les rapports financiers, l'évaluation du risque qu'une faiblesse importante existe, ainsi que le test et l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle du contrôle interne en fonction du risque évalué. Nos audits comprenaient également la mise en œuvre d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans ces circonstances. Nous pensons que nos audits fournissent une base raisonnable pour nos opinions.

Définition et limites du contrôle interne sur les rapports financiers

Le contrôle interne d'une société sur les rapports financiers est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable concernant la fiabilité des rapports financiers et la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux principes comptables généralement acceptés. Le contrôle interne d'une société sur les rapports financiers comprend les politiques et procédures qui (i) concernent la tenue de registres qui, de manière raisonnablement détaillée, reflètent avec exactitude et équité les transactions et les cessions des actifs de la société ;

(ii) fournissent une garantie raisonnable que les transactions sont enregistrées comme nécessaires pour permettre la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement acceptés, et que les recettes et dépenses de la société ne sont effectuées que conformément aux autorisations de la direction et des administrateurs de la société ; et (iii) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection en temps opportun d'une acquisition, d'une utilisation ou d'une cession des actifs de la société non autorisée qui pourrait avoir un effet important sur les états financiers.

En raison de ses limitations inhérentes, le contrôle interne des rapports financiers peut ne pas prévenir ou détecter les anomalies. En outre, les projections de toute évaluation de l'efficacité sur des périodes futures sont soumises au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité avec les politiques ou les procédures se détériore.

Questions critiques d'audit

La question critique d'audit communiquée ci-dessous découle de l'audit des états financiers consolidés pour la période considérée ; elle a été communiquée ou doit être communiquée au comité d'audit et (i) concerne des comptes ou des divulgations qui sont importants pour les états financiers consolidés et (ii) impliquait nos jugements particulièrement difficiles, subjectifs ou complexes. La communication des questions critiques d'audit ne modifie en rien notre opinion sur les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, et nous ne fournissons pas, en communiquant la question critique d'audit ci-dessous, d'opinion distincte sur la question critique d'audit ou sur les comptes ou informations auxquels elle se rapporte.

Évaluations de la dépréciation du fonds de commerce – Unités déclarantes Soins de première ligne et Traitements pour maladies chroniques
Comme décrit dans les Notes 1 et 5 des états financiers consolidés, le solde du fonds de commerce consolidé de la Société au 31 décembre 2023 s'élevait à 6 514 millions USD. Le fonds de commerce n'est pas amorti, mais fait l'objet d'un test de dépréciation chaque année et chaque fois qu'il existe des indicateurs de dépréciation. Au troisième trimestre 2023, la Société a terminé la mise en œuvre d'un nouveau modèle opérationnel et les segments de la Société ont été modifiés pour les aligner sur le nouveau modèle opérationnel. Comme indiqué par la direction, la Société a identifié de nouvelles unités déclarantes suite à la modification des segments et a évalué la dépréciation du fonds de commerce avant et après la modification des unités déclarantes, mais n'a identifié aucune dépréciation du fonds de commerce. Comme indiqué par la direction, dans le cadre des tests annuels de dépréciation du fonds de commerce du 1er novembre 2023, les justes valeurs de l'unité déclarante Soins de première ligne au sein du segment Systèmes et technologies de santé de la Société et de l'unité déclarante Traitements pour maladies chroniques au sein du segment Soins rénaux de la Société dépassaient leurs valeurs comptables. Au 31 décembre 2023, les valeurs comptables du fonds de commerce pour les unités déclarantes Soins de première ligne et Traitements pour maladies chroniques étaient respectivement de 2,42 milliards USD et 444 millions USD. Les justes valeurs des unités déclarantes de la Société sont généralement déterminées sur la base d'un modèle de flux de trésorerie actualisés (méthode par les résultats) et de coefficients de capitalisation des résultats (méthode des comparables).
Les hypothèses significatives utilisées pour déterminer la juste valeur des unités déclarantes comprennent les flux de trésorerie prévisionnels, les taux d'actualisation, les taux de croissance perpétuelle et les coefficients de capitalisation des résultats.

Les principales considérations qui nous ont amenés à déterminer que la mise en œuvre de procédures relatives à l'évaluation de la dépréciation du fonds de commerce des unités déclarantes Soins de première ligne et Traitements pour maladies chroniques constitue une question d'audit critique sont (i) le jugement important de la direction lors de l'estimation de la juste valeur de ces unités déclarantes ; (ii) le degré élevé de jugement, de subjectivité et d'effort de l'auditeur dans la mise en œuvre des procédures et l'évaluation des hypothèses importantes de la direction relatives aux flux de trésorerie prévus, aux taux d'actualisation, aux taux de croissance finaux et aux multiples des bénéfices ; et (iii) l'effort d'audit impliquait le recours à des professionnels possédant des compétences et des connaissances spécialisées.

La résolution de la question impliquait l'exécution de procédures et l'évaluation des preuves d'audit en lien avec la formulation de notre opinion globale sur les états financiers consolidés. Ces procédures ont consisté à tester l'efficacité des contrôles relatifs à l'évaluation par la direction de la dépréciation du fonds de commerce, y compris les contrôles relatifs à l'évaluation des unités déclarantes de la Société. Ces procédures comprenaient également, entre autres, (i) le test du processus suivi par la direction pour élaborer l'estimation de la juste valeur des unités déclarantes Soins de première ligne et Traitements pour maladies chroniques ; (ii) l'évaluation de l'adéquation de la méthode par les résultats et de la méthode des comparables ; (iii) le test de l'exhaustivité et de l'exactitude des données sous-jacentes utilisées dans la méthode par les

résultats et la méthode des comparables ; (iv) et l'évaluation du caractère raisonnable des principales hypothèses utilisées par la direction en ce qui concerne les flux de trésorerie prévisionnels, les taux d'actualisation, les taux de croissance finaux et les multiples de bénéfices. Évaluer l'hypothèse significative de la direction liée aux flux de trésorerie prévisionnels impliquait d'évaluer si l'hypothèse utilisée était raisonnable compte tenu (i) des résultats des unités déclarantes Soins de première ligne et Traitements pour maladies chroniques pour la période considérée et les périodes passées, (ii) de la cohérence avec les données du marché externe et de l'industrie, et (iii) de la cohérence de cette hypothèse avec les preuves obtenues dans d'autres domaines de l'audit. Des professionnels possédant des compétences et des connaissances spécialisées ont été sollicités pour aider à évaluer l'adéquation de la méthode par les résultats et de la méthode des comparables ainsi que le caractère raisonnable des taux d'actualisation, des taux de croissance terminaux et des hypothèses de coefficient de capitalisation des résultats.

/s/ PricewaterhouseCoopers LLP
Chicago, Illinois
8 février 2024

Nous sommes l'auditeur de la Société depuis 1985.

Article 9. ***Changements et désaccords avec les comptables concernant la comptabilité et la divulgation financière.***

Aucune.

Article 9A. ***Contrôles et procédures.***

Évaluation des contrôles et procédures de divulgation

Nous avons mis en place des contrôles et des procédures de divulgation conçus pour garantir que les informations que nous devons divulguer dans les rapports que nous déposons ou soumettons en vertu de la loi Securities Exchange Act de 1934 (la loi Exchange Act) sont enregistrées, traitées, résumées et déclarées dans les délais précisés dans les règles et formes de la SEC, et que ces informations sont communiquées à notre direction, notamment à notre président-directeur général et notre directeur financier, pour permettre des décisions opportunes concernant la divulgation requise. Notre direction, avec la participation de notre président-directeur général et de notre directeur financier, a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de divulgation (tels que définis dans les Règles 13a-15(e) et 15d-15(e) en vertu de l'Exchange Act) au 31 décembre 2023. Sur la base de cette évaluation, notre président-directeur général et notre directeur financier ont conclu que nos contrôles et procédures de divulgation étaient en vigueur au 31 décembre 2023.

Évaluation par la direction du contrôle interne des rapports financiers

Notre direction est chargée d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat sur les rapports financiers, tel que défini dans la Règle 13a-15(f) de l'Exchange Act. Notre contrôle interne sur les rapports financiers est conçu pour fournir une assurance raisonnable concernant la fiabilité des rapports financiers et la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique (U.S. GAAP).

En raison de ses limitations inhérentes, le contrôle interne des rapports financiers peut ne pas prévenir ou détecter les anomalies. En outre, les projections de toute évaluation de l'efficacité sur des périodes futures sont soumises au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité avec certaines politiques ou procédures se détériore.

La direction a effectué une évaluation de l'efficacité de notre contrôle interne sur les rapports financiers au 31 décembre 2023. Dans le cadre de cette évaluation, la direction a utilisé le cadre du *Cadre intégré au contrôle interne (2013)* publié par le Comité des organisations de parrainage de la Commission Treadway. Sur la base de cette évaluation dans le cadre du *Cadre intégré au contrôle interne (2013)*, la direction a conclu que notre contrôle interne sur les rapports financiers était effectif au 31 décembre 2023.

L'efficacité de notre contrôle interne sur les rapports financiers au 31 décembre 2023 a été auditée par PricewaterhouseCoopers LLP, un cabinet d'expertise comptable indépendant, comme indiqué dans son rapport qui figure dans les présentes.

Changements dans le contrôle interne des rapports financiers

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur les rapports financiers (tel que ce terme est défini dans les Règles 13a-15(f) et 15d-15(f) en vertu de l'Exchange Act) au cours du trimestre clos le 31 décembre 2023 qui a eu une incidence importante, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur notre contrôle interne sur les rapports financiers.

Article 9B. ***Autres informations.***

Certains de nos dirigeants et administrateurs ont fait le choix de participer à notre plan d'actionnariat salarié et y participent, ou ont choisi, et peuvent choisir de temps à autre, d'avoir des actions retenues à la source pour couvrir les retenues à la source ou payer le prix d'exercice des options, ce qui peut constituer des plans de trading non conformes à la règle 10b5-1 (tels que définis à l'article 408(c) du Règlement S-K).

Article 9C. ***Divulgation concernant les juridictions étrangères qui empêchent les inspections.***

Sans objet.

PARTIE III

Article 10. *Directeurs, cadres dirigeants et gouvernance d'entreprise.*

Voir les informations sous les rubriques intitulées « Gouvernance d'entreprise chez Baxter International Inc. — Proposition 1 — Élection des directeurs », « Conseil d'administration — Nomination des directeurs », « Comités du conseil d'administration — Comité d'audit », « Responsabilités du conseil d'administration — Code de conduite » et « Propriété des actions de Baxter — Rapports en retard au titre de l'article 16(a) » dans la circulaire de sollicitation de procurations définitive de Baxter qui sera déposée auprès de la Securities and Exchange Commission et remise aux actionnaires dans le cadre de l'assemblée générale annuelle des actionnaires prévue le 7 mai 2024 (la circulaire de sollicitation de procurations), toutes ces informations étant incorporées aux présentes par référence. Voir également les informations concernant les cadres dirigeants de Baxter sous la rubrique intitulée « Informations sur nos cadres dirigeants » dans la partie I de ce rapport annuel sur le formulaire 10-K.

Article 11. *Rémunération des cadres.*

Voir les informations sous les rubriques intitulées « Rémunération des cadres » et « Gouvernance d'entreprise chez Baxter International Inc. — Rémunération des directeurs » dans la circulaire de sollicitation de procurations, toutes ces informations étant incorporées aux présentes par référence.

Article 12. *Propriété des titres de certains bénéficiaires effectifs et de la direction et questions relatives aux actionnaires.*

Le tableau suivant fournit des informations relatives aux actions ordinaires qui peuvent être émises dans le cadre de nos plans de rémunération en actions existants au 31 décembre 2023.

Catégorie de plan	Nombre d'actions à émettre lors de l'exercice des options, bons et droits en circulation(a)		Prix d'exercice moyen pondéré des options, bons de souscription et droits en cours(b)		Nombre d'actions restantes disponibles pour une émission future dans le cadre des plans de rémunération en actions [à l'exclusion des actions figurant dans la colonne(a)(b)]	
Plans de rémunération en actions approuvés par les actionnaires	24 286 290	(1)	$ 59,35	(2)	29 535 570	(3)
Plans de rémunération en actions non approuvés par les actionnaires	52 245	(4)	$ —		—	
Total	24 338 535	(5)	$ 59,35	(2)	29 535 570	

(1) Exclut les droits d'achat en vertu du Plan d'achat d'actions des employés. En vertu du Plan d'achat d'actions pour les employés, les employés éligibles peuvent acheter des actions ordinaires par le biais de déductions salariales allant jusqu'à 15 % du salaire de base à un prix d'achat égal à 85 % du prix de clôture du marché à la date d'achat (tel que défini par le Plan d'achat d'actions pour les employés). Un employé participant ne peut pas acheter plus de 25 000 USD de juste valeur marchande d'actions ordinaires dans le cadre du Plan d'achat d'actions pour les employés au cours d'une année civile et peut se retirer du Plan d'achat d'actions pour les employés à tout moment.

(2) Les droits d'attribution d'actions gratuites (Restricted Stock Units, RSU) et les unités d'actions de performance (Performance Share Units, PSU) sont exclus lors de la détermination du prix d'exercice moyen pondéré des options en circulation.

(3) Inclut (i) 9 040 834 actions ordinaires disponibles à l'achat en vertu du Plan d'achat d'actions pour les employés et (ii) 20 494 735 actions ordinaires disponibles en vertu du Plan d'intéressement 2021.

(4) Inclut 52 245 RSU de remplacement en circulation attribués aux détenteurs d'actions Hillrom à la clôture de l'acquisition de Hillrom. Ces RSU de remplacement ont été approuvées par notre Conseil d'administration, et non par nos actionnaires.

(5) Inclut 19 467 050 options d'achat d'actions à attribuer, qui ont un prix d'exercice moyen pondéré de 59,35 USD et une durée restante moyenne pondérée de 5,3 ans, 4 005 462 actions ordinaires pouvant être émises à l'acquisition de RSU et 729 130 actions ordinaires réservées à l'émission dans le cadre des attributions d'unités d'actions de performance.

Voir les informations sous les rubriques intitulées « Propriété des actions Baxter — Propriété des titres par les directeurs et les cadres dirigeants » et « — Propriété des titres par certains propriétaires bénéficiaires » dans la circulaire de sollicitation de procurations, toutes ces informations étant incorporées aux présentes par référence.

Article 13. ***Certaines relations et transactions connexes, et indépendance du directeur*.**

Voir les informations figurant sous les sections « Gouvernance d'entreprise chez Baxter International Inc. — Conseil d'administration », « Gouvernance d'entreprise chez Baxter International Inc.— Conseil d'administration — Indépendance des administrateurs » et « Gouvernance d'entreprise chez Baxter International Inc.— Responsabilités du conseil d'administration — Certaines relations et transactions avec des personnes liées », dans la circulaire de sollicitation de procurations, toutes ces informations étant incorporées aux présentes par référence.

Article 14. ***Honoraires et services du comptable principal.***

Voir les informations figurant sous les titres « Questions d'audit — Frais d'audit et hors audit » et « — Approbation préalable des frais d'audit et hors audit autorisés » dans la circulaire de sollicitation de procurations, toutes ces informations étant incorporées aux présentes par référence.

PARTIE IV

Article 15. ***Annexes et annexes des états financiers***

Les documents suivants sont déposés dans le cadre de ce rapport :

		Numéro de page
(1)	États financiers :	
	Bilans consolidés	48
	Comptes de résultat consolidés (perte)	49
	États consolidés du résultat global (perte)	50
	États consolidés des variations des capitaux propres	51
	États consolidés des flux de trésorerie	52
	Notes jointes aux états financiers consolidés	54
	Rapport du cabinet d'expertise comptable indépendant (PCAOB ID 238)	105
(2)	Annexes requises par l'article 12 du Règlement S-X :	
	Toutes les annexes ont été omises car elles ne sont pas applicables ou ne sont pas requises.	
(3)	Les pièces requises par l'article 601 du Règlement S-K sont énumérées dans l'Indice des pièces qui est incorporé aux présentes par référence. Les pièces de l'Index des pièces marquées d'un « C » dans la marge de gauche constituent des contrats de gestion ou des plans ou arrangements compensatoires envisagés par l'article 15(b) du Formulaire 10-K.	

Article 16. ***Résumé du Formulaire 10-K.***

Sans objet.

ANNEXE 21

BAXTER INTERNATIONAL INC.

Vous trouverez ci-dessous une liste des filiales de Baxter International Inc. au 31 décembre 2023, omettant certaines filiales qui, lorsqu'elles sont considérées dans leur ensemble, ne constitueraient pas une filiale importante. Lorsque la propriété est inférieure à 100 % par Baxter International Inc. ou une filiale de Baxter International Inc., cela a été noté en désignant le pourcentage de propriété. Il comprend également certaines filiales, bien qu'elles ne constituent pas une filiale importante au 31 décembre 2023, qui ont été établies en prévision de la scission envisagée de la division Soins rénaux et qui pourraient être considérées comme importantes à l'avenir.

Filiale nationale	**Constitution**
Baxter Corporation Englewood	Colorado
Baxter Healthcare Corporation	Delaware
Baxter Healthcare of Puerto Rico LLC	Delaware
Baxter Pharmaceutical Solutions LLC	Delaware
Baxter Sales and Distribution LLC	Delaware
Cheetah Medical, Inc.	Delaware
Gambro Renal Products, Inc.	Colorado
Gambro UF Solutions, Inc.	Delaware
Hill-Rom Holdings, Inc.	Indiana
Laboratorios Baxter S.A.	Delaware
Synovis Life Technologies, Inc.	Minnesota
Synovis Micro Companies Alliance, Inc.	Minnesota
Vantive Export LLC	Delaware
Vantive Health LLC	Delaware
Vantive US Healthcare LLC	Delaware

Filiale étrangère	**Constitution**	
Baxter Healthcare Pty Ltd	Australie	
Baxter Belgium SPRL	Belgique	
Baxter Distribution Center Europe SA	Belgique	
Baxter R and D Europe SPRL	Belgique	
Baxter SA	Belgique	
Baxter Services Europe SA	Belgique	
Baxter World Trade SPRL	Belgique	
Baxter Hospitalar Ltda.	Brésil	
Baxter Corporation (Canada)	Canada	
Baxter (China) Investment Co., Ltd	Chine	
Baxter Healthcare (Guangzhou) Company Ltd	Chine	88 %
Baxter Healthcare (Shanghai) Company Ltd.	Chine	
Baxter Healthcare (Suzhou) Company Ltd	Chine	
Baxter Healthcare (Tianjin) Co., Ltd.	Chine	
Baxter Healthcare Trading (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	
RTS Colombia SAS	Colombie	
Baxter Productos Médicos, Ltda.	Costa Rica	
Baxter S.A.S.	France	
Gambro Industries SAS	France	

Baxter Deutschland GmbH	Allemagne	
Baxter Oncology GmbH	Allemagne	
Gambro Dialysatoren GmbH	Allemagne	
Baxter (Hellas) EPE	Grèce	
Baxter de Guatemala, Sociedad Anónima	Guatemala	
Baxter Healthcare Limited (Hong Kong, China)	Hong Kong	
Baxter (India) Private Limited	Inde	
Baxter Pharmaceuticals India Pvt Ltd.	Inde	
Baxter Innovations & Business Solutions Private Limited (India)	Inde	
Baxter Shared Services & Competencies Limited	Irlande	
Cheetah Medical (Israel), Ltd.	Israël	
Baxter S.p.A.	Italie	
Bieffe Medital S.p.A.	Italie	
Gambro Dasco S.p.A.	Italie	
Baxter Limited	Japon	
Baxter S.A. de C.V.	Mexique	
Gambro Renal Products, S.A. de C.V.	Mexique	
Baxter Healthcare Limited	Nouvelle-Zélande	
Baxter Polska Sp. z o.o.	Pologne	
Baxter AO	Fédération de Russie	
Baxter Company Ltd	Arabie saoudite	51 %
Baxter Healthcare SA (Singapore Woodlands Branch)	Singapour	
Baxter Pharmaceuticals (Asia) Pte Ltd.	Singapour	
Baxter Incorporated	Corée du Sud	
Baxter, S.L.	Espagne	
Baxter Medical AB	Suède	
Gambro AB	Suède	
Gambro Lundia AB	Suède	
Baxter AG	Suisse	
Baxter Healthcare SA	Suisse	
Vantive Health GmbH	Suisse	
Baxter Healthcare Limited (Taiwan)	Taïwan	
Baxter Healthcare (Thailand) Company Limited	Thaïlande	
Baxter Manufacturing, (Thailand) Co., Ltd.	Thaïlande	
Baxter Holding B.V.	Pays-Bas	
ApaTech Limited	Royaume-Uni	
Baxter Healthcare Limited	Royaume-Uni	
Cheetah Medical (UK) Limited	Royaume-Uni	

Gestion du capital humain

Au 31 décembre 2023, nous employions environ 60 000 personnes dans le monde, avec environ 41 000 salariés aux États-Unis et environ 19 000 salariés en dehors des États-Unis. Nos salariés déterminent notre capacité à atteindre nos objectifs stratégiques. Ils contribuent à notre réussite et jouent un rôle essentiel dans l'exécution opérationnelle et notre capacité à obtenir de solides résultats financiers, en contribuant à l'innovation et en assurant le respect d'un programme de qualité et de conformité rigoureux dans l'ensemble de notre entreprise.

La réussite et la croissance de notre entreprise dépendent en grande partie de notre capacité à attirer, fidéliser et développer des talents diversifiés et hautement performants à tous les niveaux de notre organisation, y compris nos salariés du monde entier, ainsi que les cadres dirigeants et autres membres clés du personnel. Pour réussir sur un marché du travail concurrentiel, nous avons développé des stratégies, des objectifs et des mesures de recrutement et de fidélisation sur lesquels nous nous concentrons dans le cadre de la gestion globale de notre entreprise. Ces stratégies, objectifs et mesures forment notre cadre de gestion du capital humain et sont mis en œuvre par le biais des programmes, politiques et initiatives suivants :

- **Rémunération et avantages sociaux compétitifs.** Nos programmes de rémunération sont conçus de manière à aligner la rémunération de nos employés sur nos performances et à offrir les incitations appropriées pour attirer, fidéliser et motiver les employés à obtenir des résultats exceptionnels. Nos programmes de rémunération sont structurés de manière à récompenser les performances à court et à long termes.
- **Activating Change Today.** Fort du succès de nos neuf groupes de ressources d'entreprise (BRG), l'un de ces BRG, la Baxter's Black Alliance, s'est associée à des collègues de toute l'entreprise pour introduire Activating Change Today (ACT), un programme multidimensionnel visant à promouvoir l'inclusion et la justice raciale. ACT se concentre sur l'obtention d'avancées dans quatre domaines clés : la main-d'œuvre, le monde du travail, la communauté et le marché, englobant les employés, les parties prenantes externes et les marchés et communautés que nous servons.
- **Santé et sécurité.** La santé et la sécurité sont fermement ancrées dans nos activités mondiales. Notre objectif est d'offrir un lieu de travail sûr et nous nous efforçons d'éliminer les risques et les initiateurs d'incidents pour favoriser l'amélioration. En 2023, Baxter a mis l'accent sur l'engagement des employés, l'identification des dangers et le déploiement accéléré de la technologie pour mieux comprendre et traiter les principaux domaines à risque pour la santé et la sécurité. Nous avons continué à mobiliser notre programme d'identification pour notre main-d'œuvre opérationnelle, en combinaison avec un outil centralisé de suivi des actions correctives. Ces améliorations nous ont permis de mettre en œuvre l'analyse prédictive, d'appuyer les évaluations ergonomiques et d'introduire une technologie de contrôle de sécurité active pour améliorer le fonctionnement de nos véhicules industriels motorisés.
- **Recrutement, formation et développement.** Nous utilisons des méthodes de recrutement pour attirer des talents diversifiés dans notre organisation et nous donnons la priorité aux opportunités d'apprentissage qui favorisent un état d'esprit de développement. Nos offres formelles comprennent un programme de remboursement des frais de scolarité, une plateforme d'apprentissage en ligne appelée BaxU et des ateliers virtuels qui soutiennent notre culture, notre stratégie et le développement de compétences essentielles. Afin d'évaluer l'impact de nos investissements dans nos employés et de nous aider à améliorer constamment nos programmes de ressources humaines, nous menons régulièrement des enquêtes anonymes auprès de notre personnel du monde entier afin de recueillir leur avis sur différents sujets, notamment la confiance dans notre leadership, la compétitivité de nos programmes de rémunération et d'avantages sociaux, les opportunités d'évolution professionnelle et les améliorations que nous pourrions apporter pour faire de notre entreprise un employeur de choix. Gérés et analysés par un tiers indépendant, les résultats de l'enquête sont examinés par nos cadres supérieurs, y compris nos cadres dirigeants. Des synthèses de certaines enquêtes sont également soumises à notre conseil d'administration. Les résultats des enquêtes sur l'engagement sont également partagés avec les responsables individuels qui sont ensuite chargés de prendre des mesures sur la base des retours anonymes de leurs employés.